

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA
LÉGISLATION ROUMAINE
EN MATIÈRE DE NATIONALITÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 1^{er} juin 1940, à 14 heures.

PAR

Neagoe M. DJUVARA

Président : M. LE FUR, Professeur

Suffragants { *MM. STELLE, professeur.*
SIBERT, professeur.

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C^{ie}

158-160, RUE SAINT-JACQUES

1940



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LA LÉGISLATION ROUMAINE
EN MATIÈRE DE NATIONALITÉ

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA
LÉGISLATION ROUMAINE
EN MATIÈRE DE NATIONALITÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 1^{er} juin 1940, à 14 heures.

PAR

Neagoe M. DJUVARA

Président : M. LE FUR, Professeur

Suffragants { MM. STELLE, professeur.
SIBERT, professeur.

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C^{ie}

158-160, RUE SAINT-JACQUES

1940



A MONSIEUR ALFRED JUVARA

Professeur à la Faculté de Droit de Iassy
Membre de la Cour permanente d'Arbitrage de La Haye.

*en témoignage de reconnaissance
et de respectueuse affection.*

LA LÉGISLATION ROUMAINE EN MATIÈRE DE NATIONALITÉ

INTRODUCTION HISTORIQUE

La matière de la nationalité, quoiqu'elle fasse partie du droit international privé, ne connaît pas encore de règles internationales obligatoires. La Convention de La Haye de 1930¹ reconnaît dans son article premier, « qu'il appartient à chaque Etat de déterminer quels sont ses nationaux »... Or il y a de profondes différences entre les législations des divers Etats — différences très difficiles à faire disparaître, car elles correspondent à des divergences d'intérêt très marquées. Il y a néanmoins dans toutes les législations un fond commun, qui découle de la nature des choses. Derrière la nationalité légale, il y a une nationalité naturelle ou une nationalité psychologique qu'aucune loi ne peut négliger. L'hérédité d'abord, l'éducation et le milieu de vie ensuite, donnent aux individus une structure morale dont il faut tenir compte au plus haut point. Aussi trouvons-nous toujours à la base de la nationalité légale un des principes suivants :

1. Elle n'a pas été ratifiée par la Roumanie.

1° *L'origine ethnique, ou l'origine politique de la famille* (l'expression est de M. Niboyet) ;

2° *Le pays de naissance* et vraisemblablement d'éducation ;

3° Subsidiairement la *volonté de l'individu* (naturalisation, droit d'option).

Selon leur situation démographique les divers Etats se sont attachés tantôt à la nationalité d'origine (« jus sanguinis ») cas des pays riches en hommes et des pays d'émigration, tantôt à la nationalité du pays de naissance (« jus loci »), cas des pays d'immigration qui ne veulent pas garder indéfiniment des étrangers établis sur leur sol. Avec le système du jus soli, à la première génération tous les étrangers nés sur le sol national deviennent des nationaux ; sont dans ce cas presque tous les Etats de l'Amérique latine.

Aujourd'hui la plupart des Etats emploient des systèmes mitigés : soit à base de jus sanguinis avec quelques tempéraments de jus soli (loi française, belge, bulgare). Soit à base de jus soli combiné au jus sanguinis (Etats-Unis, Angleterre, Portugal, etc.).

La loi roumaine est une des très rares lois de nationalité qui se fonde exclusivement sur le jus sanguinis.

Il est donc intéressant de rapprocher la loi roumaine de la loi française :

D'une part la législation roumaine comme la législation française a sa principale source dans la codification Napoléonienne et les juristes roumains s'inspirent presque tous de la technique juridique française, d'autre part la situation démographique des deux pays est littéralement opposée. On a ainsi deux législations d'inspiration commune, mais développées dans des milieux différents.

Quels sont les traits caractéristiques de la démographie roumaine ? On peut les résumer ainsi :

1° Une population en perpétuelle croissance ;

2° Mais un sol suffisant à nourrir la population, donc pas de politique de l'émigration ;

3° Méfiance du jus soli, à cause du grand nombre de « minoritaires » dans les provinces réunies en 1918. On veut éviter que les noyaux de minorités ne servent d'attraction aux voisins de même race, qui obtiendraient la nationalité roumaine par le jeu du jus soli.

4° Découlant des données précédentes :

a) Conditions très dures pour la naturalisation ou tout autre moyen d'obtenir la nationalité roumaine. On va jusqu'à demander la réduction de l'effet collectif de la naturalisation ².

b) Application intégrale du « jus sanguinis », principe qui ressort des lois constitutionnelles ³ et au moyen duquel il faut essayer d'interpréter toutes les lois roumaines, mais principe fortement atténué par une grande facilité de perdre la nationalité roumaine en cas de double nationalité.

Le principe du « jus sanguinis » est devenu de plus en plus important en droit roumain. C'est d'ailleurs une évolution normale dans tous les pays du moyen âge à nos jours. Car 1° les grands problèmes de nationalité sont nés avec le développement du commerce international (ce terme pris dans son sens le plus large) ; 2° plus la civilisation augmente, plus l'influence de

2. Alfred Juvara, professeur à la Faculté de Iassy, *Curs de drept international privat*, Bucuresti, 1932.

3. Constitution du 24 février 1938, art. 11, al. 1^{er} : La nationalité roumaine s'acquiert par mariage, filiation, reconnaissance et naturalisation. » Il n'est fait aucune part, au fait de la naissance en territoire roumain.

l'origine ethnique sur un individu est durable : elle est plus facilement entretenue par la propagande du pays d'origine ; il est plus facile pour l'Etat d'émigration d'organiser des noyaux nationaux compacts en pays étranger ; enfin la conscience de la nationalité est devenue de plus en plus nette dans toutes les classes sociales et s'efface donc plus difficilement.

Il y a là dans le temps une différence pareille à celle qu'on remarque à une même époque entre individus de classes sociales différentes : la dénationalisation est ordinairement plus aisée lorsqu'il s'agit d'une famille d'une condition simple dont les attaches intellectuelles avec la patrie d'origine sont très lâches, que lorsqu'il s'agit d'une famille de condition plus élevée qui peut arriver à perpétuer pendant des générations par pure tradition, le sentiment de l'origine étrangère.

Ainsi pour prendre les cas limites, les cas extrêmes : un enfant trouvé, en France par exemple, fut-il de parents tous deux étrangers, du seul fait que l'action du milieu de vie, du milieu éducateur ne trouve aucun contrepoids dans l'atmosphère familiale, peut devenir un Français parfait⁴. A l'opposé, des réfugiés politiques dont la famille a laissé des traces dans l'histoire peuvent rester étrangers pendant de longues générations, même s'ils sont « physiologiquement » assimilés, grâce au seul mirage de leur passé⁵.

4. Sauf bien entendu les traces raciales qui peuvent être plus ou moins marquées selon que sa race se rapproche plus ou moins du type français, qu'elle est plus ou moins assimilable par le milieu français.

5. Cet argument peut venir renforcer les arguments de M. Niboyet (*Traité de droit international privé*, 1938, tome I, p. 271) en faveur d'une discrimination à faire entre, d'une part, les immigrants ouvriers, indispensables et plus facilement assimilables, et, d'autre part, les immigrants intellectuels dont on peut très bien se passer et qui sont par surcroît politiquement dangereux.

Nous disions donc que l'ancien droit roumain au contraire du droit actuel, connaissait le droit du sol, la nationalité géographique.

Disons tout de suite que les principes dirigeants des anciennes coutumes roumaines sont aussi obscures que possible. Il semble cependant certain qu'on n'a jamais appliqué intégralement le « jus soli ». Mais il est non moins certain que les paysans cultivateurs d'origine étrangère étaient dès la seconde génération considérés comme nationaux « parce que l'on considérait que des étrangers ayant une telle occupation ne pouvaient pas dépendre d'une protection étrangère » ; ce sont les termes mêmes d'un jugement du tribunal d'Ilfov (département englobant la capitale, Bucarest) S. III, 17 avril 1904 ; C. Jud. 1904, p. 374. Cette explication nous paraît d'ailleurs un peu bizarre ; il est aussi simple d'expliquer cette faveur pour les raisons suivantes : 1° il y avait un intérêt économique à repeupler d'étrangers les campagnes dévastées périodiquement par les invasions et les famines (on rencontre à plusieurs reprises dans l'histoire de Valachie des immigrations importantes de paysans serbes ou bulgares⁶ ; 2° l'assimilation aux autochtones, de ces paysans, ne présentait aucun danger politique ; 3° enfin le travail de la terre est le meilleur agent d'assimilation, l'attachement au sol qu'il travaille étant pour le paysan plus fort que toute liaison avec sa patrie d'origine.

D'ailleurs le mot roumain désignant le « National » :

6. Un exemple entre beaucoup d'autres : le prince Michel le Brave après une incursion dans les Balkans en 1598 ramène et installe en Valachie 16.000 paysans serbes et bulgares. Ces dires sont confirmés par le chroniqueur hongrois Szamosközy. Voir C. C. Giuresco, *Histoire des Roumains* (en roumain), t. II, 1^{re} partie, p. 256.

« pământean » ⁷ se traduit littéralement par : celui qui est du sol, de la terre, terrien, et naturalisé se disait : « împământenit » c'est-à-dire devenu terrien.

Ce principe avait néanmoins un sérieux palliatif, une sorte de politique de l'immigration placée sur le terrain religieux ⁸, mais qui pratiquement représentait une défense d'ordre ethnique : ne pouvait devenir roumain que celui qui était de religion chrétienne. Ce principe essentiel a guidé jusque tout dernièrement la politique roumaine, et à été dirigé spécialement, jadis contre les Turcs, et à partir du milieu du xix^e siècle, contre les Juifs.

Voici un bref aperçu de l'évolution historique du droit roumain en la matière.

COUP D'OEIL SUR LE DROIT ANCIEN

Les premiers documents que nous possédons sont les *capitulations avec la Porte Ottomane*, véritables traités de vassalité des principautés roumaines envers la Turquie. Après l'écrasement de la Bulgarie et de la Serbie et l'encerclement des restes de l'Empire byzantin, les principautés roumaines malgré des succès momentanés dans leur lutte contre les Turcs, préférèrent un compromis, qui tout en enlevant une part de leur indépendance, sauvegarde au moins la vie nationale et religieuse.

7. De « pamant », terre, sol (du latin *pavimentum*).

8. Aujourd'hui encore le rôle de la religion est resté très grand dans les particularismes nationaux — et dans le complexe des sentiments qui forment l'attachement d'un individu à une patrie, le cadre religieux tient une place prépondérante, d'où l'influence des prêtres dans les colonies d'immigrants.

En échange de certains avantages politiques et économiques, les Turcs garantissent aux Valaques et aux Moldaves le libre exercice de leur culte et s'engagent au contraire à ne jamais pratiquer ouvertement leur religion dans le pays.

Bien plus, il ressort de certains documents qu'ils n'avaient pas le droit de posséder des immeubles ruraux ou urbains, et même que leur séjour dans le pays pour s'adonner au commerce, devait être limité.

Il est impossible d'avoir des textes précis sur la question. Beaucoup d'auteurs se fient aux textes des Capitulations, publiés plusieurs fois depuis le début du xix^e siècle, et reconnus par l'article 2 de la Convention Constitutionnelle de Paris de 1858 (dont nous nous occuperons plus bas).

On cite notamment quatre traités principaux⁹ : 1931 : traité de Nicopolis entre Mircea I^{er}, prince de Valachie et le Sultan Bajazet I^{er}.

1460 : Traité d'Andrinople entre Vlad V, prince de Valachie et le Sultan Mahomet II.

1511 : Traité entre Bogdan III, prince de Moldavie et le Sultan Sélim I^{er}.

1529 : Traité entre Pierre Raresch, prince de Moldavie et le Sultan Soliman II.

Malheureusement il a été prouvé par les historiens que le traité de 1511 n'a jamais existé, qu'il a dû naître d'une confusion du célèbre érudit Démètre Cantémir, prince de Moldavie au début du xviii^e siècle¹⁰ — par conséquent son texte a été tout simplement inventé pour

9. Collection Mitilieu : *Traités et conventions de la Roumanie*, pp. 6, 18, 35, 51.

10. Voir plus au large la discussion de ce problème historique dans C. Giuresco, *Les Capitulations de la Moldavie avec la Porte Ottomane* (en roumain), Bucarest, 1908.

les besoins de la cause nationaliste roumaine au début du xix^e siècle — inventé, dirons-nous, de bonne foi puisqu'on s'est contenté de paraphraser les dires des anciens chroniqueurs.

Les autres trois capitulations ne sont pas contestées, mais l'authenticité de leurs textes paraît aussi très problématique. Citons néanmoins quelques articles du traité d'Andrinople de 1460 (872 de l'ère musulmane) passé entre le Sultan Mahomet II, le conquérant de Constantinople, et le prince de Valachie Vlad V dit « l'Empaleur » ¹¹.

Art. 7. — « Les négociants turcs qui viennent faire du commerce, ne doivent pas venir à l'insu du prince... Ils doivent vendre ou acheter sans retard.... car il ne leur est pas permis de parcourir le pays pour vendre ou acheter en différents endroits.

Art. 8. — Que ces négociants n'aient pas le droit d'emmener des serviteurs roumains ou des servantes roumaines, ni d'avoir des endroits spéciaux pour leurs prières. »

Si ce ne sont pas là les propres termes du traité, le fond est incontestable car on le retrouve dans la coutume des xvii^e et xviii^e siècles où il est corroboré par tous les chroniqueurs et par le prince Démètre Cantémié, au chapitre xvi de sa « *Descriptio Moldaviae* » ¹².

11. Le texte a été publié en 1819 par l'historien Dionyssie Fotino d'après une copie que le grand Ban Jean Vacaresco aurait réussi à faire par faveur dans les registres impériaux de Constantinople. Malgré la personnalité du copiste, cette garantie d'authenticité est bien mince lorsqu'on sait la difficulté de parvenir aux archives ottomanes.

12. « ...sed his (les Turcs) nullibi licet vel fundum emere, vel domum in aliquo oppido aut pago, multo minus aedem sacram construere aut publicas secundum suam superstitionem preces fundere, neque institit othomanica aula unquam ut id principes moldavi permitterent ; utinam aeternum mutescat. »

Si donc les Turcs respectaient ces privilèges à une époque où ils étaient maîtres incontestés des pays danubiens, à plus forte raison les avaient-ils respectés du temps où la soumission de ces pays était douteuse.

Pour des raisons qu'il ne nous est pas loisible d'étudier ici, les Turcs n'essayèrent pas de revenir sur ces privilèges. Cantémir s'en étonne déjà (voir la note précédente). — A la fin seulement du XVIII^e siècle, cette discipline des Turcs semble se relâcher — nous voyons alors une députation de boyards moldaves envoyer des revendications à la Porte, par l'intermédiaire du général comte Romiantzof, plénipotentiaire russe pour la paix de Koutchouk-Kainardji (1774). Leur supplique reproduit presque exactement les termes des capitulations¹³.

Certaines restrictions visaient d'ailleurs tous les étrangers sans distinction de culte. Ainsi un rescrit de 1764 du prince de Valachie Etienne Racovitza, interdit aux Grecs, Albanais, Serbes et autres étrangers d'acheter des terres, des vignes, des maisons, des moulins, des magasins et autres immeubles. Interdiction aussi à tout étranger d'épouser une Roumaine et aux nationaux le marier leurs filles à des étrangers sous peine d'exil et de confiscation des biens (cela s'explique du fait que l'étranger marié à une Roumaine noble devenait Roumain — nous verrons cela plus loin). Mais une femme étrangère peut épouser un Roumain à condition de ne pas amener avec elle sa famille étrangère. Le rescrit édictait aussi qu'à l'avenir il serait impossible à un étranger d'obtenir une charge de boyard.

Ces dispositions sévères s'expliquent par la véritable

13. Voir le texte dans la collection Codresco, *Uricariul*, 1862, t. VI, pp. 422-423.

invasion d'étrangers dans la classe dominante, qui marque cette époque, dite époque phanariote¹⁴.

Mais ce décret dut rester lettre morte, car l'histoire ne nous apprend aucun changement dans ce domaine, bien au contraire. Il faut donc admettre pour les étrangers de rite chrétien un moyen d'obtenir la naturalisation, un moyen d'être assimilés aux nationaux¹⁵ : soit par mariage avec des autochtones, soit par rescrit du prince.

Ainsi il semble établi que le mariage d'un étranger avec une Roumaine noble devait entraîner l'assimilation avec les autochtones — cela ressort, comme nous le verrons plus loin, de l'article 378 du Règlement Organique de 1831 — cela ressort aussi de quelques auteurs anciens. Ainsi vers 1840 le « paharnic » (échanson) Constantin Sion dans son « Archondologia Moldovei » (livre de la noblesse moldave), écrit à plusieurs reprises en parlant

14. Du mot « Phanar » : quartier grec de Constantinople. On appelle ère phanariote le laps d'histoire qui s'étend approximativement de 1711 à 1821, époque de décadence politique complète pour les principautés danubiennes ; toute velléité de résistance aux Ottomans a disparu, les boyards n'ont même plus le privilège d'élire leur prince parmi les descendants des anciens princes régnants ; c'est la Porte qui choisit directement les princes de Valachie et de Moldavie, le plus souvent parmi les hauts dignitaires grecs de l'empire ottoman, d'où le nom d'ère « phanariote ».

Elle commence en Moldavie avec la fin du règne de Démètre Cantémir, compromis avec Pierre le Grand, et qui s'enfuit en Russie après la défaite du Pruth (1711).

Elle commence en Valachie après l'assassinat par les Turcs de toute la famille de Constantin Brancovan (1713). L'époque phanariote, malgré un certain vernis intellectuel, a laissé dans l'histoire roumaine un triste souvenir. Époque d'humiliation pour les nobles, de servage pour les paysans, époque d'infiltration massive d'étrangers de toute sorte, époque surtout qui a consacré, dans la vie morale du pays, des mœurs orientales dont les Roumains sont encore loin d'être complètement débarrassés.

15. Basilescu, *Conditions des étrangers dans les principautés roumaines* (en roumain).

de faits passés un siècle auparavant : « ... Un certain M. L... s'étant marié ici et ayant pris une terre en dot, il a été naturalisé et anobli », etc.¹⁶.

Il semble de même que l'obtention d'une charge nobiliaire par faveur princière entraînait automatiquement tous les droits des nationaux et notamment celui de posséder des terres. Mais le plus souvent c'est le processus inverse qu'on suivait — l'étranger réussissant à devenir d'abord grand propriétaire soit par mariage soit par héritage. Et c'est parce qu'il y avait un lien incontestable entre la grande propriété terrienne et la noblesse, parce qu'on craignait que des étrangers s'élevassent trop haut grâce à la puissance que confère la grande propriété, que l'on ne permettait aux étrangers non-nobles de posséder que des maisons ou des boutiques en ville, et tout au plus des vignes — cela du moins est incontestable : on voit ainsi l'horloger français Gaspard Caillé acheter une maison à Iassy en 1671¹⁷ et l'on peut citer bien d'autres cas.

On retrouve des précautions plus sérieuses encore lorsqu'il s'agit de sujets d'une puissance dont on accepte la protection. Nous avons déjà vu la méfiance envers les Turcs — on retrouve presque les mêmes dispositions dans le traité que signe Démètre Cantémir avec Pierre le Grand de Russie :

« Aucun Moscovite ne doit s'introduire dans les

16. Le même Constantin Sion (voir pp. 27, 60, etc.) nous cite quelques familles de Juifs convertis qui avaient obtenu des charges nobiliaires au début du xix^e siècle, ainsi malgré la grande méfiance envers les Israélites, ils peuvent être aussi assimilés aux nationaux du moment qu'ils sont devenus chrétiens.

17. Voir C. Erbiceanu, *Histoire de l'Eglise métropolitaine de Iassy et Suceava* (en roumain), Bucarest, 1888.

charges nobiliaires de Moldavie, ni épouser une Moldave, ni acheter des terres ¹⁸. »

Plus encore, les chroniqueurs, les textes des capitulations, et la supplique des boyards de 1774, citée plus haut, témoignent qu'on retire la nationalité aux Roumains qui ont passé à la religion de Mahomet — et que par suite on confisque leurs terres. Pratiquement cependant on trouve quelques musulmans propriétaires terriens. On a même voulu prouver par là qu'on n'écartait pas les Turcs de la propriété terrienne. C'est une erreur : dans tous les cas concrets, il est prouvé que ces propriétaires étaient des chrétiens renégats ¹⁹.

Autre mesure intéressante pour éviter l'intrusion des étrangers par le canal de la propriété foncière : seuls les descendants directs peuvent hériter des fortunes de l'ancien étranger pour éviter l'arrivée de collatéraux sans attaches avec le pays. Il y a là un véritable droit d'aubaine, « étant la coutume quant aux étrangers, comme dit un rescrit du prince Michel Racovitza, que lorsqu'ils meurent sans enfants, ce qu'ils ont, revienne au prince ²⁰ ». Citons pour terminer (car nous glissons ici dans un

18. Dans le célèbre chroniqueur Neculcea *Letopisetul Tarii Moldovei*, II, p. 337.

19. Ainsi en 1560 à propos d'un procès entre un monastère de Targoviste et un certain Hamza surnommé « le Turc », pour la possession d'un village : il est prouvé au procès que ce village avait été confisqué pour trahison au grand-père de Hamza, boyard à la cour du prince Vlad le Moine ; le grand-père de Hamza était donc roumain. Même chose en 1764 à propos de l'héritage d'un musulman Mehmet Aga : on constate que sa fortune lui vient de deux aïeux roumains dont l'un est le grand Spathar Michel Cantacuzène ; il est donc lui aussi d'origine roumaine. Voir Iorga, *Studii și documente*, pp. 521, 523, etc.

20. Archives de l'Etat, Condiatul Gh. Asaki, II, p. 504. Voir aussi un autre document plus ancien (1608), Archives historiques, I, 2, p. 191, cité dans Xénopol, *Histoire des Roumains*, t. VII.

domaine différent, celui du droit des Etrangers) une dernière confirmation de ces coutumes dans la réponse que fait le divan de Moldavie au gouverneur autrichien de Bukovine en 1782 (la Bukovine venait d'être annexée par l'Autriche en 1777) :

... « Les Arméniens et les Juifs n'avaient pas d'après la loi le droit d'acheter à la campagne des propriétés héréditaires, et ils ne l'ont pas non plus aujourd'hui ; mais ils ont le droit d'acheter des maisons et des boutiques à la ville ; mais seuls les Arméniens peuvent acheter de la vigne ²¹.

On voit que les précautions sont plus grandes encore envers les Juifs — et nous arrivons ainsi au plus grave problème de nationalité qui se soit posé dans l'histoire de la Roumanie : *le problème de la naturalisation des Juifs*.

Sur les Juifs, les premiers documents que nous ayons remontent au milieu du xvii^e siècle sous le règne de Mathieu Bassaraba — ils contiennent des mesures contre l'infiltration des Juifs dans le commerce. (Ce sont les « Pravile » de Mathieu Bassaraba, sortes de grandes ordonnances contenant des dispositions de toutes sortes : droit canonique, droit criminel, etc...)

Au début du xviii^e siècle Démètre Cantémir note cependant une certaine tolérance à leur égard (si on les compare aux Turcs) puisqu'il leur est loisible d'avoir des synagogues — il est vrai qu'on ne leur permettait pas de les construire en pierre, mais uniquement en bois ²² !

Plus près de nous, les premiers codes établis par le prince Callimaki en Moldavie (1817) et le prince Caradja

21. *Uricariul*, t. VI, p. 263.

22. « Judeii etiam... synagogas habere ubique possunt, ligneas tamen, non lapideas. » (Cantémir, *Descriptio Moldaviae*, cap. XVI).

en Valachie (1818), le premier plutôt sous l'influence du droit autrichien, le second sous l'influence du droit byzantin, interdisent les mariages avec les nons-chrétiens.

Le code Callimak ²³ s'exprime ainsi : article 91. « Le mariage entre chrétiens et non-chrétiens est interdit, de même que le mariage entre orthodoxes et chrétiens d'un autre dogme. » — Et le Code Caradja : « Le mariage est interdit... entre chrétiens et ceux d'une autre religion (III^e partie, chap. xvi, art. 2).

Les premières dispositions plus générales concernant la nationalité se trouvent dans le *Règlement Organique*, sorte de Constitution des principautés élaborée en 1831 sous l'occupation russe, par l'administration russe avec le concours de plusieurs boyards valaques et moldaves.

Dans un but fiscal, le Règlement établit des registres de population et fixe ainsi la nationalité des habitants, considérant désormais comme nationaux « *tous les agriculteurs et ouvriers étrangers établis en Valachie (ou Moldavie) qui après leur établissement ne peuvent plus être considérés comme étrangers.* » (Art. 71 du Règlement organique de Valachie.)

Cet article est peu clair et a donné lieu à controverse. On pourrait d'abord croire qu'il signifie :

« On inscrira dans les registres tous ceux des agriculteurs étrangers *qui ne peuvent plus être considérés comme étrangers.* »

Mais il n'en est rien, et il semble que cette interprétation ne s'est jamais présentée et je n'ai trouvé aucune décision de justice qui la discutât seulement ; au con-

23. Rédigé d'abord en grec (ainsi que le Code Caradja) en 1817 ; traduit pour la première fois en roumain par le grand Logothète Sturdza en 1833.

traire toutes²⁴ semblent admettre comme indiscutable l'interprétation suivante :

« On inscrira dans les registres *tous les agriculteurs étrangers* établis en Valachie, *car ils ne peuvent plus être considérés comme étrangers.* »

Donc, en vertu de ce texte, devenaient Roumains : tous les ouvriers et agriculteurs étrangers établis dans le pays, *quelle que soit leur origine et leur religion* (cela parce qu'on ne rencontrait jamais d'agriculteurs juifs).

D'ailleurs il faut bien noter qu'il ne s'agissait pas là d'une application du *jus soli*, mais qu'il y avait simplement une naturalisation massive et « instantanée ». Ce n'est donc pas l'établissement d'une règle qui dut jouer à l'avenir. Comme le dit un arrêt de la Cour de Cassation (Cass. I, 8 déc. 1927 *Jur. Gen.*, 1928, n. 191 *Pand. Rom.*, 1928, III, 137) : « Le Règlement Organique n'accorde pas aux agriculteurs et ouvriers étrangers, dans son article 71, le droit de devenir citoyens roumains aussi longtemps qu'il sera appliqué et sans tenir compte de la date où ces agriculteurs se sont établis dans le pays. Il n'a voulu considérer comme Roumains *que ceux qui au moment de la promulgation du Règlement, c'est-à-dire en 1832, se trouvaient établis sur le territoire du pays* et vivaient indifférenciés des autres habitants. »

Avec cette seule restriction, il fallait interpréter l'article 71 d'une façon extensive si l'on voulait être dans l'esprit de la loi, dont le but était d'inscrire sur les registres un nombre maximum de citoyens moldo-valaques et de déjouer ainsi les fraudes de ceux qui se faisaient passer pour étrangers afin d'échapper à certaines charges imposées par l'Etat. Tous ceux qui n'avaient pas pu

24. Notamment Cass. II, 20 mars 1887, *Bul. Cass.*, 1887, p. 253, et Trib. Ilfov, S. III, 17 avril 1904. *Courrier judiciaire*, 1904, p. 374, déjà cité.

avant un terme fixe apporter la preuve qu'ils étaient réellement ressortissants étrangers, ont été passés dans les registres comme nationaux ²⁵.

S'il n'y a donc pas d'hésitation entre les deux interprétations dont nous parlons plus haut — il y a par contre une troisième solution qui a été proposée : les termes « ne peuvent plus être considérés comme étrangers » ne devraient pas signifier : « sont considérés comme Roumains ». Mais simplement : « ne peuvent plus bénéficier d'aucune protection étrangère ».

Cette façon de voir va contre l'esprit de la loi, qui a voulu accorder un bénéfice et non pas aggraver le cas de ces travailleurs étrangers — et l'argument le plus sûr contre elle est dans le rapprochement de l'article 71 avec l'article 378 de ce même Règlement Organique, qui, dans son alinéa 5, n'accorde aux étrangers commerçants et industriels que les droits civils, faisant ainsi très nettement une faveur aux agriculteurs.

Il n'y a plus de discussion possible depuis un arrêt de Cassation ²⁶ qui dit entre autres : « L'expression du Règlement Organique : « ne plus être étranger » ne peut signifier que : « être Roumain, » etc.

A propos de ces listes de citoyenneté, le Règlement Organique prend des précautions contre l'infiltration des Juifs dans le pays : il prescrit aux commissaires d'inscription, que ceux d'entre eux qui n'auraient pas de métier ou de fortune *soient éloignés du pays et qu'on empêche dorénavant l'entrée d'individus semblables*

25. Voir confirmation dans le jugement déjà cité du Trib. Ilfov, 17 avril 1924 « ... Ceux qui ne pouvaient présenter des actes en règle constatant qu'ils étaient réellement étrangers, étaient considérés comme des nationaux, et inscrits dans les rôles comme tels. »

26. Cass. II, 16 juin 1878, *Bul. Cass.*, 1878, p. 209.

dans le pays. Car, dit le texte, « il est incontestable que les Juifs qui sont répandus en Moldavie et dont le nombre augmente de jour en jour, vivent pour la plupart au détriment des intérêts des nationaux » art. 94).

C'est un témoignage officiel de l'inquiétude que commençait à inspirer l'immigration juive en Moldavie et l'on trouve des dispositions précises pour essayer d'arrêter cette immigration. Il faut croire qu'elles sont restées absolument inefficaces.

L'article 378 du Règlement Organique de Valachie, établit pour la première fois les règles *de la naturalisation*, dont les principales sont restées telles quelles jusqu'à nos jours :

Première condition : il fallait être de religion chrétienne.

Deuxième condition : il fallait prouver que l'on a de la fortune ou une occupation, grâce auxquels on s'engage à être utile au pays.

Troisièmement : il fallait séjourner dix ans dans le pays à partir de la demande de naturalisation et avoir pendant ce temps une bonne conduite.

Quatrièmement : la naturalisation s'obtenait *par acte du prince* avec avis préalable de l'Assemblée générale ordinaire.

Cinquièmement : enfin une particularité qui n'a pas survécu au Règlement Organique : l'institution de deux sortes de naturalisations : *La grande naturalisation*, qui accordait au bénéficiaire la plénitude des droits de citoyen, et la *petite naturalisation* qui n'accordait que certains de ces droits, et destinée à attirer les commerçants étrangers ²⁷.

27. Art. 378, § 5 : « Les étrangers qui s'occupent de commerce

Le Règlement établit enfin (article 378, § 4) que « le mariage avec une autochtone ne donne plus droit désormais à la naturalisation ». — On voit seulement son stage réduit de dix ans à sept ans lorsqu'on épouse une Roumaine noble, et à condition de satisfaire à toutes les exigences précédentes²⁸ ; c'est une faible compensation ; pratiquement c'est la fin de la vieille coutume que nous avons signalée plus haut.

A la suite de la guerre de Crimée, les principautés échappent à l'emprise russe, et, grâce à l'appui de Napoléon III elles réussiront à s'unir en une seule principauté en 1859.

Après le Congrès de Paris, les plénipotentiaires des grandes puissances, réunis à Paris approuvent la Convention de 1858, sorte de nouvelle Constitution des principautés qui révèle la première influence occidentale dans le droit de la nationalité et laisse prévoir l'extension de la naturalisation aux non-chrétiens. La Convention Constitutionnelle de Paris (7 août 1858) dans son article 46 dit en effet :

... « Les Maldaves et les Roumains²⁹ de tout rite chré-

et d'industrie et qui désirent jouir seulement des droits habituels (lisez : civils) des nationaux, et non pas des droits politiques, dès qu'ils seront inscrits dans les corporations locales et qu'ils seront soumis aux impôts annuels de patente et aux impôts municipaux, seront considérés comme des nationaux... »

28. Voir une application dans l'arrêt de Cassation du 30 mars 1887. *Bul. Cass.*, 1887, p. 284 : « Celui qui ne peut pas prouver qu'il a épousé une Roumaine noble ne peut pas bénéficier du texte cité plus haut. »

29. Lisez : Les *Valaques*. Ceux-ci n'ont jamais désigné leur pays du nom de Valachie : ils l'appellent « Muntenia » (le pays des montagnes) ou « Tara Românească » (le pays roumain). Il semble établi que le terme « Valah » est d'origine germanique, et plus anciennement d'origine celte : du mot Volci, qui a laissé des traces en français : Valais, Wallon ; en anglais : Wales ; en Allemand : Welsh. Les anciens Germains ont désigné de ce nom les

tien jouiront également des droits politiques. L'exercice de ces mêmes droits *pourra être accordé pareillement aux autres cultes* par disposition législative... »

Malgré ce texte la naturalisation ne fût pas accordée aux Juifs. Mais en échange les Arméniens obtiennent dès 1859 le droit de posséder des propriétés terriennes ³⁰.

De graves discussions se sont élevées pour l'interprétation de l'expression : « Les Moldaves et les Valaques de rite chrétien ». — Fallait-il entendre par ces termes tous ceux de religion chrétienne qui à ce moment habitaient les provinces de Moldavie et de Valachie ? C'était une interprétation excessive, que la jurisprudence dut petit à petit préciser et restreindre.

On spécifia ainsi que la Convention de Paris de 1858 n'avait pas conféré ipso jure la nationalité roumaine aux habitants, mais simplement la faculté pour tous les étrangers chrétiens *nés dans le pays* de profiter des avantages de la nationalité roumaine — si donc ceux-ci n'avaient pas tacitement opté pour cette nationalité ils ne pouvaient plus arguer plus tard de la Convention de Paris pour se prévaloir de la nationalité roumaine (voir *Bulletin Cassation*, 1913, p. 405 - 406). — De même un arrêt de Cassation du 1^{er} mai 1915 posa le principe que l'article 46 réglait la condition des étrangers de rite chré-

celtes romanisés, puis tous les peuples romans. En passant chez les Slaves le radical Valh est devenu par inversion Vlah et a désigné au contraire uniquement les « Romains » d'Orient, les seuls avec lesquels ils étaient en contact. Aussi ce terme désigne-t-il chez tous les voisins des Roumains non seulement les Valaques proprement dits (habitants du pays d'entre le Danube et les Carpathes); mais aussi les Moldaves, les Transylvains et les Roumains de Macédoine ou Koutzo-Vlaques, en un mot tous les Roumains.

30. Voir à ce propos Collection Pastia. *Code judiciaire pour les tribunaux de Moldavie*, p. 1194 sqq., et D. Alexandresco, *Explication du Droit civil* (opus. cité), p. 517 sqq.

tien qui en 1858 *étaient nés et établis depuis longtemps* dans les principautés sans avoir jamais manifesté le désir d'un lien quelconque avec un autre Etat. A ce seul titre on pouvait les considérer comme rentrant dans le terme : les Moldaves et les Valaques.

Une chose est certaine, les non-chrétiens sont écartés, c'est la solution traditionnelle.

Mais en décembre 1864 paraît le *code civil roumain*, copie sur de nombreux points du Code Napoléon, qui pour la première fois rompt avec la tradition et introduit dans le domaine de la nationalité un grand nombre de mesures nouvelles :

Il fait d'abord une place au *jus soli* :

Art. 8, al. 1. — « Tout individu né et élevé en Roumanie jusqu'à sa majorité et qui n'aura jamais bénéficié d'une protection étrangère, pourra réclamer la qualité de citoyen roumain au cours de l'année qui suivra sa majorité » ; et l'alinéa 3 du même article : « Les enfants trouvés en territoire roumain sans père ni mère connus sont Roumains. »

Sans se soucier de la loi nationale de la femme étrangère mariée à un Roumain, le code décrète (art. 12) qu'elle devient Roumaine de par son mariage.

Quant à la naturalisation, tout en gardant les grands traits du Règlement Organique, elle ne peut plus être accordée que sous forme de loi. En échange le dernier alinéa de l'article 16 qui traite de la procédure et des conditions de la naturalisation, permet « de dispenser du stage de dix ans l'étranger qui aura rendu au pays des services importants, ou qui aura apporté une industrie, une invention utile ou des talents distingués, ou qui aura fondé dans le pays de grands établissements de commerce ou d'industrie ». Disposition, comme on le

voit, très large, inspirée de l'article 8, N° 5, du Code civil français.

Mais l'innovation la plus grave, se trouvait dans l'article 9 qui décidait que désormais les non-chrétiens pouvaient devenir citoyens roumains. C'était la porte ouverte à la naturalisation des Juifs — rupture radicale avec les anciens principes. Cette question a revêtu dans notre histoire du droit une telle importance qu'elle mérite un chapitre à part.

LA QUESTION DE LA NATURALISATION DES JUIFS

Voici l'article 9 du Code civil de 1864 :

«Ceux qui ne sont pas de rite chrétien ne peuvent obtenir la qualité et les droits de citoyen roumain qu'en se conformant aux prescriptions de l'article 16 » (c'est-à-dire aux prescriptions sur la naturalisation). Malgré que cette naturalisation restât une faveur des pouvoirs publics, il y avait là une brèche très sérieuse au vieux principe qui écartait les israélites de la citoyenneté roumaine.

Mais la question était considérée par la plupart des Roumains d'une telle gravité, que peu de temps après, la Constitution de 1866 revenait à la solution traditionnelle et dans *son article 7, alinéa 2* décidait que « seuls les étrangers de rite chrétien peuvent obtenir la naturalisation ».

Néanmoins, après la guerre Russo-Roumaino-Turque de 1877, au Congrès de Berlin, la Roumanie dut promettre d'accorder la nationalité roumaine aux Juifs. Les plénipotentiaires roumains, malgré tous leurs efforts, durent céder à la pression de la France, de l'Angleterre et de l'Allemagne, qui posèrent la natura-

lisation des Juifs comme condition à la reconnaissance de la Roumanie comme Etat indépendant ³¹.

L'article 44 du traité de Berlin était ainsi rédigé : « En Roumanie la différence de croyance religieuse et de confession ne pourra pas être opposée à une personne comme motif d'exclusion ou d'incapacité en ce qui concerne l'exercice des droits civils et politiques, etc. » Peu après la loi interne du 13 octobre 1879 modifiait le fameux article 7 : « La différence de croyance religieuse et de confession ne constitue pas en Roumanie un empêchement à l'obtention des droits civils et politiques et à leur exercice » ; et accordait d'office la naturalisation aux Juifs qui avaient pris part à la guerre de 1877. Mais dans le premier cas l'étranger ne pouvait être admis à la citoyenneté que par naturalisation — ce qui pouvait pratiquement réduire à rien l'avantage théoriquement accordé. Aussi la lutte continua de plus belle, les Juifs exigeant la naturalisation en masse et faisant intervenir les puissances étrangères en ce sens, leurs adversaires leur répondant qu'une pareille mesure serait un véritable suicide pour le nouvel Etat roumain qui, sur cinq millions d'habitants comptait 400.000 Juifs, la plupart nouvellement venus ³².

31. Inutile de discuter ici si cette exigence était ou non conforme au droit international: M. Louis Renault (*Introduction à l'étude du droit international*, Paris, 1879, in-8°, p. 16) écrivait à l'époque : « Un Congrès n'est pas compétent pour trancher de pareilles questions. Si la Serbie, le Monténégro et la Roumanie réunissent les éléments essentiels qui font les Etats souverains, ils doivent être reconnus comme tels, quelle que soit leur manière de voir en ce qui touche la liberté religieuse, l'accessibilité des habitants aux fonctions publiques, etc. » La liberté religieuse n'avait d'ailleurs jamais été contestée aux Juifs de Roumanie.

32. Voici un article publié dans la *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} mars 1880, p. 211, par M. G. Valbert : « On comprend que le patriotisme des Roumains se soit ému lorsqu'il a plu au

La situation des Juifs de Roumanie devait néanmoins rester telle jusqu'au lendemain de la Grande Guerre, et rares furent ceux qui réussirent à se faire naturaliser. Leur situation était très spéciale : car étant très nombreux dans le commerce international, il fallait qu'ils aient un statut national. Ils jouissaient de tous les droits civils à l'intérieur, et de la protection de l'Etat vis-à-vis de l'étranger, mais n'avaient aucun droit politique. Aussi dans la loi des passeports de 1912 sont-ils désignés sous le nom « d'étrangers qui jouissent de la protection roumaine ».

Ce n'est qu'après la guerre de 1916-1918 que leur situation fut définitivement réglée. Le décret-loi du 29 décembre 1918³ décidait en effet, article 1, que « les habitants majeurs du Royaume, sans distinction de religion et qui n'ont pas joui de la plénitude des droits civiques, *pourront obtenir la plénitude de ces droits...* s'ils prouvent qu'ils sont nés dans le pays qu'ils n'ont pas été sujets d'un état étranger ».

Ces conditions ne sont pas exigées de ceux qui ont été mobilisés dans l'une des campagnes de 1913 à ce jour... »

Le bénéfice de la citoyenneté était étendu de plein droit aux femmes et aux enfants légitimes mineurs, des

Congrès de Berlin non seulement de leur enlever la Bessarabie, mais de les obliger à réviser l'article 7 de leur Constitution et à naturaliser en bloc leurs Israélites. Il s'agissait d'une nationalité naissante, plante délicate qui a besoin d'être protégée ; il s'agissait aussi d'un pays de 5 millions d'habitants, où résident plus de 400.000 Juifs, qui ne représentent pas la fleur de leur race... La Roumanie a donné dans cette conjoncture critique un grand exemple de sagesse, qui fait honneur au sens politique de ses hommes d'Etat. Elle a su trouver les termes d'une transaction entre les exigences inconsidérées de l'Europe et ce que lui commandaient ses plus pressants intérêts. »

33. Décret n° 3902, publié dans le *Moniteur Officiel* du 30 décembre 1918.

mobilisés ; aux veuves et aux enfants de ceux décédés dans les campagnes de 1913 et 1916-1918 ; aux veuves et aux enfants de ceux naturalisés individuellement avant la loi.

La femme et les enfants de ceux qui auraient pu bénéficier de la loi pouvaient obtenir personnellement la nationalité s'ils remplissaient les conditions de l'article 1, alinéa 1^{er}.

Enfin toutes ces naturalisations étaient réalisées grâce à une procédure qui mérite d'être notée : les demandes devaient être déposées aux Tribunaux et ceux-ci pouvaient juger même en présence d'un seul juge assisté du ministère public. Le jugement avait lieu d'urgence et les décisions prenaient le nom « *d'ordonnances de naturalisation* ». Elles étaient prononcées sans droit d'appel ni d'opposition, mais seulement avec possibilité de recours en Cassation.

Comme on le voit, ces dispositions étaient si larges et la procédure tellement sommaire qu'elles permirent la naturalisation en masse de tous les Juifs nationaux, elles permirent même tellement de fraudes que tout récemment encore, le 22 janvier 1938, le décret pour la révision de la citoyenneté vise entre autres, les Israélites naturalisés à cette époque (art. 22).

Le 22 mai 1919 un second décret venait modifier et sur certains points réduire les conséquences du décret de décembre³⁴. Il en réduisait l'application aux seuls Juifs de l'ancien royaume de Roumanie (excluant ainsi les non-israélites et les Juifs des provinces annexées) ; il exigeait en plus de ceux qui n'avaient pas pris part aux campagnes de 1913 à 1919, la preuve qu'ils étaient

34. Décret n° 2085, du 22 mai 1919, publié dans le *Moniteur Officiel* du 28 mai 1919.

nés en territoire roumain, qu'ils étaient domiciliés dans le pays et qu'ils ne jouissaient d'aucune protection étrangère.

Mais en échange, ce décret supprimait toute décision, même faite par le juge sous forme d'ordonnance de naturalisation et se contenait de simples déclarations des sollicitants devant les tribunaux, car la nationalité s'obtenait désormais *de plein droit* (art. 1^{er}, « *sont citoyens roumains* », etc.)

Ces deux décrets ont été attaqués devant la Cour de Cassation comme inconstitutionnels, mais la Cour a rejeté le pourvoi.

Et s'il avait pu y avoir un doute sur la constitutionnalité de ces décrets, il a été levé par la nouvelle Constitution de la Roumanie d'après guerre (1923), qui, dans son article 133, a ratifié les décrets de 1918 et 1919 concernant l'admission des Juifs à la citoyenneté roumaine. Bien plus, l'article 133 dans son dernier alinéa accordait un dernier délai de trois mois à tous les Juifs qui n'avaient pas encore réglé leur situation.

La Constitution du 29 mars 1923, suivie par la loi spéciale sur la nationalité du 24 février 1924, opérait un retournement complet dans les principes traditionnels du droit roumain.

Je n'analyserai pas en détail la loi de 1924 ; la loi récente de 1939 qui forme l'objet principal de ce travail nous obligera plus d'une fois à nous y reporter.

Disons simplement ici que cette loi, la première qui englobât toute la matière de la nationalité, avait pour but principal d'unifier le droit en la matière, après la réunion à l'ancien royaume de Roumanie, des provinces de Transylvanie, de Bucovine et de Bessarabie et se proposait par la même occasion de contrôler et de compter définitivement les nouveaux sujets roumains.

Tâche excessivement délicate étant donné le mélange de populations dans les nouvelles provinces, étant données les législations particulières de ces mêmes provinces, étant données surtout les solutions que nous avaient imposées les traités de paix et le traité des minorités³⁵.

PROBLÈMES POSÉS PAR LES TRAITÉS DE PAIX (1919-1920)

On sait que ces traités n'ont pas permis à la Roumanie de choisir parmi les habitants de ses nouvelles provinces, comme la France a pu le faire parmi les habitants de l'Alsace-Lorraine, grâce à la théorie de la réintégration:

La Roumanie a dû accepter en bloc tous les habitants de Transylvanie, Bucovine, Bessarabie, etc., et leur nationalisation a posé une série de problèmes intéressants. Le législateur de 1924 a cru de son devoir d'introduire dans la loi interne les stipulations des traités internationaux sous le chapitre des « dispositions finales et transitoires ».

Nous laisserons donc de côté le corps même de la loi, (puisque nous avons dit que nous aurons l'occasion d'en parler à propos de la loi de 1939) pour n'attirer l'attention que sur certaines de ces dispositions finales et transitoires.

35. Traité de Saint-Germain-en-Laye, avec l'Autriche : 10 septembre 1919.

Traité de Paris (dit traité des minorités) : 9 décembre 1919.

Traité de Trianon avec la Hongrie, 4 juin 1920.

Traité de Paris réglant la situation de la Bessarabie : 28 octobre 1920. Ce traité a été signé par la Conférence des Ambassadeurs, mais deux des grandes puissances ne l'ont jamais ratifié : l'Italie et le Japon.

Elles s'étaient proposé de mettre en accord la loi interne et les traités internationaux. Nous verrons que sous prétexte de compléter ces traités la loi interne les a souvent contredits, violant ainsi un des principes les plus incontestés du droit international, à savoir que dans la hiérarchie des normes, la loi internationale doit l'emporter sur la loi nationale. Ainsi, pour mettre un terme à l'acquisition *sans contrôle* de la nationalité roumaine, le législateur a créé dans les provinces annexées des *listes de citoyenneté*. (Loi de 1924, art. 65.) On devait inscrire dans les listes toutes les personnes devenues Roumaines en vertu des traités, et désignées par l'article 56 et suivants de la loi. Articles conformes aux traités. Rien à dire jusque-là. Mais cela n'était pas suffisant pour le but que se proposait le gouvernement roumain : compter définitivement les nouveaux sujets, et en limiter le nombre. Aussi, l'article 67 apportait une sanction : « Tous les habitants qui ne seront pas compris dans ces listes... ne pourront obtenir la nationalité roumaine que par un des moyens indiqués à l'article 7 » : c'est-à-dire par la naturalisation.

Il n'y a pas de doute que la loi roumaine n'avait pas le droit de faire des formalités de l'article 64 sqq. (listes de citoyenneté), une condition nouvelle pour l'obtention de la nationalité roumaine par annexion, ni d'imposer un terme à cette obtention, car les traités disaient simplement que toute personne qui avait l'indigénat sur le territoire annexé *acquerrait de plein droit* la nationalité roumaine ³⁶.

Pour rester en accord avec les traités internationaux,

36. Art 70, Traité de Saint-Germain ; art. 3, Traité des Minorités ; art. 61, Traité de Trianon ; art. 4 du Traité concernant la Bessarabie.

M. Alfred Juvara, professeur à la Faculté de Droit de Jassy, proposait l'interprétation suivante :

Les listes de citoyenneté devaient être considérées simplement comme un moyen de recensement pour le gouvernement roumain, et un moyen de prouver leur nationalité pour les nouveaux sujets. Mais la non-inscription sur ces listes ne pouvait en aucun cas retirer la nationalité à ceux qui l'avaient obtenue de plein droit en vertu des Traités. Tous ceux qui n'étaient pas inscrits sur les listes et prétendaient, après l'expiration du délai, profiter de la nationalité roumaine, devraient justifier leurs prétentions selon le droit commun.

Cette interprétation n'a pas été admise par la jurisprudence qui a interprété strictement l'article 67 et a affirmé le droit pour la Roumanie de réglementer l'obtention de la nationalité roumaine en ne respectant que les principes posés par les Traités. Je n'ai trouvé qu'une seule décision judiciaire qui aille à l'encontre des sanctions prévues par l'article 67. En voici le contenu : « La disposition de l'article 56 de la loi roumaine sur la nationalité, qui dit « sont et demeurent citoyens roumains *sans être obligés d'accomplir aucune formalité* », est fondamentale et concorde avec les principes des Traités de Paix, et du Droit international. Ainsi donc l'omission sur les listes de citoyenneté, d'une personne qui n'a pas opté pour une autre nationalité, ne peut pas être un empêchement à l'obtention du certificat de nationalité. » (Trib. de Tarnava Mare ; 30 octobre 1928, Pand Rom., II, 179.)

Mais cette interprétation est restée isolée. Tous les autres jugements ou arrêts sont d'accord pour reconnaître le bien-fondé des dispositions des articles 64-67. « Les traités de paix n'ont reconnu qu'en principe l'acquisition de plein droit de la nationalité roumaine

par les habitants domiciliés dans les territoires réunis à la Roumanie..., la réglementation de l'obtention de cette nationalité devant être faite par une loi nationale ultérieure. » (Cass. 1, 10 février 1939 ; *Jur. Gén.* 1939, n° 621.)

Et ailleurs : « Il ne peut pas être question de contradiction entre, d'une part, les articles 1, 3 et 7 du Traité des Minorités, les articles 70 du Traité de Saint - Germain et 61 du Traité de Trianon et d'autre part, les articles 64, 65 et 68 de la Loi pour l'obtention et la perte de la nationalité roumaine de 1924. En instituant par les articles 64, 65 et 68 de ladite-loi, certaines autorités administratives chargées de contrôler d'office la nationalité roumaine et d'édicter certaines voies de recours et des termes en ce qui concerne la constatation de la nationalité, le législateur ordinaire n'a fait qu'organiser un contrôle légal en la matière, *sans porter atteinte à aucun droit acquis*. Par la fixation de certains termes sanctionnés par la déchéance s'ils ne sont pas respectés, le législateur roumain a voulu — et c'était là son droit et son devoir — couper court à l'état d'incertitude provoqué par ceux qui voulaient abuser de l'alternative ou de se déclarer citoyens de l'Etat roumain, ou de se prévaloir d'une nationalité étrangère. » (Cass. S. U. 10/12 janvier 1939. *Jur. Gén.*, 1939, n° 573, *C. Jud.*, 1939, p. 127 ³⁷.)

Il y a là moins une argumentation juridique qu'une explication et une justification d'ordre politique — d'ailleurs très normale — car à vrai dire, les seuls qui ont pâti des suites de la loi roumaine, ce sont ceux qui ont sciemment voulu garder deux nationalités.

37. Dans le même sens : Cass. I, 9 novembre 1926. *Jur. Gén.*, 1927, n° 1590 ; Cass. I, 13 mars 1935 ; *Jur. Gén.*, 1935, n° 1188 ; Cass. S. U., 13 octobre 1938 ; *Pand. Rom.*, 1939, I, 12.

La question donna lieu à de nombreuses complications. Au moment de la rédaction de la nouvelle loi sur la nationalité (20 janvier 1939), on pria le professeur Juvara de trouver une solution qui n'aille pas à l'encontre de l'article 67 de 1924. Il proposa la formule suivante ³⁸ :

1° Deviendraient Roumains par annexions tous les habitants des provinces annexées, désignés par les Traités tels qu'ils ont été interprétés par la Loi de 1924 ;

2° Tous ceux qui n'ont pas rempli les exigences de la Loi de 1924 seraient considérés avoir *opté* pour leur ancienne nationalité.

Le législateur de janvier 1939 a adopté cette solution puisque l'article 62, alinéa 2, disait : « Ceux des habitants des provinces annexées, qui n'auront pas demandé l'inscription dans les listes de nationalité, *seront considérés avoir renoncé à la citoyenneté roumaine.* » Mais comme on le voit, il a remplacé le terme « *opté* » par celui de « *renoncer* » à la citoyenneté roumaine, ce qui est tout différent, car la renonciation est une notion de droit interne et une institution pour ainsi dire négative, tandis que l'option est une notion de droit international, prévue par les Traités de Paix et qui à la non-acquisition de la nationalité roumaine fait correspondre l'acquisition de la nationalité hongroise, autrichienne, etc...

L'option, il est vrai, a été soumise par les Traités à certaines formalités (mutation du domicile effectif dans les pays d'option, etc...), formalités d'ailleurs mal venues, et surtout inutiles, car rien n'empêche l'optant de revenir immédiatement après dans la province, et de s'y établir en tant qu'étranger. Malgré ces formalités, il est

38. Voir la *Revue Pandectele Române*, cahier 9, 1938.

certain que les Traités ont voulu donner à l'option le plus large emploi et il eût été très logique de se servir de cette notion dans la Loi de 1939. Mais le législateur a employé le mot « renoncer » qui risque simplement de créer de nouveaux apatrides.

Le décret-loi du 20 octobre 1939, qui a modifié l'article 62 de la loi du 20 janvier précédent, n'a malheureusement pas corrigé ce point.

En échange, pour régler définitivement cette question des provinces annexées, le décret-loi a établi d'autres règles et d'autres conditions pour l'inscription dans les listes de citoyenneté et pose un autre terme-limite pour cette inscription le 1^{er} février 1940. Ainsi donc, le terme d'inscription est repoussé, les conditions d'inscription sont facilitées. Mais *juridiquement le problème reste sur le même plan*, qui n'est pas celui des Traités de paix. On pose un terme à l'accomplissement de ces formalités, et une sanction : la présomption qu'on a renoncé à la citoyenneté roumaine, véritable cas de perte de la nationalité ³⁹.

Voyons donc rapidement les nouvelles dispositions de l'article 62 qui règlent l'acquisition de la nationalité roumaine en vertu de l'annexion des provinces de Transylvanie, Banat, Bucovine, Bessarabie, etc... ⁴⁰.

Et d'abord *quels sont les habitants des provinces annexées qui peuvent encore demander jusqu'au 1^{er} février 1940 leur inscription sur les listes de nationalité ?*

L'alinéa 2 de l'article 62 nous répond simplement que

³⁹. Voir dans la *Revue Arhiva de Drept Public*, avril-décembre 1939, n° 2-4, l'article de M. A. Juvara : Quelques observations sur le décret-loi du 20 octobre 1939, etc...

⁴⁰. Voir en annexe le texte intégral de la loi du 20 janvier 1939, sur l'acquisition et la perte de la nationalité roumaine.

ce sont « ceux d'entre eux qui pour *différents motifs* n'ont pas accompli à temps les exigences de la loi de 1924 ». On pourrait hésiter sur l'interprétation de cette expression, si l'exposé des motifs ne spécifiait : « Pourront demander l'inscription tous ceux restés en dehors des listes, *même si cette situation a été le résultat d'une décision judiciaire.* »

On ne peut imaginer interprétation plus large, puisqu'elle permet à tous ceux qui avaient été rayés des listes parce qu'ils n'accomplissaient pas les conditions de la Loi de 1924, de demander l'inscription s'ils accomplissent les conditions de la nouvelle loi.

Ajoutons seulement que les Juifs sont exclus du bénéfice de cette loi, le dernier alinéa de notre article 62 le dit très nettement : « Les dispositions de cet article ne s'appliquent pas aux habitants de provinces annexées ou de l'ancien royaume qui ont été visés par le Décret-loi n° 169 du 22 janvier 1938 », c'est le décret concernant la revision des titres de citoyenneté des Juifs. Donc, ceux-ci exclus par le dernier alinéa, les alinéas 3 et 4 complètent l'alinéa 2. Ils visent :

1° *Les enfants mineurs* (légitimes ou illégitimes) omis sur les listes au moment de leur élaboration. Théoriquement ils ne devraient même pas faire l'objet d'une disposition spéciale car dans les Traités, le sort des enfants et de la femme (celle-ci n'est pas mentionnée dans notre décret-loi) est intimement lié au sort du mari ;

2° *Les orphelins et enfants trouvés.* Disposition très équitable qui avait été oubliée en 1924 ;

3° « Les enfants mineurs qui, indifféremment du lieu et de la date de leur naissance, *ont été adoptés* par des citoyens roumains des territoires annexés jusqu'au 1^{er} octobre 1939 » (al. 4).

Il y a là une disposition tout à fait surprenante car l'adoption, en droit roumain, n'a jamais produit d'effets sur la nationalité. D'autant plus surprenante qu'on n'exige aucune garantie quant à l'origine ethnique non seulement de l'adopté, mais encore des adoptants. Ensuite, pourquoi avoir limité le bénéfice de cet alinéa aux seuls habitants des provinces annexées ? Enfin, que signifie la date arbitraire du 1^{er} octobre 1939 ? Tout cela est bien obscur, bien incompréhensible, ou plutôt trop facile à comprendre, car cela ne peut s'expliquer que par le désir de viser un cas particulier qui n'entraîne dans aucune des hypothèses prévues par la loi !

Dans tous les cas précédents, il s'agissait *d'enfants mineurs*, c'est-à-dire âgés de moins de *vingt et un ans*.

Or, on sait que les Traités de Paix et le Traité des Minorités avaient adopté l'âge de dix-huit ans. Déjà la loi de 1924 avait modifié l'âge des Traités et fixé la majorité à vingt et un ans — empressons-nous de dire que cela n'avait aucun inconvénient pratique dans l'ordre international — l'Autriche et la Hongrie, par exemple, ne pouvaient s'en inquiéter puisque ce système pouvait avoir pour conséquence d'augmenter le nombre des options en leur faveur. C'est néanmoins un écart de plus par rapport aux textes des Traités.

Voyons ensuite les *conditions d'inscription sur les listes de nationalité* :

La première condition classique : c'est le domicile.

Déjà, en 1924, la question du critérium à adopter a donné lieu à des difficultés et il faut reconnaître que l'erreur initiale vient des Traités : chaque traité désigne pour être dénationalisée une autre catégorie d'habitants.

Le Traité des Minorités parle des habitants *domiciliés* dans la province ; les Traités de Saint-Germain et de Trianon emploient l'expression *d'indigénat* enfin le Traité de la Bessarabie parle des « sujets de l'ancien empire de Russie *établis* sur le territoire de la Bessarabie ».

Comment concilier notamment le Traité des Minorités et les Traités de Saint-Germain et Trianon ? Il faut croire que les rédacteurs du Traité des Minorités connaissant mal les lois austro-hongroises sur l'indigénat communal⁴¹, ont cru que l'indigénat et le domicile se confondaient toujours. Or, ils ne se confondent pas. L'indigénat dans une commune, étant un lien qui nécessitait une autorisation administrative, est une notion plus restrictive que le domicile.

Dans le doute, quel était le critère que devait adopter le législateur roumain ? C'est sans conteste l'indigénat⁴² et voici pourquoi. D'abord le Traité des Minorités est encadré dans le temps par les Traités de Saint-Germain et de Trianon qui emploient tous les deux la même expression. Si donc le Traité des Minorités s'exprime différemment, ce ne peut être que l'effet d'une inadvertance, comme nous l'avons supposé plus haut.

En second lieu et surtout, le Traité des Minorités, passé entre les principales puissances alliées et associées d'une part, et la Roumanie d'autre part (done sans la participation de l'Autriche ou de la Hongrie)

41. Loi autrichienne pour le règlement des conditions d'indigénat : 3 décembre 1863, modifiée le 5 décembre 1896, et loi hongroise XXII de 1886.

42. Loi de 1924, article 56, alinéa 1^{er} : « ... Tous les habitants de Transylvanie, Bucovine, etc..., qui avaient l'indigénat le 1^{er} décembre 1918. »

n'avait pas compétence pour statuer sur le sort des citoyens autrichiens ou hongrois.

Enfin le Traité des Minorités, dans son article 3 est lui-même catégorique, puisqu'il édicte ses règles sur la nationalité « sous réserve de toute disposition des Traités de Paix... » Il faut donc, en ce qui concerne la matière de la nationalité, suivre les clauses des Traités de Saint-Germain et de Trianon, et subsidiairement, celles du Traité de Paris sur les Minorités:

Quant au Traité de la Bessarabie, l'expression : « les sujets *...établis* sur le territoire de la Bessarabie » a été traduite par les termes : « Les habitants qui avaient *le domicile administratif* ⁴³ », on ne pouvait l'interpréter de façon plus restrictive étant donné que le domicile administratif sous le régime tzariste ne s'obtenait qu'avec l'autorisation du gouvernement. Quand on remarque de plus, que les rapports existant entre la Roumanie et l'U. R. S. S. ne permettaient pas comme envers l'ancienne Autriche-Hongrie, un large système d'option, on comprend les conséquences fâcheuses du point de vue international, de cette interprétation restrictive : elle risquait de créer une masse importante d'apatrides. Cette interprétation se justifiait néanmoins du point de vue national par le désir d'écarter du bénéfice de la loi tous ceux qui s'étaient établis en Bessarabie à la faveur de la guerre et de la Révolution bolcheviste. Et la jurisprudence confirma la thèse de l'Etat roumain ⁴⁴.

Le Décret-loi du 20 octobre 1939 n'a gardé aucun de ces critères. Il se contente de dire (al. 6) « que les intéressés devront apporter la preuve qu'au 1^{er} décembre

43. Article 56, n° 2, de la loi de 1924.

44. Voir notamment Cour d'appel Galatz, S. III, 15 octobre 1938. *Pand. Rom.*, 1939, II, 33.

1918, date de l'Union, ou au 26 juillet 1921, date de la ratification du Traité de Trianon, les intéressés *habitaient dans une commune quelconque* des provinces annexées ou de l'ancien royaume... » Donc la simple habitation suffit : on est passé d'un extrême à l'autre, et d'une interprétation très stricte on est passé à une interprétation très extensive, qui une fois de plus s'écarte des textes des Traités. Mais cette fois sans grandes conséquences, car après vingt ans il y a des chances sérieuses pour que tous les individus visés soient de simples apatrides qu'on a intérêt à nationaliser. On a donc facilité à l'extrême l'inscription des intéressés. « Ils prouveront seulement, dit l'exposé des motifs, qu'aux dates ci-dessus, ils habitaient dans les provinces annexées ou dans l'ancien royaume, *sans aucune condition de temps.* »

Inutile de dire que cette simple habitation sans aucune condition de temps ni d'attache plus sérieuse avec la commune est non seulement inconnue en droit, mais encore très dangereuse dans la pratique. Mais le texte est formel. Il suffit donc à un individu d'apporter une preuve quelconque qu'il habitait le territoire roumain au moment de l'Union ou à la date du Traité de Trianon, pour qu'il ait droit à l'inscription sur les listes de citoyenneté.

Nous disons donc : à la date de l'Union de la Transylvanie (1^{er} décembre 1918) ou à la date de la ratification du Traité de Trianon (26 juillet 1921). Pourquoi deux dates ? Pourquoi ne pas avoir gardé la date d'entrée en vigueur des traités, puisque ces provinces nous ont été cédées par des traités en due forme ? Déjà la Loi de 1921 avait commis cette erreur en choisissant la date du 1^{er} décembre 1918, comme si l'on considérait implicitement que la conquête ou la réunion volontaire

de la Transylvanie à l'ancien royaume de Roumanie étaient des titres suffisants pour l'annexion⁴⁵.

Aujourd'hui donc, dans le but d'élargir au maximum l'entrée dans les listes de nationalité, on donne le choix entre les deux dates : la date de l'Union et la date du Traité de Trianon. Mais il est regrettable que le texte n'ait pas ajouté : du Traité de Trianon, ou du Traité de Saint - Germain, étant donné les différentes provinces rattachées à la Roumanie nous ont été reconnues par des Traités séparés. On pourrait croire que le texte ne s'applique qu'à la Transylvanie, alors que de toute évidence la loi est destinée aussi à la Bucovine, annexée par le Traité de Saint-Germain.

Quant à la Bessarabie, l'alinéa 7 de notre article 62 n'accorde à ses habitants qu'une seule date : le 27 mai 1918, date de sa réunion à la Roumanie.

Voici donc la première condition : l'habitation.

Il y en a une seconde : que les intéressés apportent « la preuve que de ces dates et jusqu'à ce jour, *ils ne se sont prévalus d'aucune autre nationalité* » (al. 6 ; *id.* ; al. 7). C'est une exigence qui se comprend, mais comme il est étrange que ce soient les intéressés eux-mêmes qui soient obligés d'apporter une pareille preuve ? Comment faire une preuve négative ? C'est tout simplement absurde.

Et puis comment interpréter juridiquement le terme : « Se prévaloir d'une nationalité étrangère ? » S'agit-il de l'*option* telle qu'elle a été conçue par les Traités ; ou s'agit-il simplement de cette institution originale du droit romain : la *soumission à une protection étran-*

45. La situation est différente en ce qui concerne l'Alsace-Lorraine : car le Traité de Versailles, dans son article 51, l'a explicitement réintégrée dans la souveraineté française à la date du 11 novembre 1918.

gère, dont nous parlerons à propos de la perte de la nationalité ?

Pour finir, les alinéas qui décrivent la procédure à suivre (al. 8 et suivants de l'art. 62) nous réservent aussi une surprise, du point de vue du droit international : par l'intervention du pouvoir exécutif, cette acquisition de la nationalité par annexion, devient une véritable faveur arbitraire, une véritable naturalisation.

En effet, l'inscription dans les listes de citoyenneté ne se fait plus d'office, mais sur demande des intéressés (procédure qui risque à nouveau de laisser de côté la masse des ignorants), et ce sont les maires des communes qui adressent ces listes au *Ministre de la Justice* qui « *vérifie et résout* » ces demandes (al. 9) Du moment que le *Ministre de la Justice résout* ces demandes, c'est qu'il peut les rejeter. Or, l'alinéa 12 affirme que « ceux qui sont passés dans ces listes seront considérés avoir acquis la nationalité *par annexion* » ; et les *Traités* nous disaient qu'on acquiert la nationalité roumaine de *plein droit*. Comment concilier cette affirmation avec ce pouvoir arbitraire du *Ministre de la Justice* qui, encore une fois fait de ce mode d'acquisition de la nationalité une véritable naturalisation ?

Voici néanmoins réglés définitivement (espérons-le) les problèmes posés par les *Traités de Paix*. Ils ont donné lieu à trop d'autres complications que nous n'examinerons pas ici et nous venons de voir que les solutions trouvées n'ont pas toujours été heureuses.

Avec l'article 62, nous avons anticipé sur la grande loi du 20 janvier 1939, qui est aujourd'hui le texte de droit commun en matière de nationalité. Il est temps d'y arriver.

LE DROIT ACTUEL

Tout d'abord, quels sont les principes que consacre la constitution du 24 février 1938. On ne trouve que deux ou trois articles ayant un rapport avec la matière de la nationalité.

Pour suivre un plan général qui place la déclaration des devoirs avant la déclaration des droits du citoyen, la nouvelle constitution parle de la perte de la nationalité à titre de peine avant de parler de son acquisition.

Art. 9. — « Le Roumain qui, sans autorisation préalable du gouvernement entre dans n'importe quel service d'un Etat étranger, ou s'affilie à une corporation militaire étrangère, perd de *plein droit* la citoyenneté roumaine ¹.

La soumission à une protection étrangère quelle que soit sa durée et pour quelque fait que ce soit, entraîne la perte de plein droit de la citoyenneté roumaine.

La nationalité roumaine perdue dans ces conditions ne peut être recouvrée que par naturalisation. »

Quant à l'obtention de la nationalité roumaine, voici le texte de l'article 11 : « La nationalité roumaine s'obtient par mariage, filiation, reconnaissance et natura-

1. C'est le correspondant de l'article 9, n° 5, de la loi française, même plus sévère, comme l'était le texte primitif du C. C. napoléonien.

On verra plus loin que l'article 40, alinéa 2 de la loi de 1939, reproduit exactement le texte de 1804.

lisation. — La naturalisation s'accorde *par loi*, et *individuellement* ; elle n'a pas d'effet rétroactif.

La femme profite de la naturalisation du mari, et les enfants mineurs de celle des parents. »

Nous étudierons ces deux articles en détail à propos de la loi de 1939, qui les reproduit dans ses articles 3 et 40 à 43.

Mais attachons-nous ici un instant à quelques problèmes d'ordre constitutionnel que posent ces articles.

1° Pourquoi ces dispositions se trouvent-elles dans la constitution. La constitution française a laissé de côté tous ces problèmes ; cette insertion est non seulement inutile, elle est dangereuse car une constitution est faite pour durer ; tandis qu'une loi sur la nationalité est destinée à changer perpétuellement en même temps que les circonstances démographiques. En insérant dans la constitution des dispositions sur la nationalité on risque de les figer, de les cristalliser. Je crois néanmoins qu'en droit roumain cela peut s'expliquer par une sorte de coutume constitutionnelle ou plus simplement par la tradition : nous avons vu dans la partie historique qu'au siècle dernier les grandes puissances se sont longtemps arrogé une sorte de droit de surveillance sur les affaires des principautés danubiennes, aussi dès 1858, dans la convention constitutionnelle de Paris les Roumains ont dû insérer des dispositions sur le droit de la nationalité. Dans la constitution de 1866, dispositions complètes sur la nationalité, dans le but sans doute de marquer plus nettement notre refus de naturaliser les Juifs. Il est vrai qu'après le Congrès de Berlin nous cédions sur cette question et la constitution était modifiée en ce sens le 13 octobre 1879.

La constitution de 1923 contient aussi des dispositions sur la nationalité, moins complètes il est vrai — et ratifie

tous les décrets-lois qui avaient accordé la naturalisation massive aux Juifs. Comme on le voit, il y a une tradition incontestable, avec en plus un motif spécial à chaque modification de la Constitution. Il semble ainsi que la dernière constitution, 1938, ait voulu pour des motifs de politique intérieure, marquer spécialement l'importance de la perte de la nationalité à titre de peine (article 9).

2° Lorsque la Constitution a cru bon de spécifier les cas dans lesquels un citoyen roumain devait perdre sa nationalité, a-t-elle cru poser par là même des normes fixes au législateur à venir ?

En un mot : l'article 9 *est-il limitatif* ou non ?

Dans un pays démocratique, des règles constitutionnelles portant atteinte à la liberté individuelle devraient être limitatives, et des lois ordinaires qui aggraveraient ces dispositions devraient être considérées comme inconstitutionnelles ; sans doute, mais il faut remarquer tout de suite que par rapport aux constitutions précédentes (1866-1923) la constitution de 1938 est anti-démocratique, et que, par suite, déclarer limitatif l'article, c'est aller à l'encontre même de l'esprit des constituants. Car tous les textes constitutionnels n'ont pas la même valeur, et pour arriver à les discriminer il faut tenir compte de l'intention des constituants. Or, il est incontestable que l'article 9 n'a pas eu pour but de garantir une liberté ; bien au contraire, il semble qu'on l'a inséré dans la Constitution comme pour en accentuer la solennité et la gravité, donc avec un potentiel de développement (si l'on me passe cette expression peu juridique) et non pas dans un sens limitatif.

Cela semble sans conteste, étant donné les circonstances politiques dans lesquelles est née la nouvelle constitution. D'ailleurs il a toujours été admis qu'une

loi ordinaire pouvait créer des cas de perte de la nationalité, et si la Constitution n'avait pas fait mention de certains cas, n'importe quelle loi aurait pu la remplacer.

Quoi qu'il en soit, un fait est certain, c'est que ces dispositions ont été bientôt progressivement aggravées: d'abord par une Loi du 20 avril 1938, puis par une loi du 15 juin 1938, enfin par la grande Loi du 20 janvier 1939 complétée par une Loi du 17 juillet 1939, et personne, que je sache, n'a argué de l'inconstitutionnalité de ces textes.

3° Un autre problème constitutionnel nouveau se pose : *Le Parlement peut-il proposer des lois de naturalisation?* En effet, pour la naturalisation il faut une loi (art. 11 de la Constitution et art 9, loi de 1939). Or, l'article 31 alinéa 7 de la Constitution dit : « L'initiative des lois appartient au Roi. Chacune des deux assemblées ne peut proposer de sa propre initiative que des lois dans l'intérêt public de l'Etat. »

On peut objecter que le critère même de toute loi est d'être d'intérêt public ! qu'on ne voit donc pas très bien quelles sont les lois que le Parlement peut proposer et quelles sont celles dont l'initiative appartient exclusivement au Roi. Comme il faut néanmoins interpréter le texte de manière à ce qu'il ait un sens, et que l'on peut prendre le mot de loi non dans son *sens matériel* (disposition abstraite, obligatoire, permanente, qui modifie l'ordre juridique existant) mais dans son *sens organique et formel* (disposition votée dans les mêmes termes par les deux assemblées législatives, sanctionnée et promulguée par le Roi), on peut trouver des lois d'ordre individuel opposées à des lois d'ordre général, et les lois de naturalisation sont des lois individuelles.

Encore faut-il s'empresse de remarquer qu'il n'y a

nullement opposition entre *une loi d'intérêt public* et une loi *individuelle*, mais entre loi générale et loi individuelle. On peut très bien imaginer une loi de naturalisation, loi individuelle, qui soit une loi d'intérêt public au plus haut point. Si l'on prend donc le texte constitutionnel à la lettre, toute loi de naturalisation pourrait présenter un côté d'intérêt public et rentrer dans le cadre de l'initiative parlementaire. On voit d'ici le danger d'un pareil procédé, n'importe quel parlementaire pouvant par ce biais introduire par faveur dans la nationalité roumaine des individus ne présentant aucune des garanties exigées par la loi (car pourquoi une loi du Parlement se plierait à une autre loi du Parlement — la loi sur la nationalité² ?)

A l'appui de l'opinion qu'il faut rejeter l'initiative Parlementaire on peut encore relever que l'article 25 de la loi sur la nationalité qui traite de la procédure, n'envisage par le cas de l'initiative parlementaire, et se contente de dire : « Le Ministre de la Justice... rédigera le projet de loi et... le présentera aux Assemblées Législatives. »

Je crois en définitive (car la formule roumaine³ emploie un mot peu juridique qui peut prêter aux deux sens) qu'il faut interpréter les termes : « Intérêt public de l'Etat », comme s'ils étaient synonymes de « Loi générale », et réserver par suite l'initiative des lois de naturalisation au pouvoir exécutif.

Mais il n'y a là bien entendu, qu'une opinion personnelle, et le problème reste posé.

Nous n'avons pas encore de cas concrets à examiner.

2. Nous touchons ici à un autre problème que nous retrouverons plus bas : une loi de naturalisation peut-elle passer outre aux dispositions de la loi sur la naturalisation ?

3. Interes *obstesc* al Statului.

LA LOI DU 20 JANVIER 1939 ¹

Nous arrivons au cœur du sujet, à la loi du 20 janvier 1939 ², refonte de la loi de 1924.

L'article 2 énonce : « Aucun Roumain ne peut être citoyen d'un autre Etat. »

C'est très beau, et il faut reconnaître que la loi roumaine a fait beaucoup d'efforts pour éviter la double nationalité ³. Mais il était impossible de respecter les principes posés à l'article 2. Alors, à quoi bon énoncer une pure affirmation de principe que les textes contredisent par la suite ?

Ainsi l'article 4, alinéa 1, déclare Roumains par filiation « les enfants légitimes dont le père est Roumain, même s'ils naissent sur le territoire d'un autre Etat ». Si cet Etat applique le *jus soli*, les enfants auront deux nationalités. Est-il à dire qu'en explication de l'article 2. la Roumanie doit renoncer à ses ressortissants ? Certainement pas.

1. Pour faciliter la compréhension de ce commentaire j'ai traduit en annexe le texte intégral de la loi ; cela n'empêchera pas d'ailleurs les citations dans le texte même de l'ouvrage lorsque les explications l'exigeront.

2. Loi du 16 janvier 1939, publiée dans le *Moniteur Officiel* du 20 janvier 1939, avec les rectifications publiées dans le *Moniteur Officiel* du 26 janvier 1939 et les modifications du 27 juillet 1939, et du 20 octobre 1939.

3. Ainsi l'article 7 permet à l'étrangère qui épouse un Roumain de garder sa nationalité si elle opte pour cette dernière ou si d'après sa loi elle ne perd pas sa nationalité. De même l'article 10, alinéa 2, refuse la naturalisation à l'étranger qui ne perd pas d'office son ancienne nationalité en obtenant la nationalité roumaine, etc., etc.

Même remarque pour les articles 14 et 16 (effets de la naturalisation) qui étendent le bénéfice de la naturalisation à la femme et aux enfants du naturalisé sans se soucier de leur loi nationale.

Ne tient pas compte non plus de la loi étrangère l'article 28 qui institue un procédé d'acquisition de la nationalité, inconnu du droit français, la *reconnaissance* ;

L'article 36, alinéa 2, qui permet à la Roumaine mariée à un étranger de garder sa nationalité ;

L'article 38, alinéa 2, qui permet à la femme et aux enfants du Roumain naturalisé à l'étranger de garder la nationalité roumaine même si la loi du mari, ou père applique les effets collectifs de la naturalisation.

Enfin, l'article 54, alinéa 2, réintègre dans la nationalité roumaine la Roumaine veuve ou divorcée d'un étranger, lorsqu'elle s'établit à nouveau en Roumanie et fait une déclaration en ce sens; cela dans le cas où elle ne perd pas la nationalité de son mari.

Il est donc incontestable que l'article 2 est une affirmation de principe, impossible à réaliser, qui n'est même pas souhaitable, car la loi roumaine est très équilibrée et ne demande pas à la loi étrangère plus de sacrifices qu'elle n'en fait elle-même.

Cet article ne devrait pas avoir sa place dans une loi par ailleurs assez brève, concise et pratique.

Nous avons défini dans l'introduction les traits caractéristiques de la Législation roumaine. La Loi de 1939 se compose de 4 titres :

1° L'acquisition de la nationalité roumaine ; 2° La perte de la nationalité roumaine ; 3° La réacquisition (réintégration) ; enfin 4° Dispositions finales et transitoires.



TITRE PREMIER

L'ACQUISITION DE LA NATIONALITE ROUMAINE

Art. 3. — « *La nationalité s'acquiert par : filiation, mariage, naturalisation, reconnaissance.* » (Cf. art. II de la Constitution).

Deux modes d'acquisition se rattachent à *l'origine de l'individu* : la filiation et la reconnaissance : celle-ci exigeant en plus une manifestation de volonté et se plaçant à mi-chemin entre la filiation et la naturalisation. Le mariage est un mode fortuit d'acquisition, intervenant dans la vie d'une femme. Il n'entraîne plus aujourd'hui automatiquement un changement de nationalité. Il demande en plus une option personnelle.

Enfin la naturalisation, où l'autonomie de la volonté s'applique au maximum, bien entendu avec la sanction discrétionnaire de l'Etat.

On voit, dès l'abord, deux différences essentielles avec la loi française : 1° Il n'est fait aucune place au *jus soli* ; 2° La loi roumaine connaît un mode original d'acquisition de la nationalité : la reconnaissance — sorte de naturalisation facilitée pour les ressortissants étrangers d'origine ethnique roumaine. — Nous étudierons cette institution plus bas.

CHAPITRE PREMIER

Acquisition de la Nationalité par filiation.

Art. 4. — *Sont Roumains par filiation :*

Al. I. --- « *Les enfants légitimes dont le père est Roumain, même nés sur le territoire d'un autre Etat.* » C'est le cas le plus normal, par le moyen duquel chaque Etat recrute sans cesse l'immense majorité de sa population. Nous avons déjà fait remarquer plus haut que cette disposition peut entraîner des conflits avec les pays qui appliquent le *jus soli*. C'était déjà la solution de l'article de notre ancien Code Civil solution également consacrée par la jurisprudence ¹.

On peut aussi remarquer que le texte aurait bien fait d'ajouter que la nationalité de la mère n'a pas d'influence sur la nationalité de l'enfant, précision utile semble-t-il, depuis que l'article 7 permet à l'étrangère qui épouse un Roumain, de garder sa nationalité et que la France, par exemple, déclare Français « tout enfant légitime né en France d'une mère française » (art. 1, al. 3, loi française de 1927).

On a dû considérer cette précision comme sous-entendue. Par suite l'enfant né en France d'un Roumain et d'une Française est Roumain d'après la loi roumaine,

1. « Le simple fait de la naissance d'un enfant en territoire étranger mais de parents roumains ne change en rien sa nationalité. » (Cass. II, 13 avril 1879. *Bull. Cass.*, 1879, p. 310).

Français d'après la loi française. Et cela ressort nettement du fait qu'à l'article 4, on considère comme Roumains les enfants légitimés par un Roumain avant vingt et un ans, même si la mère conserve sa nationalité. — A plus forte raison en est-il ainsi des enfants légitimes (quoiqu'il soit de coutume de ne pas interpréter extensivement les textes de nationalité). Pour le cas souvent discuté en jurisprudence, de savoir quelle est la nationalité de l'enfant dont le père a changé de nationalité entre la conception et la naissance, il semble qu'il faille adopter la nationalité du moment de la naissance.

La loi de 1924 passait sous silence les enfants illégitimes d'un Roumain, pour ne parler que de ceux de la femme roumaine « même nés à l'étranger » (loi de 1924, art. 2 b.) Ils s'ensuivait toute une série d'inconvénients : 1° Les enfants naturels d'un Roumain et d'une étrangère n'étaient pas Roumains ; 2° Les enfants naturels d'une Roumaine étaient toujours Roumains même s'ils avaient été reconnus par leur père étranger — même si leur mère les reconnaissait après leur père et même s'ils étaient reconnus après leur majorité (solution inadmissible), d'où conflit de lois. Enfin dernier inconvénient et le plus grave, l'enfant simplement déclaré à l'officier de l'Etat civil sous le nom de sa mère mais sans reconnaissance expresse de celle-ci, n'était pas Roumain en vertu de cet article 2 qui devenait ainsi inutile dans l'immense majorité des cas. En effet l'article 304 de l'ancien Code civil ne considérait comme enfants naturels que ceux qui avaient fait l'objet d'une reconnaissance expresse et sous forme authentique. On imagine aisément que cette procédure savante était souverainement ignorée dans les sphères où naît la majorité des enfants illégitimes.

La cause de cette erreur se trouvait sans doute dans

les institutions de droit civil qui pour défendre la famille légitime sacrifiaient les enfants naturels. Mais la solution était inadmissible en matière de nationalité — surtout dans un pays où le *jus sanguinis* compte seul. On aboutissait à ce résultat absurde, que les enfants trouvés étaient considérés Roumains parce qu'on présumait simplement qu'ils avaient une ascendance roumaine, tandis que les enfants naturels d'un Roumain où la présomption se transformait en certitude, étaient eux, considérés comme étrangers !

La loi de 1939 a corrigé toutes ces erreurs. Désormais sont Roumains « *les enfants illégitimes d'un Roumain, si la paternité a été établie avec effets d'état civil, avant qu'ils aient accompli vingt et un ans, même s'ils sont nés sur le territoire d'un autre Etat* ».

La loi spécifie que la paternité doit être établie « avec effets d'état civil » : Le nouveau Code civil (dans son art. 319) a créé en effet une sorte de reconnaissance incomplète, inspirée du droit allemand, qui ne donne à l'enfant qu'un droit aux aliments. — Il faut donc la reconnaissance complète pour entraîner la nationalité du père, si l'enfant a moins de vingt et un ans ². S'il est âgé de plus de vingt et un ans ou s'il est déjà marié *l'article 11, alinéa 6*, lui permet de se naturaliser avec dispense de stage et dispense de prouver ses moyens d'existence ³.

2. Si la reconnaissance est volontaire elle est toujours complète ; si elle découle d'une recherche en paternité elle peut être tantôt complète (avec effets d'état civil), voir *Code*, tantôt incomplète avec simple droit aux aliments). Nous n'avons pas à discuter les dispositions du droit civil ; mais dans le droit de la nationalité ces subtilités n'avaient pas leur place : ce qui importe là ce ne sont pas les « effets d'état civil », mais la *certitude de la filiation*. Il est absurde dans un pays de *jus sanguinis* qu'un individu qui a réussi à établir judiciairement sa filiation ne puisse pas bénéficier de la nationalité de son père.

3. M. Alfred Juvara prétend avec raison qu'on aurait pu lui

On voit la différence essentielle avec le droit français qui accorde à l'enfant la nationalité de « celui des parents à l'égard duquel la preuve a d'abord été faite lorsque celui-ci est Français ». Tandis que la loi roumaine lui donne la nationalité roumaine de son père même s'il a d'abord été reconnu par sa mère étrangère. La solution française peut être plus favorable à l'enfant, qui voit sa nationalité fixée ainsi le plus près possible de sa naissance, et ne risque pas de changer la nationalité au cours de sa minorité. — Mais la solution roumaine est la conséquence logique des principes du *jus sanguinis* qui accorde à l'hérédité le rôle primordial en matière de nationalité.

La législation française tient compte davantage du milieu de vie, du milieu d'éducation, et il est vraisemblable que l'enfant vit dans l'ambiance de celui des parents qui l'a le premier reconnu.

Après les enfants naturels d'un père roumain, la loi parle des enfants naturels d'une mère roumaine. Elle accorde la nationalité roumaine aux « enfants illégitimes d'une Roumaine, même s'ils sont nés sur le territoire d'un autre Etat, » (art. 4. al. 3).

La loi apporte plus loin un palliatif à ce qu'une pareille règle pourrait comporter d'excessif : l'article 36, alinéa 5, décide en effet que « *les enfants illégitimes reconnus par un père étranger perdent la nationalité roumaine si la loi nationale leur accorde sa nationalité* ». C'est une solution élégante, puisque l'alinéa 2 impose à l'enfant la nationalité roumaine de son père même s'il a déjà été reconnu par une mère étrangère. Désormais aussi la simple reconnaissance *sans acte authentique* suffit.

accorder des facilités plus grandes encore ; voir son commentaire de *Pandectete Române*, Caietul 4, si 5, 1939.

Le n° 4 de l'article 4 traite de la légitimation et accorde la nationalité roumaine *aux enfants légitimés par un Roumain même si la mère garde sa nationalité étrangère*. Cet alinéa est moins utile en droit roumain qu'en droit français où il sert à donner la nationalité française à l'enfant reconnu d'abord par sa mère étrangère. En droit roumain cet effet est inutile du moment que la simple reconnaissance entraîne le même effet, et que la légitimation contient implicitement une reconnaissance qui subsiste même si la légitimation tombe pour une raison ou pour une autre.

Je crois personnellement que lorsqu'un enfant est de la loi roumaine le conflit de lois dont nous avons parlé à propos de l'article 2 (enfants illégitimes d'un Roumain qui sont nés dans un pays de *jus soli*, ou qui ont été d'abord reconnus par leur mère étrangère).

Je crois personnellement que lorsqu'un enfant est reconnu successivement par sa mère étrangère et par son père roumain, on devrait éviter le conflit. C'est un cas où l'éducation joue un rôle primordial : l'enfant a dû vivre avec sa mère et se trouve donc moralement plus près de la nationalité maternelle. En plus, on a intérêt à fixer le plus tôt possible sa nationalité et dans la plupart des cas c'est la mère qui reconnaît la première. Il faudrait en échange une procédure de faveur au cas où l'enfant voudrait obtenir la nationalité de son père ; mais ne pas l'admettre de plein droit en vertu de l'origine, du *jus sanguinis*. Cela bien entendu seulement au cas de reconnaissance et non pas de légitimation — cas où il y a un ménage établi avec prédominance naturelle du père.

Le texte ajoute : « *Ils sont considérés avoir toujours été Roumains* », solution conforme au *jus sanguinis* et qu'il faut logiquement étendre à tous les enfants natu-

rels. On sait que la loi française ne résout pas la question et a donné lieu à de longues discussions de doctrine.

On sait également que la loi française n'a pas prévu explicitement le cas où le père qui légitime des enfants déjà Français est étranger — de sorte qu'elle reste unilatérale — en faveur de la nationalité française. La loi roumaine décide au contraire, dans le 4 de l'article 36 que les enfants âgés de moins de vingt et un ans, légitimés par un étranger, perdent la nationalité roumaine si la loi étrangère leur accorde la nationalité du père. Elle va même plus loin puisqu'elle accorde le même effet à la *reconnaissance* par un étranger comme nous l'avons vu plus haut (art. 36, al. 5).

Un peu plus bas un alinéa du § 5 vient préciser que les alinéas 2 et 4 s'appliquent aussi aux enfants mineurs de vingt et un ans *mariés* au moment de l'établissement de la paternité ou de la légitimation ». Cette disposition est critiquable. D'abord parce qu'elle reste isolée dans cette loi de nationalité et nous verrons plus bas qu'en plusieurs cas analogues la loi a choisi la solution contraire.

Deuxièmement : Parce qu'elle entraîne des conflits de lois interminables, au sujet des familles de ces mineurs mariés.

Troisièmement : Parce qu'elle permet aux familles de ces mineurs mariés d'obtenir sans contrôle la citoyenneté roumaine alors que la loi multiplie les précautions dans les autres cas où il y a effets collectifs de l'acquisition de la nationalité.

§ 5, art. 4. — Sont Roumains « *les enfants nés sur le territoire de la Roumanie de père et de mère inconnus* ».

« Les enfants trouvés sur le territoire de la Roumanie sont présumés nés en Roumanie jusqu'à preuve du contraire. » : « Ils sont présumés nés de parents roumains

jusqu'à preuve du contraire ». Car ces enfants ne peuvent être Roumains en vertu du *jus soli*, ce serait contraire à l'article 11 de la Constitution — ils le sont donc en vertu de cette présomption qu'ils sont nés de parents roumains, présomption qui n'est pas irréfragable¹.

L'article 5 déclare que l'adoption ne produit pas d'effets en matière de nationalité.

L'article 6 enfin déclare que « le mariage nul ou annulé, s'il est putatif, *n'empêchera pas l'enfant légitime ou légitimé de garder la nationalité de son père* ».

Une remarque curieuse, c'est que cet article profite davantage aux enfants légitimes qu'aux enfants légitimés, car la légitimation par mariage contient implicitement une reconnaissance qui suffit à accorder la nationalité. — Que se passe-t-il en France dans un cas pareil ? Les enfants sont-ils considérés comme des enfants naturels ?

4. M. Alfred Juvara commentant la nouvelle loi dans la revue juridique *Pandectele Române* (1939, cahiers 4 et 5) propose la rédaction suivante : « Les enfants trouvés sur le territoire roumain sont présumés nés de parents roumains et ont donc la nationalité roumaine par la voie du sang ; cette présomption ne tombera que devant une reconnaissance ou une légitimation par des parents étrangers. »

CHAPITRE II

L'acquisition de la nationalité par mariage.

(Art. 7 et 8.)

Il y a beaucoup de points communs entre la loi roumaine et la loi française.

L'étrangère qui épouse un Roumain devient Roumaine, à moins qu'elle ne perde pas par son mariage sa nationalité étrangère, ou qu'elle opte expressément pour son ancienne nationalité ; c'est un article conforme à la Convention d'union de la Haye (12 avril 1930) et qui modifie d'une façon heureuse la loi de 1924 qui suivant la tradition du Code Napoléon imposait la nationalité roumaine à l'étrangère qui épousait un Roumain.

Deux remarques à faire par rapport à la loi française :

1° La loi française ignore la loi nationale de la femme et ne tient compte que de la volonté de celle-ci ;

2° Dans la loi française¹ la femme doit réclamer expressément la nationalité française, tandis qu'en Roumanie elle doit au contraire réclamer expressément sa nationalité d'origine.

Il est plaisant de remarquer que c'est la solution roumaine qui est plus conforme à l'esprit des lois françaises.

1. Article 8 nouveau de la loi sur la nationalité française (décret-loi du 12 novembre 1938).

Par conséquent, si la femme ne réserve pas sa nationalité « par une déclaration écrite jusqu'au moment de la célébration du mariage ou en faisant cette déclaration à l'officier de l'état civil au moment même de la célébration », elle devient Roumaine de plein droit. (Art. 7, al. 2, *in fine*).

Il ne peut être question dans la loi roumaine d'accorder la nationalité roumaine aux enfants de l'étrangère qui épouse un Roumain. Il s'agit bien entendu des enfants illégitimes qui ont suivi la nationalité de leur mère — celle-ci changeant de nationalité, que deviennent ses enfants ? Au point de vue roumain ils ne peuvent que garder la nationalité d'origine de leur mère. Bien plus, la nouvelle nationalité de leur mère ne leur sera d'aucune utilité pour faciliter leur naturalisation après l'âge de vingt et un ans. (Voir plus loin les cas de dispense de stage pour la naturalisation.)

L'article 8 précise une question qui est restée discutée en droit français, le cas du *mariage putatif* : On a pris un critère très logique : celui des enfants. Si la femme n'a pas d'enfants du mariage (soit qu'elle n'en ait pas eu, soit qu'ils soient morts) elle reprend son ancienne nationalité même si le mariage annulé était putatif.

Si elle a des enfants elle garde la nationalité roumaine à moins qu'elle désire la perdre et fasse en ce sens une déclaration authentique. Malheureusement la loi n'a pas *posé de terme* pour cette déclaration. Elle peut donc intervenir à longue échéance et permettre un changement de nationalité peu fondé.

CHAPITRE III

La naturalisation.

Modifiant les dispositions de la Constitution de 1923, la Constitution de 1938 revient à la naturalisation-loi.

Nous avons déjà cité l'article 11 de la Constitution... « la naturalisation *s'accorde par la loi et individuelle* ¹, elle n'a pas d'effet rétroactif. La femme profite de la naturalisation du mari et les enfants mineurs de celle des parents ».

Il faut noter tout de suite que l'importance du Parlement ayant sensiblement diminué depuis la nouvelle Constitution, cette modification n'a pas l'importance qu'elle semble avoir au premier abord. Ainsi par exemple, dans les dispositions finales et transitoires l'article 68 précise que « *jusqu'à la convocation des Assemblées législatives*, les naturalisations se feront par décret ayant force de loi, dans les conditions de l'article 98 de la Constitution ». Et une loi du 27 juillet 1939

1. Le mot n'a plus le même sens que dans la Constitution de 1866 : sous l'empire de laquelle la naturalisation ne *produisait pas d'effets collectifs*, et signifie simplement qu'on ne peut pas naturaliser *des collectivités*, mais seulement des individus.

2. Constitution, article 98, des dispositions finales et transitoires, avant-dernier alinéa : « Jusqu'à la convocation des Assemblées législatives, tous les décrets ont force de loi sans que leur ratification soit encore nécessaire. »

va plus loin encore ((art. 68, al. 2). « *Dans l'intervalle des sessions parlementaires les naturalisations pourront se faire par décrets ayant force de loi, conformément aux dispositions de l'article 46³ de la Constitution.* » Mais la Constitution s'arrête là et c'est une loi ordinaire, celle qui forme l'objet principal de ce travail, qui précise toutes les conditions d'application de ces principes. Ainsi étant, un grave problème se pose, et nous l'avons déjà effleuré en parlant de la Constitution : celui de savoir *si une loi de naturalisation (loi ordinaire) peut passer outre aux règles posées par la loi de 1939, loi ordinaire, elle aussi.* Hiérarchiquement une loi de naturalisation et la loi sur la nationalité sont sur le même plan⁴.

Je crois dès lors qu'en théorie aucun argument ne peut empêcher le Parlement d'accorder la naturalisation à un étranger sans observer les règles qu'il a lui-même posées. Du moment que les Constituants n'ont pas jugé indispensable d'insérer les conditions de la naturalisation dans la Constitution et que d'autre part ils ont accordé au Parlement le pouvoir de voter les naturalisations, il faut en conclure qu'ils ont voulu laisser à celui-ci un pouvoir discrétionnaire.

Le Parlement peut-il lui se considérer engagé par ses propres lois ? Je ne le crois pas. Une simple loi peut d'un moment à l'autre modifier la législation de la natura-

3. Article 46, alinéa 7 de la Constitution, « le Roi peut, pendant que les Assemblées législatives sont dissoutes et dans l'intervalle des sessions, faire en toute matière des décrets ayant force de loi, qui devront être soumis aux Assemblées à leur plus proche session afin de ratification. »

4. Hiérarchie bien entendu, du point de vue formel — point de vue normal, en droit roumain comme en droit français. D'un point de vue supérieur, la première loi est un acte réglementaire, la seconde une décision individuelle — donc deux plans nettement distincts.

lisation. Une simple loi doit pouvoir aussi enfreindre ces règles dans un cas concret, soit en facilitant les conditions, soit au contraire en les aggravant. Le problème est plus intéressant en théorie qu'en pratique : nous avons discuté plus haut le point de savoir si le Parlement avait ou non l'initiative en matière de loi individuelle — et nous avons conclu que non. Si l'initiative vient donc forcément du Gouvernement, c'est-à-dire pratiquement du Ministère de la Justice, il y a bien peu de chances que ses bureaux ainsi que la Commission de naturalisation (voir plus loin) ne suivent pas la procédure habituelle. Si seulement, par extraordinaire on présentait au Parlement un projet de loi de naturalisation irrégulier, je crois, encore une fois, que celui-ci pourrait l'accepter sans se considérer tenu par la loi de 1939.

La Loi de 1939 traite de la naturalisation dans ses articles 9 à 27. — La législation roumaine s'écarte ici de la législation française qui à cause des exigences démographiques facilite beaucoup la naturalisation ⁵.

Les conditions de la naturalisation suivent une certaine tradition depuis le Règlement Organique de 1831, comme nous l'avons montré dans notre introduction.

L'article 10 énumère ces conditions :

Conditions de la naturalisation.

1° *Il faut avoir vingt et un ans accomplis.* — La loi française ne demande que dix-huit ans, article 6, § 1^{er},

5. La loi de 1939 marque un progrès très net sur celle de 1924. C'est dans ce domaine surtout que le législateur a tiré profit des critiques et des observations faites par M. Alfred Juvara, dans ses cours, ses ouvrages, ses commentaires ; en quoi il faut rendre hommage au législateur car il arrive trop souvent dans tous les pays que l'avis de la doctrine reste : « *Vox clamantis in deserto.* »

ce qui est logique puisqu'elle n'exige qu'un an de stage ; l'étranger pourra donc être être définitivement français avant les formalités du recrutement pour le service militaire. — Cet argument n'a aucune valeur en Roumanie — d'abord parce que les données démographiques sont différentes et permettent de négliger le point de vue militaire dans le problème de la naturalisation. — Ensuite parce que le stage exigé du naturalisable est tellement long (dix ans) que la question du service militaire se trouve automatiquement supprimée ;

2° « *Il ne doit pas être incapable, aussi bien d'après sa loi nationale que d'après la loi roumaine* ». »

Disposition remarquable qui n'a pas son équivalent dans la loi française — qui ne pouvait même pas l'avoir car la loi française est tournée exclusivement vers l'acquisition de la nationalité et ne peut pas admettre que les lois étrangères par des dispositions spéciales viennent à l'encontre de ses propres lois.

Une remarque cependant : pourquoi avoir fait un alinéa spécial (al. 1) pour l'âge du naturalisé. — L'âge n'entre-t-il pas dans les conditions de capacité ? Il y a sans doute là une simple inadvertance, qui peut d'ailleurs entraîner des complications : En effet l'article 2, est catégorique, le candidat à la naturalisation doit être capable d'après sa loi nationale : or, sa loi nationale peut connaître la majorité de dix-huit ans, comme elle peut connaître celle de vingt-cinq ans, d'où conflits avec notre alinéa 1^{er} qui exige l'âge de vingt et un ans.

Le n° 3 exige une *déclaration authentique que le candidat renonce à son ancienne nationalité*.

6. La preuve que le sollicitant n'est pas incapable se fait par certificat du service d'identification du casier judiciaire près le tribunal local. La même preuve doit être faite d'après la loi nationale. Pour les étrangers nés et établis dans le pays, le certificat roumain doit suffire.

Cette condition existait déjà dans la loi de 1924 et était tout aussi inutile. Car l'intention de rompre son ancienne allégeance résulte clairement de la demande de naturalisation, et ne peut rien ajouter ou plutôt retrancher aux rapports juridiques qui le lient à son ancien Etat. Celui-ci reste libre selon ses lois particulières de continuer ou non à le considérer comme son ressortissant. Encore une fois il est ridicule de supposer qu'une simple déclaration peut délier un individu de ses rapports et par suite de ses obligations envers un Etat souverain.

Alors quel était le résultat ? Le plus souvent tout de même l'Etat dont il était le ressortissant cessait de le considérer comme un national, lui supprimait son passeport, etc. Comme entre temp il devait attendre dix ans le résultat *encore improbable* de sa naturalisation en Roumanie, notre homme restait pour ainsi dire suspendu entre deux nationalités, ayant perdu la première et n'étant pas sûr d'obtenir la seconde ⁷.

Pour éviter ce résultat fâcheux, la nouvelle loi décide que cette déclaration ne sera déposée devant la commission de naturalisation qu'une fois que toutes les autres conditions auront été réalisées — c'est-à-dire dix ans après les autres formalités .

Car sans conteste la condition la plus dure est celle posée par le n° 4 : *Qu'il habite le territoire de la Roumanie pendant dix ans ininterrompus, calculés à partir du jour où il a demandé la naturalisation.* »

Le stage est une condition connue de toutes les lois de naturalisation, et le laps de dix ans n'est pas une exi-

7. Néanmoins du point de vue roumain l'étranger qui avait demandé la naturalisation, était toujours considéré durant son stage de dix ans comme ressortissant de son Etat d'origine : il ne « devient pas heimatlos, mais garde son ancienne nationalité » (Tribunal T. Măgurele, I, 204-926, *Jur. Gén.*, 1926, n° 1798).

gence excessive si l'on veut juger du sérieux d'une demande de naturalisation. Mais là où la loi est draconienne c'est lorsqu'elle fait courir ce stage de dix ans à partir de la demande de naturalisation au lieu de le faire à partir du jour de l'établissement dans le pays. Il y a là de quoi décourager l'immense majorité des naturalisables et si nous avions de bonnes statistiques officielles nous verrions certainement que la majorité des naturalisés en Roumanie a bénéficié d'une dispense de stage.

Le texte parle de dix ans *ininterrompus* : est-ce à dire qu'il faut entendre ce mot à la lettre ? Et considérer une simple sortie du pays pour affaire comme devant interrompre ou surprendre le cours du délai ? Personne ne le pense dans la doctrine — et je n'ai trouvé aucun cas à signaler dans la jurisprudence.

Le § 5, exige une *attestation de bonnes mœurs*. Sous⁶ l'empire de la loi de 1921 rien ne venait préciser cette expression trop vague. Le paragraphe actuel est plus explicite... « Qu'il n'ait pas été condamné dans le pays, ni à l'étranger pour crime ou délit de droit commun, qu'il n'ait pas été déclaré failli, qu'il ne se soit pas rendu coupable d'un geste qui puisse être considéré comme contraire aux intérêts roumains. »

La dernière exigence est assez élastique pour permettre d'écarter tous ceux dont les sentiments patriotiques roumains paraissent trop tièdes.

§ 6. — « *Qu'il ne soit pas atteint d'une maladie incurable.* » Condition de santé, nouvelle dans la législation

8. Cette attestation comprend plusieurs certificats, notamment : un extrait du casier judiciaire, un certificat prouvant qu'il n'a pas fait faillite, un certificat du Ministère des Affaires Etrangères prouvant qu'on n'a pas demandé son extradition, etc., etc.

roumaine. Il faut apporter un certificat du médecin légiste.

Le § 7, exige des *moyens de subsistance*. — Il ne faut pas que le nouveau venu tombe à la charge de la collectivité. (On peut faire cette preuve avec des actes de propriété, des récépissés d'impôts, des certificats de l'institution où l'on travaille, s'il s'agit d'un salarié, ou bien enfin la preuve qu'on bénéficie d'une pension alimentaire.)

Le § 8 pose une condition très lourde, qui existait déjà dans la loi de 1924 :

« *Qu'il ait perdu sa nationalité étrangère, ou qu'il la perde de plein droit, selon les lois de son pays, par le seul effet de l'acquisition de la nationalité roumaine.* »

Cette disposition a pour but d'éviter la double nationalité. Personnellement je la trouve exagérée, car on ne peut pas prétendre, avec une bonne volonté unilatérale, éviter tous les conflits de lois. La Roumanie peut avoir besoin que tel ou tel étranger se naturalise et ne peut pas être tenue en échec par les législations d'autres pays qui contiennent des dispositions trop égoïstes⁹.

Pour l'individu lui-même, cette condition est terriblement lourde.

Il faut remarquer que la commission de naturalisation se contente d'un extrait de la loi nationale, délivré par exemple par le consulat du pays d'origine — et non pas de la certitude que dans ce cas concret l'individu aura perdu sa nationalité.

Un amendement du 27 juillet 1939 ajoute qu'on n'exige pas cette formalité des apatrides ou des anciens citoyens d'un Etat qui a cessé d'exister. Cela va de soi.

9. Ainsi la loi grecque exige pour la perte de la nationalité une autorisation du gouvernement. Voir Code civil grec, article 14 de la loi sur la nationalité.

Enfin la dernière condition exige « *qu'il sache lire et écrire le roumain* » (al. 9). C'est une innovation intéressante. Il aurait fallu néanmoins l'interpréter d'une façon très large, car prise au pied de la lettre elle équivaut à exclure les illettrés établis depuis longtemps dans le pays ou mariés à des autochtones. Malheureusement je crois qu'on l'interprète strictement car la pratique de la commission exige *des actes scolaires* prouvant que le sollicitant a appris le roumain, ou à défaut, un examen devant la commission elle-même.

Telles sont les conditions, très dures, comme on le voit, de la naturalisation ordinaire.

Par bonheur, la loi vient apporter un palliatif en instituant toute une série de naturalisables qui peuvent être dispensés de stage. J'ai dit : *peuvent être* dispensés et non pas : *sont dispensés* ; c'est donc une faveur discrétionnaire. La loi de 1924 instituait trois catégories de privilégiés :

1° Ceux qui pouvaient ou être dispensés ou voir leur stage réduit (art. 8) : les étrangers utiles à la nation, et les étrangers mariés à des Roumaines ;

2° *Les dispensés d'office* (étrangers nés et élevés en Roumanie jusqu'à vingt et un ans ; fils majeurs du naturalisé) article 9 ;

3° Les Roumains d'origine qui étaient dispensés non seulement du stage, mais de la preuve des moyens de subsistance et de la preuve qu'ils perdent leur nationalité étrangère. Nous verrons tout à l'heure que cette dernière catégorie a été éliminée du cadre de la naturalisation pour créer une institution nouvelle : la *Reconnaissance*.

Quant aux deux autres catégories elles ont été fondues en une seule : il n'y a plus désormais de dispensés

d'office, mais par contre les cas d'exemption possible ont été sensiblement augmentés.

Art. 2. — « *Celui qui demande la naturalisation peut être dispensé d'accomplir les conditions prévues à l'article 10, n^{os} 4 et 7 si...* »

Il s'agit donc du *stage de dix ans* et de la *preuve des moyens de subsistance*. Il est très regrettable que la loi n'ait étendu la dispense au n^o 8 : perte de la nationalité étrangère. Car si l'Etat favorise les individus qui vont suivre (art. 11) c'est qu'il les estime utiles et ne devrait pas faire dépendre leur accession à la nationalité roumaine, d'une disposition étrangère nettement contraire aux principes généraux et à la courtoisie juridique internationale.

Et voici les huit cas favorisés :

1^o *S'il a été mobilisé dans l'armée roumaine et s'est distingué par des actes de bravoure, ou si cinq ans au moins ont passé depuis l'accomplissement effectif du service militaire dans l'armée roumaine.* »

Inutile de s'attarder sur ce paragraphe.

2^o « *S'il est utile à la nation roumaine.* »

Cette formule résume les anciens cas énoncés par la Constitution de 1866 (industries, inventions utiles, talents distingués, grands établissements d'industrie ou de commerce) et qui sont restés presque tels dans la loi française.

C'est évidemment une formule extrêmement large.

Sous l'empire de la loi de 1924 la pratique administrative y faisait entrer les cas les plus variés — les étrangers qui avaient fait la guerre dans l'armée roumaine (aujourd'hui font l'objet d'un paragraphe spécial comme nous venons de le voir), — les étrangers qui avaient fait leur service militaire en Roumanie, et dont les enfants étaient nés et élevés en Roumanie, — les étrangers éta-

blis dans le pays et qui s'étaient distingués pendant la guerre dans *les armées alliées*, etc., etc.

Evidemment ce cas reste à l'entière discrétion de la commission de naturalisation et permet avec un peu de bonne volonté d'y faire rentrer ceux qui ne peuvent arguer d'un texte plus précis.

3° « *S'il est marié à une Roumaine.* »

Là se pose la question de savoir qu'est-ce que le législateur a entendu par « roumaine » : La femme d'origine ethnique roumaine ou toute femme *légalement* Roumaine ?

A prendre le texte au pied de la lettre, c'est cette dernière interprétation qui devrait prévaloir. — Je crois néanmoins qu'il faut opter pour la première solution. Et voici pourquoi :

D'abord accorder cette faveur au mari d'une femme qui n'est pas roumaine par la voie du sang, c'est contraire à l'esprit général de la loi roumaine. Depuis la loi de 1924 le législateur a précisément essayé d'empêcher, qu'un trop grand nombre de non-roumains accèdent à la nationalité roumaine. Ensuite il est incontestable que dans l'ancien droit on exigeait une origine purement roumaine.

Enfin et surtout la pratique administrative actuelle est en ce sens car, entre autres documents, on demande à celui qui veut se prévaloir de cette faveur, des certificats de la *mairie* et de la *paroisse* du lieu de naissance de la femme, *attestant que celle-ci est d'origine ethnique Roumaine*¹⁰. La question est donc tranchée en pratique.

C'est peut-être le moment ici de se demander pourquoi le législateur a omis le cas parallèle de la *femme étrangère mariée à un Roumain, mais qui au moment du*

10. Voir G. Iota. *Le guide de la naturalisation* (en roumain), Pitesti, 1939.

mariage avait préféré garder sa nationalité d'origine.

C'est un cas très intéressant et qui se présentera souvent dans la pratique. Un Roumain se marie à l'étranger avec une étrangère qui sur le moment préfère garder sa nationalité. Ils s'installent ensuite dans le pays et la femme manifeste le désir d'acquérir la nationalité roumaine. C'est dans l'intérêt des époux, des enfants, et finalement du pays qui doit favoriser la cohésion familiale et l'assimilation des étrangers. Or, quel moyen cette étrangère a-t-elle de devenir Roumaine ? La naturalisation avec toutes ses complications et son stage de dix ans. Elle préférera renoncer, restera étrangère, ses enfants auront peut-être la nationalité de leur mère selon la loi nationale de celle-ci (exemple : loi française, art. 1^{er}, 3^o) — et si jamais le mari meurt, la femme s'en retournera sans doute dans son pays avec ses enfants roumains. C'est absurde.

Du moment qu'on facilite la naturalisation du mari d'une Roumaine, à plus forte raison devrait-on faciliter celle de la femme d'un Roumain, si l'on admet toujours que l'homme doit rester le « Chef de la famille » (art. 213 nouveau du C. civil français).

A-t-on voulu sanctionner, « pénaliser », le fait pour la femme d'avoir opté d'abord pour sa nationalité étrangère ; outre que ce serait absurde, c'est certainement faux car *l'alinéa 8* de l'article que nous étudions sur la dispense de stage étend cette faveur « à la femme d'un naturalisé roumain qui n'a pas suivi la nationalité de celui-ci ».

La femme de l'alinéa 8 a donc aussi opté une première fois pour son ancienne nationalité et la loi lui permet d'être dispensée du stage dès qu'elle changera d'avis. Or, elle est mariée à un *naturalisé roumain*, à fortiori doit-il en être ainsi de la femme mariée à un

Roumain d'origine. Accorder cette faveur à la première et pas à la seconde, ce serait une aberration.

Ce dernier argument me semble très solide, et quoiqu'il soit de coutume d'interpréter strictement les textes de nationalité, il me semble incontestable que le rapprochement des paragraphes 3 et 8 de l'article 11 cités plus haut, impose l'interprétation que nous avons donnée.

Il serait néanmoins préférable qu'on ajoute un paragraphe explicite à l'article 11 — et nous sommes curieux de voir comment la Commission de naturalisation résoudra la question quand elle se présentera devant elle.

4° ... « *Peut être dispensé du stage s'il possède un diplôme délivré par une Université du pays, etc., etc.* »

Disposition nouvelle inspirée sans doute de l'alinéa 2 de l'article 6 de la loi française. Elle pourrait présenter une garantie du fait que n'importe quel diplôme d'Université exige plusieurs années de séjour dans le pays. Mais une loi du 27 juillet 1939 a ajouté : « ou un diplôme délivré par une Ecole similaire de l'étranger dont on a obtenu l'équivalence dans le pays ». Là nous ne comprenons plus : un diplômé d'une faculté étrangère, d'un pays étranger qui a avec la Roumanie une convention universitaire, obtient en quelques mois son équivalence et tout de suite après une naturalisation sans stage. Quelle garantie d'attache avec le pays cet étranger peut-il donner... C'est une disposition très mal venue, d'autant plus mal venue que les circonstances politiques de l'Europe Centrale ont déclenché depuis quelques années de grands mouvements d'émigration, surtout d'intellectuels, notamment celle des Juifs du 3^e Reich.

5° *Cas de l'étranger né et élevé dans le pays jusqu'à*

vingt et un ans et qui demande la naturalisation dans l'année qui suit sa majorité, c'est-à-dire entre vingt et un et vingt-deux ans.

N'aurait-on pas dû ici avancer d'un an ou deux le droit de demander la naturalisation pour que le jeune naturalisé soit incorporé dans l'armée avec sa classe d'âge ?

Le naturalisé peut être encore dispensé de stage, § 6 : « *Si l'on a établi sa paternité avec effets d'état civil ou s'il a été légitimé par un Roumain après avoir accompli vingt et un ans, ou même avant, s'il est déjà marié.* »

Nous avons déjà parlé de ce paragraphe à propos de la nationalité par filiation ; remarquons simplement ici que la dernière disposition... « Même avant s'il est déjà marié » est en contradiction flagrante avec l'article 4, (§ 2, 4, et 5, al. 3) qui déclarait Roumains par filiation les mineurs reconnus ou légitimés après leur mariage. Cette disposition de l'article 4 doit être préférée dans la pratique à celle de l'article 11, car elle est plus favorable aux sollicitants : ils sont Roumains de plein droit au lieu de subir les complications et les aléas de la naturalisation. Mais nous l'avons critiquée plus haut, et il serait préférable, si l'on corrigeait la loi, que l'on supprimât l'alinéa 3 du § 5 de l'article 4 plutôt que le § 6 de l'article 11.

Enfin, le § 7 cite « *l'enfant d'un naturalisé roumain qui n'a pas pu suivre la nationalité roumaine acquise par celui-ci* ».

Ce qui, sans doute, comprend non seulement les enfants majeurs du naturalisé (comme sous l'empire de la loi de 1924), mais aussi les enfants qui étaient mineurs au moment de la naturalisation de leur père mais qui ont opté une première fois pour leur nationalité d'origine — c'est un cas semblable à celui du

paragraphe suivant, que nous avons déjà commenté : « la femme d'un naturalisé roumain qui n'a pas suivi la nationalité de celui-ci ». A moins que l'on interprète la formule « *qui n'a pas pu suivre* » comme excluant le cas où l'enfant avait une première fois manifesté la volonté de garder sa nationalité d'origine — et ne garder que le cas où il avait conservé cette nationalité parce qu'il n'avait pas pu faire autrement ¹¹.

Quels sont les effets de la naturalisation ? Articles 12 à 16.

La naturalisation produit ses effets non pas comme en France à partir de l'insertion dans le *Journal Officiel*, mais à partir de la déposition du serment de fidélité (voir plus bas). Elle n'a pas d'effet rétroactif (art. 12).

L'article 13 énumère les *incapacités* définitives ou temporaires des naturalisés.

1° Incapacités définitives, quelques très hautes fonctions de l'Etat (Ministre, Résident royal, sorte de gouverneur de province), etc., etc. Je renvoie au texte qui n'a pas besoin de commentaires (art. 13, 1°). Cette disposition n'a pas d'équivalent dans la loi française.

2° Incapacités temporaires (art. 13, 2° et 3°) : à peu près les mêmes que celles de la loi française (loi fr., art. 6, 3°, al. 3, modifié et aggravé en 1938). Le temps

11. M. Alfred Juvara dans son commentaire (*opus cité*) demandait qu'on ajoutât trois autres cas de dispense :

1° Les enfants nés d'un premier lit de l'étrangère mariée à un Roumain.

2° Les habitants des provinces annexées qui n'auraient pas encore été inscrits sur les listes de citoyenneté.

3° La femme et les enfants de l'inscrit qui n'auraient pas été eux inscrits (d'après le droit des gens cette question n'aurait pas dû se poser).

Par une loi du 20 octobre 1939 le législateur a donné satisfaction ou presque, aux deux dernières demandes. Nous avons déjà étudié cette loi au chapitre de l'annexion.

de l'incapacité est plus long en France, dix ans, qu'en Roumanie, six ans (élu ou électeur) et cinq ans (fonctionnaire public ou membre d'un barreau). Mais il ne faut pas oublier que le stage est extrêmement long pour la naturalisation ordinaire ...et que la loi roumaine ne connaît pas toutes les exceptions de la loi française, service militaire actif accompli dans l'armée française, délais abrogés par décret, etc.

Effets sur la famille du naturalisé :

Art. 14 : « La femme profite de la naturalisation du mari, à moins que dans le délai d'un mois à partir de la prestation du serment elle ne manifeste par une *déclaration authentique* la volonté de maintenir sa nationalité d'origine. »

Chose curieuse, ici encore il semble y avoir une solution qui n'est pas en harmonie avec les principes aussi bien en droit roumain qu'en droit français : on aurait dû accorder des facilités à la femme, mais pas la nationalité d'office. Pour une fois la loi française est plus sévère que la loi roumaine puisqu'elle exige une naturalisation de la femme, avec dispense de stage (art 7, al. 1).

La loi de 1939 apporte à la loi de 1924 une heureuse innovation, elle pose un terme à l'option de la femme. Nous avons regretté plus haut qu'elle n'ait pas imposé la même condition à la femme de l'article 8 — cas d'un mariage putatif d'où il a résulté des enfants — à défaut d'un texte explicite cette femme peut opter jusqu'à sa mort pour son ancienne nationalité !

Autre remarque, la femme du naturalisé est mieux traitée que la femme étrangère du Roumain d'origine, ici, de même que dans le cas que nous avons longue-

ment discuté plus haut (art 11, § 3 et 8). En effet la femme du Roumain d'origine ne peut devenir Roumaine que si la loi nationale le lui permet (art. 7, al. 2) On aurait dû logiquement étendre cette solution à la femmes du naturalisé — ou bien la supprimer pour toutes les deux. (Nous verrons plus loin que la solution de l'article 7 a été étendue (art. 38) au cas contraire, au cas symétrique — cas de la femme Roumaine naturalisée à l'étranger.)

L'article 14 entre-t-il en conflit avec la loi française ? Que se passe-t-il dans le cas où la Française dont le mari est naturalisé roumain, opte elle-même pour la nationalité roumaine ? Je crois qu'elle garde la nationalité française selon le droit français, la loi de 1927 n'ayant pas prévu d'effets collectifs à la naturalisation du Français à l'étranger. On pourrait arguer du fait que cette nationalité, dans le cas de la Roumanie ne lui est pas imposée, mais qu'elle l'a choisie elle-même par option. Je crois néanmoins qu'on ne peut pas, surtout en droit français, augmenter les cas de perte de la nationalité sans texte spécial, par simple volonté individuelle.

Dans notre cas la femme aura donc deux nationalités.

L'article 15 impose à la femme et aux enfants les incapacités du naturalisé.

Selon l'article 16 — les enfants mineurs légitimes ou les enfants illégitimes dont la paternité a été établie « profitent » de la naturalisation de leur père — les mineurs illégitimes de la mère profitent de la naturalisation de celle-ci.

Cet article pose plusieurs problèmes :

1° D'abord l'article, entre les enfants légitimes et les enfants naturels, ne parle pas des enfants légitimés. Il

faut croire que c'est un simple oubli, aucun argument ne peut expliquer cette absence ;

2° Pour l'enfant illégitime de la mère, la loi aurait dû spécifier : de la mère qui a été *elle-même naturalisée* car le texte tel qu'il est rédigé peut comprendre aussi l'enfant illégitime de la femme devenue Roumaine à la suite de la naturalisation de son mari. Or, la loi n'a certainement pas voulu aller si loin ;

3° Que signifie ensuite le terme « profitent », terme peu juridique qui peut aussi s'entendre : deviennent Roumaines de plein droit, ou, deviennent Roumaines si elles le veulent, c'est-à-dire avec droit d'option.

Tout d'abord on penche pour la première interprétation : deviennent Roumaines de plein droit sans possibilité d'option, car l'article 14 qui emploie la même expression mais qui comporte un droit d'option spécifie celui-ci explicitement : « La femme profite de la naturalisation du mari *à moins que* »... etc.

Pourtant, sous le chapitre de la perte de la nationalité, article 36, alinéa 6, on lit : perdent la nationalité roumaine « les enfants du naturalisé roumain *qui ont suivi la nationalité du père s'ils déclarent* »... etc.

Cet article est rédigé comme s'il pouvait y avoir des enfants naturalisés qui *n'aient pas la nationalité du père*. A moins que l'on prouve, ce qui me paraît difficile, que l'article 36, alinéa 6, a commis une simple erreur matérielle en ajoutant les mots : « qui ont suivi la nationalité du père ».

Au fond la question a un intérêt limité car de toute façon, suivant l'article 36, alinéa 6, ces enfants du naturalisé ont le droit d'opter après l'âge de vingt ans, pour leur ancienne nationalité. Il est donc logique de décider qu'ils deviennent Roumains d'office à la suite de la naturalisation du parent dont ils suivent la nationa-

lité, quitte à ce qu'à vingt ans accomplis ils reprennent leur ancienne nationalité s'ils en expriment le désir et si leur ancienne loi le permet (art 36, al. 6).

Ces solutions sont combattues par le professeur Juvara¹² qui propose de n'accorder la nationalité de plein droit qu'aux enfants âgés de moins de quinze ans quant à ceux entre quinze et vingt et un ans avec contrôle de la Commission de naturalisation ; avec le système actuel, on peut naturaliser un individu sans avoir suffisamment contrôlé s'il présente les garanties nécessaires.

Une dernière observation relative à l'effet collectif de la naturalisation : l'article 16 ne distingue pas entre les enfants mineurs mariés et les autres. Il reprend la même solution que l'article 4, § 5, que nous avons précédemment critiqué — solution qui est ici infiniment plus grave encore, non seulement quant aux conflits de lois, mais du point de vue de l'intérêt national car les enfants mariés ne sont même pas Roumains par la voie du sang.

Nous allons à présent résumer brièvement la *procédure de la naturalisation*, qui fait l'objet des articles 17 à 27.

La loi de 1939 conserve l'organisme de la *Commission de naturalisation* mais en choisissant ses membres parmi les Conseillers de la Cour de cassation au lieu de la Cour d'appel comme auparavant. Un Président de section et cinq conseillers nommés pour quatre ans, par décret royal, sur la proposition du Ministre de la Justice ; c'est l'organe qui examine les demandes et juge de leur bien-fondé (art 17-18). Elle procède à la publication de la demande dans le *Moniteur Officiel* et

12. Voir son commentaire déjà cité.

dans un grand journal ou un journal régional (art. 20). Les autorités publiques qui sont en mesure de savoir que le sollicitant ne remplit pas les conditions voulues doivent en avertir la Commission, les simples particuliers peuvent aussi le faire (art 20).

C'est la Commission qui réunit tous les actes déposés par le sollicitant et les examine, elle peut demander plus amples informations (art. 21).

Mais la demande de dispense de stage doit être adressée directement au Ministre de la Justice ; complication inutile. Le Ministre de la Justice doit donc soumettre une première fois cette dispense de stage au Conseil des Ministres, et celui-ci envoie sa réponse à la Commission de naturalisation.

Enfin, lorsque toutes les conditions sont remplies, la Commission envoie son rapport au Ministre de la Justice avec son avis, *favorable ou non*. Il y a là une grande innovation sur la loi de 1924, qui par son silence sur cette question, avait laissé s'implanter une fâcheuse coutume administrative : La Commission ne renvoyait plus au gouvernement que les demandes de naturalisation qu'elle avait jugées satisfaisantes, et cette coutume avait été consacrée par un arrêt de la Cour de cassation (III, 9 mai 1928, *Jur. Gen.*, 1928, n° 1484).

« Le refus de la Commission de naturalisation de faire parvenir au Conseil des Ministres les actes relatifs à une naturalisation sollicitée, ne peut pas être attaquée par une action en contentieux, car l'article 2 de la loi du contentieux ne le permet pas. Les Conseils de naturalisation sont des organes juridictionnels et non pas des organes administratifs. » Bien plus, la décision du Conseil des Ministres ne pouvait pas non plus être attaquée en Contentieux : La naturalisation étant un acte de gouvernement, est exclue par l'article 1 de la loi du

Contentieux administratif, de sous la censure de cette instance. » (Appel Bucarest, III, 12 déc. 1927 ; Buc. Appel, 1928, n° 71 ; *Jur. Gen.*, 1928, n° 864).

On doit d'ailleurs se demander aujourd'hui encore à quel point le pouvoir exécutif a la main libre par rapport à la Commission, car l'article suivant (25) dit : « Le Ministre de la Justice *sur la base* du rapport de la Commission et avec l'assentiment du Conseil des Ministres rédigera le projet de loi de naturalisation et, après avoir pris l'avis du Conseil Législatif, il le présentera par message royal aux Assemblées Législatives. » Le Ministre de la Justice doit donc rédiger le projet *sur la base* du rapport de la Commission — ce qui peut s'interpréter — *Conformément à l'avis* de la Commission. Je crois que c'est une interprétation excessive à *cause du caractère politique de la naturalisation* : La Commission de naturalisation doit rester un organe purement consultatif, et se fondant sur ses travaux le Conseil des Ministres doit pouvoir décider en toute liberté.

Les articles 26 et 27 s'occupent de la prestation de serment et du diplôme qui sert de preuve au naturalisé.

Il a fallu aussi s'occuper de la transition entre l'ancienne Loi et la nouvelle qui *aggravait les conditions de la naturalisation*. L'article 65 (dans les dispositions finales et transitoires) est venu décider que les anciennes demandes de naturalisation, non encore tranchées, seraient examinées à nouveau. C'est dur, mais ce n'est pas anti-juridique. La naturalisation est une *faveur du pouvoir exécutif* ; avant d'être définitive elle ne peut donner de droit acquis.

CHAPITRE IV

La Reconnaissance.

La reconnaissance dans le droit de la nationalité (qui n'a rien à voir avec celle du droit civil) est une institution originale qui s'explique par la situation spéciale de la Roumanie.

Les Principautés Roumaines n'ont jamais englobé qu'une partie de ceux qui parlaient la langue roumaine. Ainsi la Transylvanie, avant même d'avoir réussi à créer un Etat unitaire a été soumise à la domination des rois de Hongrie et, sauf un tout petit laps de temps dans les dernières années du xvi^e siècle, elle n'a jamais été réunie aux principautés de Valachie et de Moldavie.

En 1774 le traité de Koutchouk Kaïnardji cédait à l'Autriche, au nord de la Moldavie, la belle province de Bukovine. Et en 1812 et 1878 les Russes prenaient l'est de la Moldavie, appelé, par eux, Bessarabie.

Enfin, au sud de la péninsule des Balkans, en Macédoine, en Thessalie, dans l'Epire, des centaines de milliers de Roumains vivent séparés du groupe du Nord depuis le haut moyen âge¹ et parlent un dialecte spé-

1. Le problème de l'origine des Roumains de Macédoine ou Koutzo-Valaques est resté une grande énigme, discutée avec passion par les historiens comme par les politiciens. Il est vraisemblable que jusqu'à l'arrivée des tribus slaves (vii^e-

cial — partagés aujourd'hui entre les Etats de Grèce, Albanie, Yougo-Slavie et Bulgarie.

La Roumanie d'avant-guerre, avec ses deux provinces de Valachie et de Moldavie ne contenait donc qu'une minorité des Roumains de langue, établis dans l'Est de l'Europe. Aussi la Roumanie devait-elle favoriser la naturalisation de ces Roumains sujets d'Etats étrangers.

Les traités de Versailles ont réuni au royaume de Roumanie la plus grande partie de ces Roumains, mais à cause de l'extraordinaire enchevêtrement de population dans ces régions — en même temps que la Roumanie acquérait une masse importante d'étrangers minoritaires, foyer éternel de mécontentement et de désagrégation — elle était obligée de laisser en dehors de ses frontières beaucoup de Roumains.

Six cent mille Roumains ont été cédés à la Yougo-Slavie sur la rive droite du Danube.

En Bulgarie il y a des Roumains le long de la vallée du Timoc ; en U. R. S. S. répandus dans toute l'Ukraine, car la Russie d'avant-guerre avait déporté beaucoup de Roumains de Bessarabie de l'autre côté du Nistre pour les remplacer par des Ukrainiens.

Il reste enfin les Roumains de Macédoine — éloignés de leurs frères du Nord par plusieurs centaines de kilomètres.

Ces enchevêtrements de population posent des problèmes d'une gravité qu'il est inutile de souligner

viii^e siècles), les populations roumaines ou Thraco-Romaines étaient éparses sur les deux rives du Danube, dans les pays actuels de Roumanie, Serbie et Bulgarie. Les invasions slaves les auraient obligés à se retirer vers les régions montagneuses : un groupe vers le Nord (plateau de Transylvanie, ce sont les Roumains proprement dits), un autre groupe vers la Grèce et les montagnes du Pindé ; ce sont les Roumains de Macédoine.

aujourd'hui, lorsque deux grands Etats viennent de disparaître, faute de cohésion interne.

Aussi la loi de 1939 (comme la loi de 1924, comme la Constitution de 1866) a-t-elle facilité la naturalisation de tous les Roumains du dehors pour favoriser leur regroupement à l'intérieur de l'Etat Roumain.

La loi de 1939, rétablit à peu de chose près la reconnaissance de la Constitution de 1866. La loi de 1924 (art. 10 et 10 *bis*) comprenait des dispositions similaires, mais encadrées dans le chapitre de la naturalisation, car la distinction essentielle aujourd'hui entre ces deux procédés d'acquisition de la nationalité est que la naturalisation exige une loi, tandis que la reconnaissance s'obtient par simple décret. Cette distinction n'existait pas sous le régime de la loi de 1924 puisque la naturalisation n'était pas législative. La seule différence résidait alors en ce que les conditions de la naturalisation étaient facilitées pour les individus de l'article 10. La transition entre la loi de 1924 et la loi de 1939 en ce qui concerne la reconnaissance s'est faite suivant les dispositions de l'article 66 (dispositions finales et transitoires) : « Les demandes de naturalisation des Roumains d'origine et qui se trouvaient au Ministère de la Justice au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, seront résolues comme des demandes de reconnaissance. »

Il faut distinguer la *reconnaissance*, de la *réintégration* ou réacquisition qui ne se place pas seulement du point de vue ethnique, mais aussi du point de vue politique et suppose que l'individu a déjà été ressortissant de l'Etat Roumain.

L'article 28 dit : « *Les Roumains d'origine, sujets d'un autre Etat, ayant leur domicile dans le pays, peuvent*

être reconnus citoyens roumains quel que soit le lieu de leur naissance.

Celui qui demande la reconnaissance doit remplir les conditions prévues à l'article 10, n^{os} 1, 2, 3 et 5, c'est-à-dire quelques-unes des conditions de la naturalisation, les plus faciles : les conditions de capacité, la déclaration qu'il renonce à la nationalité étrangère, l'attestation de bonnes mœurs.

On lui évite les conditions les plus dures : séjourner dix ans dans le pays, ne pas être atteint d'une maladie incurable ; avoir des moyens de subsistance, avoir perdu sa nationalité primitive, etc.

Bien plus il suffit que l'un seulement des parents du sollicitant soit d'origine ethnique roumaine pour établir sa qualité de Roumain d'origine (art 28, al. 2). La preuve de leur origine est d'ailleurs assez délicate. On exige d'habitude un extrait de naissance, un extrait de l'acte de mariage des parents, un certificat de la paroisse ou de la mairie de sa commune natale attestant leur origine. Malheureusement il est souvent très difficile à beaucoup d'entre eux de faire ces preuves. Ainsi en Macédoine, à cause des troubles fréquents au siècle dernier, et des pressions actuelles des Etats dominants, tous ces actes sont très difficiles à retrouver. Quant aux Roumains de Russie il y a une véritable impossibilité à obtenir leurs papiers. Etant donné ces circonstances on a eu recours à des sociétés créées par les Roumains de Macédoine, par les Roumains de la vallée du Timoc, par des Roumains de Russie, etc., qui assument la responsabilité de certifier l'origine de tel ou tel individu qui se prétend leur compatriote et sollicite la nationalité roumaine. Quoique la sûreté générale garde le droit d'enquêter elle-même sur l'individu et que ces sociétés doivent avancer à

l'Etat les actes sur la base desquels elles ont délivré leurs certificats, on comprend aisément la fragilité de pareilles preuves, et la possibilité de fraudes ou d'injustices qu'elles présentent.

Une autre particularité de la reconnaissance, c'est qu'elle peut être accordée à plusieurs solliciteurs à la fois. Mais comme nous l'avons dit plus haut par simple décret royal et non pas par une loi. Le reste de la procédure est le même que pour la naturalisation.

Les effets de la reconnaissance sont assez spéciaux :

Art. 30. — « La reconnaissance a un effet rétroactif. Celui qui a été « reconnu » est considéré avoir toujours été Roumain et acquiert l'exercice de tous les droits civils et politiques. »

Art. 31. — « La reconnaissance produit les mêmes effets que la naturalisation en ce qui concerne la nationalité de la femme et des enfants du « reconnu », avec cette différence que ceux-ci sont considérés avoir toujours été Roumains. »

Il est peut-être exagéré d'avoir fait produire de tels effets envers la femme du « reconnu » qui peut très bien, elle, ne pas être d'origine ethnique roumaine.

Quant à l'effet rétroactif de la reconnaissance, il a été spécifié expressément car c'est une question qui a été très débattue sous l'empire de la Constitution de 1866 qui dans son article 9, disait simplement :

« Le Roumain, sujet de n'importe quel Etat et quel que soit son lieu de naissance, peut obtenir immédiatement l'exercice des droits politiques par un vote des corps législatifs, s'il prouve qu'il a renoncé à la protection étrangère. »

La jurisprudence n'était pas d'accord sur les effets de cette reconnaissance comme citoyen roumain : devait-elle avoir un effet rétroactif et les enfants déjà

nés au moment de la reconnaissance devaient-ils être considérés comme Roumains ?

La Cour de Cassation décidait dans un arrêt de 1892 que la reconnaissance devait avoir un effet rétroactif, notamment quant aux enfants nés avant la reconnaissance : « ... l'effet de cette reconnaissance a force rétroactive jusqu'à leur naissance, car elle ne fait que lever un empêchement accidentel à l'exercice des droits politiques et ne confère pas la *qualité de Roumain que ceux-ci avaient déjà de par leur naissance* » (Cass. II, 27 mars 1892 ; Bul. Cass., 1892, p. 299). Il y avait là une application tout à fait remarquable du *jus sanguinis* — un peu spéciale dirons-nous, du point de vue juridique, et très dangereuse en droit international. Malgré cet arrêt, deux décisions l'une de la Cour d'appel de Galatz (11.142/1898, Or. 73/1898), l'autre de la Cour d'appel de Bucarest (Appel Buc., 3 janv. 1903 ; c. Jud. III, 1903, p. 263) adoptaient la solution contraire ; cette dernière avec une argumentation très solide :

1° le système avait pour résultat de créer une double nationalité rétroactivement ;

2° Le fait que la reconnaissance exigeait un vote du Parlement, prouvait que le seul fait d'être Roumain de race n'était pas un fait suffisant pour créer un droit acquis sur sa simple demande.

Néanmoins la Cour de cassation maintint sa première interprétation (Cass. II, 14 mai 1904, C. Jud. 1904, p. 360 ; et Cass. 1, 21 oct. 1915 ; C. Jud., 1916, p. 2). Depuis la loi de 1939 aucun doute n'est plus possible.

Cette solution est peu conforme au droit international.

Après la naturalisation et la reconnaissance, il faut mentionner en passant un dernier mode d'acquisition de la nationalité, excessivement rare il est vrai : la

citoyenneté d'honneur¹. La loi de 1939 lui consacre trois articles parmi les dispositions finales (art 56, 57, 58). La citoyenneté d'honneur peut être accordée, pour *services rendus au pays*, par les Assemblées Législatives à la majorité des deux tiers, sur initiative propre, ou proposition du gouvernement. Mais cette citoyenneté d'honneur n'entraîne l'exercice des droits politiques qu'à la suite d'un décret royal spécial, sur proposition du Conseil des Ministres et à la condition que le citoyen d'honneur n'occupe plus aucune fonction publique à l'étranger et qu'il ait renoncé à son ancienne nationalité. L'article 58 ajoute que la citoyenneté d'honneur accordée par des départements ou des communes ne peut avoir aucune influence sur la nationalité du bénéficiaire.

2. Il faut citer le cas du général Berthelot, chef de la mission militaire française durant la guerre de 1916-1918.

TITRE II

LA PERTE DE LA NATIONALITE ROUMAINE

Art. 35. — « La nationalité roumaine se perd :

- a)* par l'acquisition d'une nationalité étrangère ;
- b)* à titre de peine ;
- c)* par absence. »

Cette dernière modalité étant une innovation de la loi de 1939, vraisemblablement inspirée de l'ancien droit austro-hongrois comme nous le verrons plus bas. Disons tout de suite qu'il ne s'agit pas de l'absence du droit civil.

CHAPITRE PREMIER

Perte de la nationalité roumaine par l'acquisition d'une nationalité étrangère.

Art. 36. — « Perd la nationalité roumaine :

1° *Celui qui acquiert une nationalité étrangère par suite d'une naturalisation en pays étranger ou de l'exercice d'un droit d'option*¹. »

La loi française a l'avantage de préciser l'âge à partir duquel un individu peut perdre sa nationalité. La loi roumaine ne parle d'aucune question de capacité. Faut-il dès lors appliquer par analogie les dispositions de la naturalisation (qu'il soit capable aussi bien d'après la loi étrangère que d'après la loi roumaine) ? La solution symétrique exigerait qu'on demandât au Roumain naturalisé à l'étranger d'être capable d'après les lois roumaines.

Il est bien entendu que les lois roumaines ne peuvent pas décider dans quelles conditions *on acquiert une nationalité étrangère*, elles ne peuvent décider que les conditions dans lesquelles *on perd la nationalité roumaine*. Si donc une loi étrangère, la loi française par exemple, permet la naturalisation à partir de dix-huit

1. Texte français, article 9, n° 1 : « Le Français naturalisé à l'étranger ou celui qui acquiert sur sa demande une nationalité étrangère par l'effet de la loi, après l'âge de vingt et un ans », etc.

ans, la loi roumaine n'ayant pas spécifié à partir de quel âge on peut perdre la nationalité roumaine, elle doit reconnaître cette naturalisation de son ressortissant mineur.

C'est du moins l'avis du professeur A. Juvara : il estime que la solution contraire n'est pas conforme à l'esprit général de la loi roumaine, qui veut éviter les conflits de lois ; il estime aussi que les nationaux qu'on retient de force sont de mauvais ressortissants et qu'il faut s'en débarrasser.

On remarquera à ce propos que la loi roumaine ne pose pas comme condition l'accomplissement du service militaire.

La loi ne parle pas non plus de la capacité de la femme mariée d'acquérir une nationalité étrangère, ni de celle de l'interdit.

En plus de la naturalisation, la loi prévoit l'exercice d'un droit d'option. Cela signifie qu'à l'instar de la loi française, la loi roumaine ne reconnaît la nationalité étrangère que si elle a été *acquise volontairement* et non pas si elle a été *imposée* à l'individu en vertu par exemple du *Jus soli*.

2° *La Roumaine mariée à un étranger ;* sauf trois cas :

a) Lorsque la loi du mari ne lui accorde pas la nationalité de celui-ci, disposition tout à fait remarquable du point de vue international ;

b) Lorsqu'elle a expressément réservé sa nationalité à l'occasion du mariage ;

c) Lorsque le mari est apatride — cette dernière disposition est une innovation de la loi de 1939 — qui n'a pas besoin de commentaires. Arrêtons-nous un instant sur les deux premiers cas :

Premier cas. — Lorsque la loi étrangère ne lui accorde pas la nationalité de son mari ² notamment l'ancienne loi autrichienne. Mais comme la présomption est que la femme mariée à un étranger perd sa nationalité roumaine, c'est à elle de prouver que la loi de son mari ne lui a pas accordé sa nationalité ³.

Le même problème peut se poser envers la loi française depuis qu'un décret-loi de 1938 a malencontreusement modifié l'article 8 de la loi de 1927 en supprimant la garantie que la femme gardait sa nationalité d'origine.

Imaginons une Roumaine qui épouse un Français sans avoir exigé expressément la nationalité française ni réservé expressément la nationalité roumaine. Par le jeu des deux lois elle resterait apatride si le § 2 de l'article 36 ne lui conservait la nationalité roumaine « lorsque d'après la loi du mari elle ne suit pas la nationalité de ce dernier ». Il semble résulter d'après le cas de jurisprudence que nous venons de citer en note, que la femme est tout de même considérée comme ayant perdu d'office la nationalité roumaine jusqu'à ce qu'elle fasse la preuve qu'elle n'a pas pu acquérir la nationalité étrangère de son mari.

Deuxième cas. — « Lorsqu'elle a réservé sa nationalité roumaine dans le contrat de mariage, ou à défaut

2. Cette disposition est conforme à la Convention de La Haye (du 12 avril 1930), non ratifiée par la Roumanie : « Si la loi nationale de la femme lui fait perdre sa nationalité par suite de mariage avec un étranger, cet effet sera subordonné à l'acquisition par elle de la nationalité de son mari. »

3. « ... Etant donné que par son mariage avec un citoyen étranger elle a perdu la nationalité roumaine, c'est à celle de faire la preuve de l'exception invoquée ; qu'elle a gardé sa nationalité roumaine du fait que, selon la loi de son mari, elle n'était pas devenue autrichienne » (Cassation I, 13 octobre 1936 ; *Jur. Gén.*, p. 164).

de celui-ci, par une déclaration⁴ faite antérieurement ou à l'occasion du mariage. »

Ce cas était très compliqué dans la loi française de 1927. Il a été simplifié par le décret-loi de 1938 qui a ajouté un § 4 à l'article 9 : perd la nationalité française « la Française, même mineure, qui a opté pour la nationalité étrangère de son mari dans le cas prévu à l'article 8 *bis* ». Or, l'article 8 *bis*, déclare que la femme française mariée à un étranger conserve sa nationalité à moins de demander expressément la nationalité de son mari. — La procédure est donc à l'inverse de la procédure roumaine, car si la femme ne fait aucune déclaration elle reste Française, tandis que selon la loi roumaine, en cas de silence elle devient au contraire étrangère. Ces deux solutions sont le corollaire des solutions adoptées en matière d'acquisition de la nationalité par mariage, que nous avons étudiées à propos de l'article 7. — Et répétons-le c'est nous qui sommes dans la note juste, dans la tradition du Code Napoléon, qui voulait que la femme suive la nationalité de son mari.

L'article 36, n° 3, s'occupe de la perte de la nationalité en cas de dissolution du mariage.

C'est le symétrique de l'article 8, sur l'acquisition de la nationalité par mariage.

Il s'agit de l'étrangère qui a acquis la nationalité roumaine par suite de son mariage.

La loi considère trois cas de dissolution : le mariage putatif, le divorce, le décès du mari. Les effets seront différents : dans tous les cas suivant qu'il y a des enfants en vie issus du mariage ; dans le cas de divorce,

4. Rappelons ici, si nous ne l'avons pas encore dit, que l'article 59 (dans les dispositions finales), exige que cette déclaration soit faite *sous forme authentique*.

suivant que le mariage a été dissous par la faute de la femme ou par la faute du mari.

Lorsqu'il y a des enfants ou que le divorce a été prononcé aux torts du mari, la femme garde la nationalité roumaine à moins de manifester la volonté contraire par une déclaration authentique. (Là encore il faut déplorer l'absence d'un terme à cette déclaration).

Lorsqu'il n'y a pas d'enfants et que le mariage a été dissous par la faute de la femme, elle perd d'office la nationalité roumaine.

Pour plus de clarté voici un schéma des différents cas possibles :

1° La femme étrangère mariée à un Roumain, en cas de dissolution du mariage *ne perd pas la nationalité roumaine* à moins de demande expresse :

	(	- en cas de mariage putatif ;
Si elle a des enfants	}	— en cas de décès du mari ;
en vie issus du mariage		— en cas de divorce aux torts du mari.
		)

2° Elle perd la nationalité roumaine :

Si elle n'a pas d'en-	}	— en cas de mariage putatif ;
fants en vie issus du		— en cas de décès du mari ;
mariage.		— en cas de divorce à ses torts.

Le texte n'est pas très clair et le double critère adopté apporte des complications inutiles. On ne voit pas très nettement par exemple quelle est la solution qui s'impose lorsque la femme a des enfants mais que le mariage a été prononcé à ses torts. Quel est le critère qui doit l'emporter ? Je crois, sans hésitation, celui des enfants le seul qui ait une valeur dans le droit de la nationalité ; et la femme conserve la nationalité roumaine, car malgré le divorce intervenu par sa faute il se peut très bien

qu'elle ait la garde des enfants, du moins pendant un certain temps. Il s'agit dès lors de ne pas rendre pratiquement étrangers des enfants roumains sous le seul prétexte que leurs parents ont rompu le mariage.

On ne voit vraiment pas très bien l'intérêt à distinguer suivant que le divorce a été prononcé à ses torts ou aux torts du mari. Cela équivaut à créer un cas nouveau de perte de la nationalité à titre de peine et pour une raison tout à fait étrangère au droit public.

Enfin pourquoi cet article fait-il *perdre d'office* la nationalité roumaine *sans se soucier de la loi étrangère* alors que dans le cas symétrique, à l'article 7, la loi précisait que l'étrangère mariée à un Roumain ne prenait pas la nationalité roumaine si la loi nationale ne lui faisait pas perdre sa nationalité d'origine ? Il se met ainsi en contradiction non seulement avec les lignes générales de notre loi, mais aussi avec l'article 11 de la Convention de La Haye qui décidait que : « la femme qui d'après la loi de son pays, a perdu sa nationalité par suite de son mariage, ne la recouvre après la dissolution de celui-ci, que si elle a fait la demande, et conformément à la loi de ce pays. Dans ce cas elle perd la nationalité qu'elle avait acquise par suite de son mariage. »

Pour en finir avec le § 3 (art 36) remarquons une dernière grave contradiction :

L'article 8 que nous avons précédemment étudié dit en effet :

« Le mariage nul... même putatif... n'a aucun effet sur la nationalité de la femme, celle-ci étant considérée *n'avoir jamais eu la nationalité roumaine*. »

Mais si elle n'a jamais eu la nationalité roumaine comment l'article 36 peut-il la lui faire perdre ? Il y a là une erreur de rédaction très gênante car il s'agit de savoir si entre le mariage et la dissolution du mariage la

femme a été ou non roumaine, et si les actes faits par elle en tant que telle sont valables.

Pour une fois l'article 40 de la loi de 1924 était plus simple et meilleur.

Le § 4 s'occupe des *enfants naturels légitimés par un étranger*.

Les enfants illégitimes, mineurs de 21 ans, légitimés par un étranger, perdent la nationalité roumaine si la loi de l'étranger leur accorde cette nationalité. La loi française n'a pas prévu ce cas, ou plutôt n'a prévu que le cas contraire lorsque c'est un père français qui légitime.

La même question se posait en droit roumain avant 1924 et avait été résolue par la doctrine et par la jurisprudence dans le sens contraire à celui des lois de 1924 et 1939.

La loi ajoute que si le mineur est marié la légitimation n'a aucun effet sur sa nationalité.

Solution que nous préfererions trouver dans l'article 4, § 5, lorsqu'il s'agit de l'acquisition de la nationalité plutôt qu'ici où il s'agit de la perte la nationalité. Il y a là deux solutions illogiques, solutions de pays pauvres en hommes, et tout à fait incompatibles avec la situation démographique de la Roumanie.

Le texte cite aussi parmi ceux que la légitimation par un père étranger n'atteint pas, la mineure mariée à un étranger mais qui a gardé la nationalité roumaine.

Le numéro suivant (5) est rédigé de façon identique sauf qu'il concerne la *reconnaissance avec effets d'état civil* et non plus la légitimation. Nous avons déjà critiqué cette solution à propos de l'article 4 et nous avons soutenu qu'il serait préférable qu'en cas de reconnaissance

l'enfant suive comme en France la nationalité de celui des parents qui l'a en premier reconnu.

Une seule remarque à faire : le texte, comme dans l'article 4 reparle de reconnaissance *avec effets d'état civil* ; il s'ensuit que si l'enfant est reconnu dans un pays comme l'Allemagne où la reconnaissance ne produit pas d'effets d'état civil, la reconnaissance n'aura aucun effet sur sa nationalité. Encore une fois l'introduction de notions de droit civil pur dans les lois de nationalité sont rarement heureuses. Dans notre cas un jeune Roumain reconnu par un Français devient Français, mais s'il est reconnu par un Allemand, il reste Roumain ! Cela pour avoir appliqué une distinction de droit privé interne entre la reconnaissance avec ou sans effets d'état civil.

Enfin le dernier numéro de l'article 36, § 6, *fait perdre la nationalité roumaine aux « enfants du naturalisé roumain qui ont suivi la condition de leur père, s'ils déclarent dans le terme d'un an après avoir accompli vingt ans, qu'ils renoncent à la nationalité roumaine obtenue par la naturalisation de leur père, et si suivant leur ancienne loi nationale ils recouvrent par cette renonciation leur ancienne nationalité. »*

C'était la solution du Code civil français (art 8, n° 24, et art 12). Mais elle avait été déformée par la pratique de la renonciation anticipée par le père de famille, et la Loi de 1927 (art. 7, al. 2 à 5) a supprimé la faculté de répudiation des enfants.

Le système roumain a l'inconvénient de permettre au fils du naturalisé de répudier la nationalité roumaine dans le seul but d'échapper au service militaire ; au moins la loi spécifie-t-elle qu'il ne peut perdre la nationalité roumaine que s'il est certain de reprendre sa nationalité d'origine. Aussi ne peut-il pas devenir volontairement apatride.

L'article 37 déclare que « *la perte de la nationalité roumaine dans les conditions de l'article 35 a lieu de plein droit* ».

Cet article semble mal placé — car l'article 35 englobe tous les cas de perte de la nationalité — pourquoi avoir placé cette disposition de procédure avant d'avoir même épuisé les problèmes de la perte par acquisition d'une autre nationalité ? Il n'y a qu'une explication possible :

La procédure de la perte de la nationalité n'est pas la même pour les différents cas de perte de la nationalité, ainsi pour la perte à titre de peine on a institué tantôt un système de *constatation* par le pouvoir exécutif, tantôt un système de *retrait* de la nationalité par le pouvoir exécutif. L'article 37 est donc placé à cet endroit parce que pratiquement il ne concerne plus que les cas de l'article 36. Dans ces cas la perte de la nationalité a lieu de plein droit.

C'est le système français ; il est critiquable, car dans la plupart des cas la constatation de cette perte n'aura lieu que bien après l'événement qui l'aura causée, sans doute à l'occasion d'un procès. Il aurait même fallu charger un organe administratif de centraliser tous les rouages de la perte de la nationalité, quitte à donner aux tribunaux un pouvoir de contrôle en cas de contestation.

Le n° 1 de l'article 36 ne s'était pas occupé des *effets de la naturalisation à l'étranger* — effets sur la femme et les enfants — ceux-ci perdent de plein droit la nationalité roumaine à moins que la nouvelle loi du naturalisé ne fasse pas produire d'effets collectifs ; si, suivant la nouvelle loi du mari et du père, la femme et les enfants mineurs suivent la nationalité de celui-ci, *ils peuvent recouvrer la nationalité roumaine*, la femme dans le mois qui suit la naturalisation, les

enfants dans l'année qui suit l'accomplissement de leurs vingt ans.

C'est une solution élégante, symétrique des solutions de l'article 14 (femme de l'étranger naturalisé en Roumanie) et 36, n° 6 (enfants de l'étranger naturalisé en Roumanie) mais susceptible de créer des conflits de lois, surtout dans cette dernière hypothèse, car je ne sais s'il y a des lois étrangères qui admettent l'option des enfants du naturalisé et qui subordonnent les effets collectifs de la naturalisation aux caprices des enfants.

En tous cas, cet article en ce qui concerne la femme, est conforme à la Convention de La Haye qui dans son article 10 demandait que « la naturalisation du mari au cours du mariage n'entraîne le changement de nationalité de la femme que du consentement de celle-ci ».

Il est très regrettable que l'article ait oublié les enfants illégitimes de la Roumaine qui se naturalise à l'étranger, on sait que ceux-ci suivent la nationalité de leur mère en Roumanie. Faute de texte exprès les enfants ne peuvent pas perdre la nationalité roumaine par ce moyen.

Mais en échange l'article précise *in fine* que ses dispositions ne s'appliquent pas aux mineurs de vingt et un ans mariés. Même solution qu'à l'article 36, n°s 4 et 5.

Enfin l'article décide que « les enfants illégitimes âgés de moins de vingt et un ans, dont la mère devient étrangère, gardent la nationalité roumaine ».

Nous avons déjà fait remarquer après le chapitre de la filiation, que lorsqu'une étrangère devenait Roumaine, sa nouvelle situation restait sans effet sur la nationalité de ses enfants illégitimes. L'article 39 consacre donc la même solution dans le cas inverse.

CHAPITRE II

La perte de la nationalité à titre de peine.

C'est un des chapitres où la loi a le plus innové, en accroissant le nombre des cas de perte de la nationalité et en supprimant dans beaucoup de cas la garantie judiciaire.

Depuis la guerre de 1914, malgré la condamnation unanime de ce procédé de perte de la nationalité, la plupart des pays ont aggravé ces peines et à cause des révolutions qu'une grande partie de l'Europe a connues, le nombre des apatrides s'est accru dans des proportions extraordinaires.

En février 1938, à cause de la grande tension politique intérieure, la Constitution roumaine laissait déjà prévoir l'importance que la perte de la nationalité à titre de peine allait prendre dans notre droit.

Comme nous l'avons déjà dit à propos de la Constitution, les dispositions de celle-ci ont été aggravées d'abord par deux lois : du 20 avril et du 15 juin 1938, puis reprises par la grande loi de février 1939.

Voyons l'article 40. Il reproduit l'article 9 de la Constitution et comprend trois cas : deux sont inspirés du Code Napoléon, le troisième est spécifique au droit roumain.

Art. 40. — « Perd de plein droit la nationalité roumaine :

1° *Celui qui est entré sans autorisation préalable du gouvernement roumain dans n'importe quel service d'un Etat étranger.* »

C'est le système du Code civil français de 1804.

Comparons cet alinéa au texte français de 1927, article 9, 4° (devenu al. 5 depuis nov. 1938).

« Le Français qui remplissant à l'étranger un emploi dans un service public, le conserve nonobstant l'injonction de le résigner... etc. »

Première différence, et la plus grande, il faut selon le texte roumain comme selon le texte français primitif, une autorisation préalable du gouvernement. C'est une disposition nettement exagérée car elle ne fait aucun discernement entre les fonctions publiques étrangères dont certaines peuvent être parfaitement compatibles avec la qualité de citoyen roumain.

Ensuite le texte français a l'avantage de préciser qu'il s'agit d'un service public, tandis que la loi roumaine dit : n'importe quel service ; ce peut être un service privé ou considéré comme privé selon le droit public d'un Etat¹. Il faut sans doute comprendre aussi dans la formule « service d'un Etat » non seulement les services centraux de l'Etat, mais les services coloniaux, départementaux, etc., etc.

Mais le texte roumain évite l'erreur de rédaction du texte français, qui dit : « remplissant à l'étranger un emploi »... Or, ce n'est pas le fait que le service est situé à l'étranger qui compte, mais simplement le fait qu'il dépend d'un gouvernement étranger. Un Roumain qui

1. Il est vrai que M. Juvara par exemple proposait d'étendre cette disposition aux professions et métiers privés. Car les fonctions publiques accordées aujourd'hui à des Roumains à l'étranger sont, dit-il, du domaine de la fantaisie, tandis que les professions privées représentent la réalité (voir son article des *Pandectele Române*, 1938, IV, p. 117).

accepte un poste à l'ambassade française de Bucarest est sans conteste « entré dans les services d'un Etat étranger ».

La loi n'a pas spécifié si elle s'applique aussi aux incapables. Faut-il dans ce cas reculer la majorité jusqu'à l'âge où le mineur est responsable ? En tout cas la femme peut être frappée, du moment qu'elle peut opter pour une nationalité étrangère.

2° Le *deuxième cas* concerne « celui qui sans autorisation préalable du gouvernement roumain, a pris du service militaire chez l'étranger ou s'est affilié à une corporation militaire étrangère ». C'est mot pour mot le texte de l'article 21, du Code français de 1804.

Cette disposition, maintenue, on le sait, dans l'article 17 du Code civil français par la modification de 1889, a été abrogée en 1927 car elle permettait à un individu de quitter en fraude la nationalité française alors que la loi par ailleurs s'efforçait d'éviter cet échappatoire au service militaire français. On sait que la loi roumaine ne se préoccupe pas de ce côté du problème, elle n'avait donc pas les mêmes raisons de supprimer cet article.

Le seul fait donc, d'entrer volontairement dans une armée étrangère suffit à faire perdre la nationalité roumaine, et le terme « corporation militaire étrangère » doit sans doute englober les milices d'une guerre civile.

3° Enfin, le troisième cas de l'article 40 est spécial au droit roumain ; il est de prime abord assez étonnant : Perd la nationalité roumaine... « Celui qui s'est soumis à une protection étrangère, quel que soit le fait dont celle-ci résulte, et pour aussi peu de temps que ce soit. » (C'est le texte même de l'article 9 de la Constitution).

On comprendrait difficilement cette disposition « passe-partout » si elle ne s'expliquait pas des circonstances historiques particulières : au siècle dernier, sous le régime des Capitulations (Capitulations entre l'Empire Ottoman et quelques-unes des grandes puissances), certains individus, le plus souvent des Juifs, pour échapper aux obligations des ressortissants roumains, se mettaient sous la protection d'un consul étranger, de préférence le consul autrichien, sans obtenir par là la nationalité étrangère ils formaient désormais une catégorie spéciale de sujets roumains qui échappaient pratiquement à l'autorité roumaine².

C'est pour cette raison que le Code civil de 1864, avait inséré cette clause dans son article 17, alinéa 3.

Mais dira-t-on, elle n'a plus aucune raison d'être depuis longtemps ? Oui, mais chaque nouveau législateur l'a gardée parce qu'il la trouvait commode. Trop commode en effet. Et si vraiment on a l'intention de s'en servir d'une façon discrétionnaire, à quoi servent les alinéas 1 et 2 ?

Si l'on essaye de définir pratiquement le domaine de cet article, quel critère peut-on trouver de cette « soumission à une protection étrangère » ? Malgré une jurisprudence assez contradictoire et parfois fantaisiste, on peut dire que le fait le plus courant qui entraîne la soumission à une protection étrangère, c'est *le fait de se servir d'un passeport étranger*. « Le fait de se servir d'un passeport étranger est pour celui qui le sollicite, le fait le plus caractéristique de soumission à la protection de l'Etat dont on a sollicité le passeport. »

2. Voir dans Alexandresco, *Explication théorique et pratique du droit civil roumain, en comparaison du droit ancien et des principales législations étrangères* (en roumain), Bucarest, 1926 (dernière édition).

(Cassation I, 19 oct. 1934 ; Pand. Rom. 1935, I, 33 et 1935, I, 49, etc. ; Cass. I, 26 nov. 1934 ; Pand. Rom. 1935, II, 229, etc. ; Cass. I, 13 mars 1935 ; *Jur. Gen.* 1935, n° 1092 ; Cass. I, 170 1^{er} février 1937 ; Pand. Rom. 1937, III, 212, etc.

Citons aussi l'affaire Racovski³, affaire qui fit du bruit il y a trente ans et donna même l'occasion à deux consultations des professeurs français Lévy, de la Faculté de droit de Lyon, et Geouffre de Lapradelle (Cass. II, décision n° 830, 1908, dossier 1613). Voici l'espèce : le docteur Rakovski (qui est devenu depuis la révolution russe un des chefs du bolchevisme ; il a été ambassadeur des Soviets à Paris, et vient d'être condamné récemment par le gouvernement soviétique à vingt ans de travaux forcés) avait été expulsé de Roumanie — il s'était retourné contre le gouvernement roumain, prétendant que celui-ci n'avait pas le droit de l'expulser parce qu'il était sujet roumain ainsi que son père depuis l'annexion du sud de la Dobroudja (1877), où il était né.

La Cour de cassation rejeta son pourvoi en arguant que : 1° la loi roumaine de 1880 qui réglait le sort des habitants de la Dobroudja ne pouvait pas lui être appliquée parce que son père n'avait pas été domicilié effectivement en Dobroudja avant 1880 ; 2° (et c'est ce point qui nous intéresse ici), même si le docteur Rakovski avait eu jadis la nationalité roumaine il l'avait perdue en application de l'article 17, c, du Code civil (actuel art. 40, 3), car il ressortissait des faits suivants qu'il s'était soumis à une protection étrangère :

a) il avait voyagé deux fois avec un passeport étranger ;

3. Voir Alfred Juvara, *L'Affaire Rakovski* (en roumain), Iassy, 1910.

b) il avait demandé à être naturalisé en France (sa demande avait été rejetée) ;

c) il s'était inscrit de sa propre main comme sujet bulgare dans les registres de la Faculté de Médecine de Berlin ;

d) il avait pris part au congrès socialiste de 1899 en tant que délégué de la Bulgarie.

On voit donc quelle large interprétation la Cour de cassation donnait, d'un texte sur la perte de la nationalité, alors que dans ce domaine il est partout admis que l'interprétation la plus stricte est de rigueur.

Mais il suffit parfois de moins encore pour être considéré comme « soumis à une protection étrangère » :

Une décision de la Cour d'Appel de Bucarest, du 13 janvier 1936 (Pand. Rom., 1937, III, 49) a considéré suffisant pour entraîner la perte de la nationalité roumaine, le fait pour un individu d'avoir séjourné vingt-six ans ininterrompus en Allemagne, sans passeport étranger ni autre papier qui manifestât sa qualité d'étranger en Allemagne.

A plus forte raison la denization du droit anglais devrait-elle être considérée comme une soumission à une protection étrangère⁴. Mais la simple admission au domicile de l'ancien droit français ? On voit comme il est difficile de trouver un moyen de discrimination. On peut même aller jusqu'à dire que les commerçants roumains à l'étranger, en se soumettant à certaines dispositions spéciales, se sont mis sous la protection de l'Etat étranger. On n'en finit plus, autant dire que l'article 40, 3°, est indéfiniment extensible, et cela suffit à le condamner.

4. Leroy, La denization est-elle en Angleterre une véritable naturalisation dans le sens de l'article 17 du Code civil. *Thémis II*, p. 296 et suivantes.

Il est probable simplement que les appréciations variaient d'un cas à l'autre, car plusieurs cas de jurisprudence (il est vrai plus anciens) prouvent que l'emploi d'un passeport étranger n'était pas toujours suffisant pour entraîner de plein droit la perte de la nationalité. On exigeait en plus une manifestation de volonté non équivoque : « Il résulte de l'article 17 du Code civil (actuel. art. 40) que pour être soumis à une protection étrangère qui entraîne la perte de la nationalité roumaine, il faut *manifestar la vointé de renoncer à cette qualité* et de se soumettre à une protection étrangère. Le fait de se servir d'un passeport étranger dans une circonstance quelconque n'implique pas la perte de la nationalité. (Cass. II. 10 avril 1890 ; Bul. Cass., 1890, p. 486 ; dans le même sens Cass. II. 5 oct. 1884).

Personnellement je ne vois pas très bien où les rédacteurs de ce considérant ont pu voir que l'article 17 du Code civil⁵ exigeait une manifestation de volonté. Sans doute ont-ils simplement interprété en ce sens le mot « *soumission*. »

On saisit suffisamment la gravité de cet alinéa 3 de l'article 40 et l'on ne peut s'empêcher encore une fois de condamner un texte qui dans une interprétation extensive donne au juge un pouvoir d'appréciation exorbitant, et au contraire dans une interprétation stricte et exégétique ne signifie plus rien.

L'article 40 finit en énonçant que « *la constatation de cas prévus dans cet article se fera par journal du Conseil des Ministres* ». »

Nous tâcherons plus loin, au chapitre de la procé-

5: Article 17 C. c. de 1864 : « La qualité de Roumain se perd : a)... b)... c)... par la soumission pour si peu de temps que ce soit à une protection étrangère. »

dure de la perte de la nationalité, de définir la nature juridique de cette constatation du Conseil des Ministres, étant donné que le même article 40 avait commencé par énoncer que dans les trois cas qui suivraient, la nationalité se perdait de plein droit.

Remarquons simplement ici que l'introduction inopinée du pouvoir exécutif dans le mécanisme de l'article 40, n'est pas pour calmer nos appréhensions quant aux dangers de l'alinéa 3.

Nous venons de voir trois cas où la nationalité roumaine se perd de plein droit, donc avec une certaine garantie légale et judiciaire (voir plus loin le chapitre de la procédure). Au contraire, les articles 41, 42 et 43 concernent *le retrait* de la nationalité par la seule volonté du pouvoir exécutif.

L'article 41 dans ses quatre premiers alinéas permet de retirer la nationalité de tous ceux qui établis à l'étranger se sont rendus *coupables de manquements au service militaire* :

La nationalité roumaine peut être retirée :

1° à celui « *qui a quitté volontairement le service militaire, se réfugiant à l'étranger ou en territoire occupé par l'ennemi.* »

L'alinéa 2, qui était ainsi conçu « *a quitté le pays pour se soustraire à l'accomplissement du service militaire* », a été modifié par une loi du 27 juillet 1939 de façon à assimiler aux déserteurs, *les émigrés politiques qui avaient quitté le pays sans passeport ou avec faux passeports* ⁶.

6. Alinéa 2 nouveau : « *Celui qui est parti du pays de façon clandestine et frauduleuse pour quelque raison que ce soit, ou qui a quitté le pays pour se soustraire à l'accomplissement du service militaire ou de toute autre obligation en rapport avec la défense nationale.* »

Les alinéas 3 et 4 concernent le mobilisable habitant à l'étranger et qui ne répond pas dans les trois mois à un appel du consulat ou de son unité militaire.

Le cinquième alinéa enfin, le plus grave, reproduit le texte de la loi du 20 avril 1938 modifiée par la loi du 15 juin 1938.

Cette loi tout à fait intéressante a été créée en pleine crise politique intérieure pour atteindre par simple décision gouvernementale les Roumains de l'étranger qui faisaient une propagande hostile au gouvernement légal. C'est une sorte de déchéance pour *défaut de loyalisme* (comme celle de l'article 42 que nous verrons tout de suite), mais appliquée même aux nationaux d'origine et même en temps de paix.

Voici cet alinéa 5 : La nationalité roumaine peut être retirée au Roumain « qui habitant l'étranger se rend coupable, comme auteur ou complice, d'un fait qui pourrait avoir pour effet de troubler l'ordre public de l'Etat, ou qui par une conduite contraire au devoir de fidélité envers le pays, lèse les intérêts roumains ou diminue le bon renom et le prestige de la Roumanie. On considère comme conduite contraire au devoir de fidélité envers le pays, le fait d'avoir facilité la propagande hostile à la Roumanie ».

C'est comme on le voit un texte extrêmement large, mais plus efficace que l'article 40, 3, car il est plus explicite et met mieux en évidence son but.

Le texte en lui-même n'est pas mauvais, mais nous nous permettons de critiquer sa procédure trop arbitraire, qui donne sans garantie au gouvernement une arme redoutable, puisqu'encore une fois elle s'applique

7. C'est en vertu de ce texte que la nationalité roumaine a été retirée à M. Citta Davila, ancien ministre plénipotentiaire à Washington.

par simple décision à tous les Roumains sans distinction d'origine.

L'article 41 dit en effet : la nationalité peut être *retirée* expression tout à fait frappante, car il semblait jusqu'à ce jour que seule la nationalité obtenue par naturalisation pouvait être retirée, mais non pas celle qu'on tient de plein droit de par la loi. Aujourd'hui, même envers les naturalisés le retrait est une anomalie, depuis que toute naturalisation exige une loi, il y a une contradiction interne, un véritable abus, à ce qu'on puisse détruire par simple décret ce qui a été créé par une loi.

Mais c'est encore plus grave lorsqu'il s'agit de la nationalité qu'on a de plein droit de par la loi et même de par la Constitution. Allons plus loin encore : lorsqu'on possède une nationalité par filiation, c'est plus qu'une loi de l'Etat, c'est une sorte de loi naturelle qui vous l'a conférée. Il est effrayant de penser que les gouvernements d'un Etat ont le pouvoir exorbitant de retirer sa nationalité à un individu qui la possède non seulement dans les papiers d'Etat civil, mais dans l'esprit et dans le sang ; on nous dira qu'il n'y a pas là un argument de droit, mais tout au plus un plaidoyer individualiste.

Mais c'est tout le problème juridique des relations entre un Etat et ses ressortissants qui se pose. En droit pur la création d'apatrides, dans la majorité des cas, est anti-juridique. On ne peut à la rigueur empêcher un Etat de *retirer* la nationalité à un individu à qui il l'a accordée par naturalisation, parce qu'en échange, personne ne peut obliger un Etat à *accorder* de naturalisations. Mais dans le cas de nationalité acquise par filiation le problème est tout autre : Quoiqu'on en dise, la loi interne de chaque Etat n'est pas absolument libre

de créer des nationaux à sa guise. A la base de l'organisation de la nationalité il y a dans tous les pays des normes semblables, et ce n'est que sur certains points relativement peu importants que les législations des divers Etats entrent en conflit.. Prenons le cas extrême: il n'est pas un seul Etat au monde qui ne reconnaisse comme national le ressortissant né dans le pays, de parents tous deux autochtones. Or, ce cas forme l'immense majorité des nationaux de tous les Etats. Il y a donc là plus qu'une loi interne qu'on retrouve dans chaque législation, il y a là une véritable *loi supérieure aux lois des Etats*, ou si l'on préfère un de ces *principes généraux de droit* reconnus par les nations civilisées, dont parle le Statut de la Cour permanente de Justice internationale. Et cela parce que la communauté internationale ne peut pas admettre qu'il existe des catégories d'individus qui n'entrent pas dans les cadres d'un Etat, qui soient privés de toute protection d'un membre de cette société internationale. Si l'on imagine le cas absurde d'un Etat refusant sa nationalité aux ressortissants dont je viens de parler, cet Etat se mettrait immédiatement en dehors de la Société des Etats parce qu'il ne posséderait plus ce qu'on appelle aujourd'hui un « standard moyen d'activité étatique ». Encore une fois, ce que nous voulons dire, c'est que l'individu né sur le territoire d'un Etat, de parents autochtones n'est pas ressortissant de cet Etat *en vertu d'une simple règle interne, même constitutionnelle, mais en vertu d'une véritable règle internationale* ; que, dès lors, cet Etat ne peut pas retirer à cet individu sa nationalité sans violer une règle de la société internationale. Et la preuve qu'il n'y a pas là un simple raisonnement abstrait, c'est que les apatrides sont une véritable plaie pour tous les Etats, ou tout au moins, pour

les Etats à institutions libérales. Et il faut espérer que bientôt une convention internationale viendra régler la question en détail, et réduire le plus possible l'apatride. Déjà l'apatridie de naissance est presque universellement supprimée. Il n'y a plus qu'un pas à faire. Ce n'est pas à dire qu'on arrivera à la supprimer totalement. Ce n'est même pas souhaitable, car nous verrons des cas où elle se justifie.

Mais il faudrait, encore une fois, poser des règles internationales précises, et, par exemple, ne reconnaître *aux Etats la compétence de retirer la nationalité que dans les cas où ils ont la compétence discrétionnaire d'accorder cette nationalité*. Nous ne voyons pas d'autre critère.

Mais cette réglementation deviendra de plus en plus difficile à réaliser, si les législations internes s'éloignent de plus en plus de ce but, et, comme la loi roumaine, multiplient les cas de retrait de la nationalité. Pour le moins, ne doit-on permettre en aucun cas le retrait de la nationalité à un Roumain qui n'a pas quitté le pays et qu'on peut atteindre autrement. — et même s'il a quitté le pays mais qu'on peut le punir par d'autres voies. Dans les autres cas, le retrait de la nationalité, assez peu efficace pratiquement — est une simple concession à l'opinion publique. Du moins devrait-on tout de même l'entourer de garanties suffisantes : ce qui n'est pas le cas de la loi roumaine.

L'article 42, crée deux cas nouveaux de perte de la nationalité :

1° Lorsque qu'on a obtenu la naturalisation ou la reconnaissance « *par de fausses déclarations ou des moyens frauduleux* » ou qu'on a « *caché certains faits d'une importance décisive pour l'obtention de la naturalisation* ».

Il est difficile de préciser quels sont ces faits décisifs — ce sont sans doute ceux qui font partie d'une condition exigée pour la naturalisation ou la reconnaissance — ainsi pour cette dernière, le fait de se faire passer frauduleusement pour un Roumain d'origine, etc. En un mot un fait tel que s'il n'avait pas été altéré par le sollicitant, il aurait suffi à empêcher l'obtention de la naturalisation ou de la reconnaissance. Cette disposition heureuse a dû être inspirée du nouvel article 7 *bis* de la loi française qui vise lui aussi les fausses déclarations, les assertions mensongères ou erronées, les manœuvres frauduleuses. Mais la loi française ajoute en plus une prescription de dix ans et semble retirer la nationalité au naturalisé rétroactivement c'est-à-dire qu'il annule la naturalisation ; car il dit que « le décret *pourra être rapporté*, sous réserve des droits des tiers », etc.

On ne peut pas tirer la même conclusion de la loi roumaine qui ne spécifie rien dans le texte de l'article 42, et résume dans l'article 44 les effets de tous les cas de retrait de la nationalité ; or, celui-ci dit explicitement que la nationalité roumaine se perd « *à la date de la publication dans le Moniteur Officiel* ».

2° Le deuxième cas a trait au naturalisé (il est à remarquer que le texte ne fait plus mention ici de la reconnaissance) qui dans les cinq ans de l'obtention de sa naturalisation a *été condamné à une peine de un an de prison* au moins.

On peut admettre le principe, il est intéressant et venait d'être introduit (nov. 1938) dans la loi française (art 10 nouveau, 4°).

Mais pourquoi avoir choisi le critère d'un an de prison ? On peut être condamné à un an de prison pour crime par imprudence — tandis que l'auteur d'une

grosse escroquerie peut « s'en tirer » avec une amende et quelques mois de prison.

Il est vrai que le retrait est facultatif ; il faut compter sur le discernement et l'impartialité des organes administratifs chargés de cette besogne.

Le dernier cas de perte de la nationalité a trait au *défaut de loyalisme* (art 43) ; il est le pendant de la loi française de guerre de 1917 et de l'article 9, 5° de la loi de 1927 (devenu art. 9, 6° et art. 10 après la modification du décret-loi du 12 nov. 1938) et a été introduit la première fois dans la législation roumaine en 1916^s en imitation de la loi de guerre française du 7 avril 1915.

Mais tandis que la loi de 1915 a été en France modifiée par la loi du 18 juin 1917 et par la loi 1927 (corrigée en 1938) le décret-loi roumain de 1916 est resté presque tel quel dans les lois de 1924 et 1939.

L'article 43 se rapproche à la fois de la loi de 1917 et de l'article 10. Il se rapproche en la forme de la loi de guerre, et quant au fond de la loi normale.

1° D'abord l'article 43 est resté une disposition de guerre :

« La nationalité roumaine peut être retirée à n'importe quel naturalisé roumain, originaire d'un Etat avec lequel la Roumanie se trouverait en *état de guerre*, etc. »

2° Comme la loi française de 1917, l'article 43 ne s'applique qu'aux *naturalisés stricto sensu*, tandis que la loi de 1927 comprend en France tous ceux qui ont obtenu sur leur demande la nationalité française, ce qui englobe en plus des naturalisés : les réintégrés, les individus qui ont réclamé la nationalité française en vertu de leur naissance en France, les femmes qui ont pris la nationalité française de leur mari, etc.

L'article 42 que nous avons cité plus haut parlait des naturalisés et des « reconnus », l'article 43 ne parle que des naturalisés — à plus forte raison ne s'applique-t-il pas aux réintégrés (nous étudions la réintégration plus loin), ni aux femmes qui ont suivi la nationalité roumaine de leur mari, ni encore moins à ceux qui sont devenus roumains par l'établissement de leur filiation ou la présomption de leur filiation (enfants trouvés) ces derniers étant, d'ailleurs, considérés avoir toujours été Roumains (art 4, 4° *in fine*).

3° Autre ressemblance avec la loi de 1917, la nationalité *peut être retirée à la femme et aux enfants mineurs*, comme nous le verrons à propos de l'article 46. Il y avait avant 1938 cette différence que la déchéance était prononcée en France par les tribunaux, tandis qu'elle était décidée en Roumanie par journal du Conseil des Ministres.

4° En effet c'est le *pouvoir exécutif* qui prononce selon la loi roumaine la déchéance de l'article 43. Le décret-loi français du 12 novembre 1938 a introduit lui aussi la procédure administrative. Mais il présente une garantie plus sérieuse du fait de l'exigence d'un avis conforme du conseil d'Etat (art. 10, al. 2).

5° Là où la loi roumaine est moins sévère c'est en ce qu'elle ne connaît pas la rétroactivité qu'admet la loi française de guerre quant au *point de départ de la perte de la nationalité* (art. 10, al. 1, loi de 1917).

Et la loi de 1927 admettait peut-être le même procédé (malgré l'avis contraire de M. Niboyet)⁹ étant donné que l'article 10, alinéa 5 renvoyait pour les effets à la loi de 1917. Le nouvel article 10 a supprimé cet alinéa 5.

9. *Traité de Droit inter. privé français*, t. I, p. 454-455.

L'article 44 de la loi roumaine dit au contraire très explicitement : « La nationalité roumaine se perd à titre de peine *à la date de la publication dans le Moniteur Officiel*, du journal du Conseil des Ministres par lequel on a retiré la nationalité roumaine. »

6° En échange la loi roumaine ne prévoit pas de limite à l'application de la loi après la cessation des hostilités. Mais ne faut-il pas interpréter ce silence dans le sens que l'article ne peut s'appliquer que strictement pendant la durée des hostilités ? C'est la solution la plus normale, sinon la meilleure. (Car en réalité il est absurde qu'un acte sanctionné par l'article 43 restât impuni pour la seule raison que l'action a été ouverte après la fin de la guerre). Mais encore une fois il faut interpréter la loi strictement.

Comme la loi de 1917, et à l'inverse de celle de 1927, on n'a pas prévu non plus, dans la loi roumaine, de période d'application, du point de vue de l'individu. On sait en effet, que l'article 10 de la loi française de 1927 spécifie que « l'action de déchéance doit être exercée dans un délai de dix ans à partir de l'acquisition de la qualité de Français... » Texte que le nouvel article 10 a modifié comme suit : « Le décret devra intervenir dans les dix ans du décret de naturalisation si les faits sont antérieurs au dit décret, et dans dix ans de la perpétration des faits, s'ils sont postérieurs à la naturalisation. »

Nous venons de comparer (sans trop de méthode il faut l'avouer !) la loi roumaine à la loi de guerre française et nous avons dit plus haut que les conditions mêmes de perte de la nationalité s'apparentaient davantage aux conditions de la loi de 1927.

Voyons donc les causes de déchéance selon la loi française de 1927, modifiée en 1938 (art. 9, 6° et art. 10) : et selon la loi roumaine de 1939.

Art. 43. — La nationalité roumaine peut être retirée à tout naturalisé roumain, originaire d'un Etat avec lequel la Roumanie se trouverait en état de guerre :

1° Lorsqu'on constatera qu'il a accompli des actes contraires à l'ordre public et à la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat.

2° Lorsqu'on constatera qu'au service de son pays d'origine ou de tout autre pays, il s'adonne à des actes d'espionnage ou favorise des actions contraires aux droits et intérêts nationaux de l'Etat et de la Nation Roumaine.

Dans les deux cas, la déchéance est facultative, arbitraire. Le texte dit : « *peut* être retirée » comme l'article 10, tandis que la loi française connaît plusieurs cas de déchéance obligatoires (art 1, al. 3 à 5).

Le premier alinéa est identique au premier alinéa français (« ... pour avoir accompli des actes contraires à l'ordre public, à la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat français, et au fonctionnement de ses institutions (art. 10, n° 1), sauf cette dernière disposition relative aux institutions.

Le second alinéa correspond aussi *grosso modo* au n° 2 de la loi française — les termes sont vagues, permettant une interprétation très large — moins vagues cependant que les termes de la loi française « actes incompatibles avec la qualité de citoyen français », — le texte roumain spécifie en plus les actes d'espionnage et garde une proposition que le décret-loi français de 1938 a supprimée : « actes contraires aux intérêts de la France. »

A vrai dire on ne voit pas l'intérêt pratique de toutes ces subtilités, de toutes ces nuances : actes contraires à l'ordre public, actes contraires à la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat, actes contraires aux

droits et intérêts *nationaux* de l'Etat et de la *Nation Roumaine*, etc. On ne peut s'empêcher de considérer cela un peu comme du verbiage inutile.

On aurait préféré des cas plus précis, comme le cas d'espionnage, ou tout au contraire une seule formule comme celle du projet français de 1924 : « Les actes incompatibles avec la qualité de citoyen français ». Et nous opterions volontiers à la suite de M. Niboyet pour cette dernière solution, si nous n'avions affirmé plus haut qu'un texte est d'autant plus efficace, qu'il est plus explicite. Le tout est de savoir si l'on veut rendre ce texte efficace : car en fin de compte quelle est la valeur pratique des sanctions de l'article 43 ? Car si le naturalisé a effectivement agi contre sa nouvelle patrie, il existe en temps de guerre des armes autrement efficaces pour l'empêcher de nuire. Veut-on simplement empêcher un naturalisé de profiter des avantages de sa nouvelle nationalité alors que pendant la guerre ses sentiments patriotiques ont été tièdes ? Alors il fallait aller plus loin encore et permettre une révision des naturalisations de tous les anciens ressortissants ennemis. Or, le texte exige que l'individu ait *accompli effectivement certains actes*. Mais dans ce cas, encore une fois, il existe d'autres sanctions infiniment plus efficaces. Ce texte doit-il donc servir simplement à ce que l'espion condamné ne se présente pas devant le peloton d'exécution avec l'étiquette de national roumain ? C'est possible, et cela n'est pas dépourvu d'une certaine valeur morale.

La loi française contient encore un troisième cas : « S'être soustrait aux obligations résultant des lois de recrutement. » Cette disposition se trouvait à la même place dans la loi roumaine de 1924 — elle a été supprimée dans le nouvel article 43 — pour la simple raison

qu'elle a été introduite dans l'article 41 déjà étudié et s'applique désormais non seulement aux naturalisés originaires des pays ennemis, et en temps de guerre, mais à tous les ressortissants indifféremment de leur origine, et même en temps de paix.

Nous avons plusieurs fois incidemment touché aux effets de la perte de la nationalité à titre de peine :

Dans le cas de retrait de la nationalité (des art. 41, 42, et 43) le Conseil des Ministres doit décider si la déchéance doit s'étendre à la femme et aux enfants mineurs (art. 46). Cette disposition existait déjà dans la loi de 1924 (art. 42) ; elle est conforme à la loi française de 1917 qui permet aux tribunaux d'étendre cette déchéance à la femme et aux enfants — la loi de 1917 est, d'ailleurs, encore plus complète puisqu'elle permet à la femme et aux enfants de décliner la nationalité française au cas où ils ne l'ont pas perdue. On sait que ces effets collectifs ont été étendus par le décret-loi de 1938 au régime de temps de paix (art. 10, dernier alinéa).

L'article précédent, article 45, indique à peu près la même solution *pour le cas de perte de la nationalité de plein droit*, la femme et les enfants mineurs ne perdent la nationalité roumaine que si le Conseil des Ministres en décide ainsi. Nous savons déjà que la loi nouvelle a introduit un système de constatation par le Conseil des Ministres, de la déchéance de plein droit — à l'occasion de cette constatation, on doit décider si la déchéance produira des effets collectifs.

Il y a néanmoins une grande différence entre la déchéance du mari ou père et celle de la femme ou des enfants : celle du mari ou père a lieu de plein droit, rétroagit au moment de la perpétration de l'acte incriminé.

miné — celle de la femme ou des enfants ne prend son point de départ qu'au moment de la décision du Conseil des Ministres. Cette solution n'est pas expressément indiquée par les textes, mais semble ressortir clairement des expressions employées : dans le premier cas on parle de *constatation* d'une déchéance de plein droit (art. 40 *in fine*), dans le second cas d'une *décision* (art. 45).

L'article précise *in fine* que ces dispositions ne s'appliquent pas *aux mineurs mariés*. Pourquoi cette disposition ne se trouve-t-elle que dans l'article 45 (perte de plein droit) et pas dans l'article 46 (retrait de la nationalité) ?

Dans les deux cas les effets collectifs dépendent du Conseil des Ministres. Pourquoi dans le cas de retrait, le gouvernement aurait-il le droit de retirer la nationalité aux enfants mariés du déchu ? Peut-être est-ce à dessein que le législateur a voulu rendre plus lourds les effets de la perte de plein droit.

Mais en échange il passe sous silence *les enfants reconnus* et les enfants illégitimes de la femme.

L'article 39 (au chapitre de la perte de la nationalité par l'acquisition d'une nationalité étrangère) spécifiait que les enfants illégitimes ne suivaient pas la nationalité étrangère acquise par leur mère par mariage. A plus forte raison doit-il en être ainsi lorsqu'elle perd la nationalité roumaine à titre de peine. D'ailleurs la question ne doit même pas se poser, parce qu'on ne peut pas créer une déchéance aussi grave sans texte — et qu'en règle générale les peines restent individuelles. Les textes de nationalité qui décident le contraire sont des exceptions.

Pour achever le chapitre, l'article 47 vient préciser que dans tous les cas précédents « la nationalité roumaine

se perd ou se retire indépendamment des sanctions prévues par les lois pénales pour les infractions qui ont provoqué la perte ou le retrait de la nationalité ».

Nous en arrivons ainsi au troisième mode de perte de la nationalité : la perte de la nationalité par absence.

CHAPITRE III

La perte de la nationalité roumaine par absence.

Le cas n'existait pas dans les anciennes lois — et n'aurait pas dû logiquement faire l'objet d'un chapitre spécial, car c'est en définitive un nouveau cas de perte de la nationalité à titre de peine. En tout cas la loi ne se soucie pas de savoir si l'individu a acquis ou non une nouvelle nationalité ; « Perdent la nationalité roumaine par absence, *ceux qui, sans acquérir une nationalité étrangère...* », etc. (art. 48).

Cette cause de déchéance est inconnue du droit français et doit avoir été empruntée aux lois austro-hongroises, qui s'appliquaient jadis à nos provinces de Transylvanie Banat, Bukovine, etc.¹. Voici, en effet, le § 31 de la loi hongroise de 1879 sur la nationalité : « Le citoyen hongrois qui passe dix ans sans interruption en dehors des frontières de la Couronne hongroise, sans aucune mission du gouvernement hongrois ou des ministres communs austro-hongrois, perd la citoyenneté hongroise.

La durée de l'absence se calcule du jour où la personne respective, en passant la frontière du territoire de

1. Code civil autrichien modifié par l'ordonnance impériale du 27 avril 1860, § 32, combiné avec le § 7 littéra *d*) de la Patente d'émigration du 24 mars 1732. Loi hongroise n° 50 de 1879, § 31.

la Couronne hongroise a émigré sans avertir l'autorité compétente... qu'il réserve sa nationalité hongroise, et s'il est parti avec un passeport, du jour où la valabilité du passeport a expiré. Le cours de l'absence s'interrompt si celui qui est parti avertit l'autorité compétente qu'il réserve sa citoyenneté hongroise ou s'il se procure un nouveau passeport ou s'il a obtenu un billet de séjour d'un office consulaire austro-hongrois, etc. »

Le texte des articles 48 et 49 est presque identique au texte hongrois, sauf pour l'interruption du terme où l'on n'admet que le critère du passeport.

Il est regrettable qu'il n'ait pas spécifié ce qui arrive au cas où l'absent est incapable, et notamment mineur.

Un autre problème se pose à propos du premier mot de l'article 48 : « *perdent* ». Le texte ne dit pas *peuvent perdre*, il semblerait que nous avons donc là un cas de perte de *plein droit*. Or, il n'en est rien, car au chapitre suivant, de la procédure, l'article 52 vient préciser que « dans les cas prévus aux articles 41, 42 et 48 le *retrait* ne pourra se faire que... etc., etc. » Il s'agit donc certainement d'un cas de *retrait* de la nationalité et non pas d'un cas de perte *d'office*. Il y a là une simple incorrection de langage, semblable à celle de l'article 10 nouveau de la loi française : « Cette déchéance *sera* encourue... » etc., au lieu de « cette déchéance *peut-être* encourue » comme s'exprimait l'ancien article 9, n° 5.

Mais il est un cas similaire où la nationalité se perd de plein droit, il est indiqué à l'article 63 parmi les dispositions transitoires : il s'agit des personnes qui au moment de l'entrée en vigueur de la loi, habitaient l'étranger depuis dix ans révolus sans papiers de voyage, ou dont les papiers de voyage n'étaient plus valables depuis dix ans. Ces personnes *perdent de plein droit* la nationalité si elles ne se sont pas fait immatriculer dans

un office consulaire roumain avant la date du premier février 1940. Ici, encore, la loi charge le pouvoir exécutif (en l'occurrence le Ministre de la Justice) de *constater* cette déchéance qui doit prendre date au 1^{er} février. Mais là où l'on ne comprend plus très bien c'est lorsque l'article ajoute *in fine* : « un an après la date prévue à l'alinéa précédent (1^{er} février 1940) la décision ministérielle ne peut plus intervenir ». Qu'est-ce à dire : que si le Ministère de la Justice a négligé de constater cette déchéance jusqu'au 1^{er} février 1941, celle-ci n'a plus lieu ? C'est absurde. Comme le remarque M. Juvara, est-ce l'absent qu'on veut punir, ou le Ministre de la Justice ?

Afin de rendre plus effective la déchéance pour cause d'absence, la loi décide dans son article 61 (dispositions finales) que les « Ambassades, Légations et Consulats roumains sont obligés de communiquer au Ministère de la Justice le nom de ceux qui se trouvent en état d'absence conformément à cette loi ».

Pour les effets, l'article 63 renvoie à l'article 51 que nous verrons tout de suite.

Comme pour la déchéance à titre de peine, la nationalité se perd par absence à la date de la publication au *Moniteur Officiel* du journal du Conseil des Ministres (art. 50).

Art. 51. — « La femme de celui qui a perdu la nationalité roumaine par absence, ainsi que ses enfants âgés de moins de vingt et un ans, perdent *de plein droit* la nationalité roumaine en même temps que celui-ci. » Pourquoi de « *plein droit* ? », pourquoi avoir infligé une peine plus lourde à la famille de l'absent qu'à la femme et aux enfants de l'article 45, dont le mari ou le père est responsable de manquements beaucoup plus graves ?

Ensuite pourquoi l'auteur principal, l'absent, ne perd-il la nationalité que si le Conseil des Ministres en décide ainsi, tandis que sa femme et ses enfants la perdent ensuite automatiquement, n'avaient-ils pas le droit de voir leur cas particulier étudié lui aussi au Conseil des Ministres ? Si enfin le législateur a introduit cette règle dans le seul désir de garder l'unité de nationalité dans la famille, pourquoi n'a-t-il pas a fortiori adopté cette solution dans le cas de l'article 45 ? Heureusement que le second alinéa de l'article 51 apporte deux exceptions : l'une en faveur de la femme et des enfants qui, au moment où l'absent perd la nationalité, *sont établis effectivement dans le pays*. L'autre en faveur des enfants mineurs mariés. Comme pour les articles 45 et 46 il nous faut remarquer enfin que la loi passe sous silence les enfants illégitimes.

Les effets de l'article 51 ne s'appliquent pas seulement à l'absence, mais aux cas des articles 63 et 64. Nous avons déjà parlé tout à l'heure de l'article 63 (qui accorde un an de répit à ceux qui étaient atteints dès le début par les dispositions contre l'absence).

L'article 64 prévoit un cas intermédiaire entre le cas d'absence de l'article 48 et les cas de déchéance de l'article 41. Il s'agit des Roumains âgés de vingt-cinq ans au moins, habitant l'étranger et qui n'auront pas satisfait aux lois du recrutement militaire avant le 1^{er} février 1940. L'article 64 les déclare déchus de plein droit. On ne voit pas les raisons pour lesquelles le législateur n'a pas assimilé ce cas transitoire aux cas de l'article 41, où il s'agit également de manquements aux lois militaires. L'article 64 ne fait ensuite aucune allusion à la procédure de la perte de plein droit dont il parle, on ne peut pas lui appliquer par analogie le système de la constatation par le Ministre de la Justice (comme à l'art. 63). Il ren-

voie enfin pour les effets à l'article 51 (effets de la perte par absence) alors qu'il eût été plus logique de renvoyer à l'article 45 : effets de la perte à titre de peine. Ce renvoi à l'article 51 est tellement peu justifié (car il n'y a qu'une ressemblance superficielle entre les cas de l'article 64 et l'absence de l'article 48, tandis qu'il y a similitude de nature entre l'article 64 et l'article 45 sur les *effets de la perte de plein droit de la nationalité, à titre de peine*), ce renvoi est si peu justifié, disions-nous, qu'on doit l'attribuer à une erreur involontaire. M. Juvara va jusqu'à dire qu'il faut appliquer l'article 45.

Il nous semble difficile d'aller si loin ; le texte est absurde mais il est formel et il faut l'appliquer. Souhaitons seulement qu'il soit bientôt modifié, et dans le bon sens.

Puisque nous parlions de procédure, il est temps maintenant de résumer aussi clairement que possible les *systèmes de procédure* que la nouvelle loi a introduits pour les divers cas de perte de la nationalité.

CHAPITRE IV

Procédure de la perte de la nationalité.

Il s'agit de coordonner les articles 36, 40 *in fine*, 44, 50 et 52. Il découle de tous ces articles qu'il y a trois systèmes de perte de la nationalité.

1° La déchéance de plein droit, avec constatation par les autorités judiciaires à l'occasion de contestation, *articles 36, 37.*

2° La déchéance de plein droit, mais avec constatation du Conseil des Ministres *article 40.*

3° *Le retrait* de la nationalité par journal du Conseil des Ministres.

La déchéance a lieu de plein droit sans autre complication dans le cas de l'article 36 : perte de la nationalité par acquisition d'une nationalité étrangère. C'est ainsi qu'en décide l'article 37.

Dans le cas de l'article 40, perte de plein droit à titre de peine, la loi nouvelle a introduit un système curieux, dont le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il n'est pas mis au point : nous l'avons déjà vu au passage :

L'article commence par énoncer que la nationalité dans les trois cas qui suivent se perd de plein droit (il ne pouvait faire autrement étant donné l'article 9 de la Constitution). Et il finit en précisant : « *La constatation des cas prévus par cet article se fait par journal du Conseil des Ministres* ».

Que vaut au juste cette constatation, quelle est sa nature juridique ? Il n'y a aucun doute possible sur le sens de l'expression « perdent le plein droit », elle est d'ailleurs consacrée par la Constitution (art. 9, al. 1^{er}). Dès lors il ne reste aucune marge pour un acte discrétionnaire du pouvoir exécutif. Il ne peut s'agir que d'une *constatation déclarative*, le rôle était dévolu jusqu'à présent aux autorités judiciaires : il ne s'agit pas de décider que tel ou tel individu doit perdre la nationalité roumaine, mais de constater que dans telle circonstance précise il s'est trouvé dans le cas de déchéance prévu par la loi. Il y a là une fonction essentiellement juridictionnelle, une fonction *de contrôle de la légalité des situations juridiques* ¹. Il est donc étonnant qu'on ait chargé de cette fonction l'organe exécutif par excellence, le Conseil des Ministres. Voici comment M. Juvara explique cette anomalie : il avait lui-même souvent insisté pour qu'on créât un organe chargé de relever les cas concrets de perte de la nationalité afin de rendre celle-ci plus réelle qu'elle ne l'était d'ordinaire : Le législateur a fait un geste en ce sens, mais n'a pas suffisamment coordonné les différentes hypothèses possibles : ainsi nous avons vu l'article 61 obliger les agences diplomatiques à l'étranger de transmettre au Ministre de la Justice les cas d'absence qui viennent à leur connaissance ; nous verrons pareillement le Ministre de la Justice prendre l'initiative de la procédure d'administrations forcées des biens du déchu (voir plus loin commentaires de l'art. 53), et c'est le Conseil des Ministres qui décide le retrait de la nationalité, dans le cas d'absence, comme dans les autres cas de retrait ;

1. Voir la définition de M. Georges Scelle. Cours de Droit public, doctorat 1938, 39, p. 104.

c'est pour cela que le législateur a cru devoir charger le Conseil des Ministres de constater les cas de l'article 40, constater encore une fois, et non pas exécuter, car de par la Constitution la perte de la nationalité en vertu de l'article 40 devait avoir lieu de plein droit. Malheureusement, comme nous l'avons remarqué déjà il n'a pas étendu cette solution à l'article 36 ; et pour l'article 40 il n'a pas montré assez clairement ce qu'il entendait par « constatation ». Partant de cette explication M. Juvara considère cet acte du Conseil des Ministres comme une simple *publicité* de la perte de la nationalité ne pouvant donc pas empiéter sur les attributions des organes judiciaires. On peut en effet se demander si la constatation du Conseil des Ministres remplace entièrement la constatation judiciaire ou si les deux procédures continuent à coexister parallèlement. Il semble qu'il faille rejeter la première hypothèse; en effet si un cas échappe à l'observation du pouvoir exécutif, l'individu coupable garde-t-il la nationalité roumaine aux yeux de tous ? Ce serait absurde puisqu'il a perdu *de plein droit* cette nationalité ! Et si avant toute constatation, éclate un procès où on conteste à un individu la nationalité roumaine, ce procès doit-il être suspendu jusqu'à ce que le Conseil des Ministres ait constaté si effectivement l'individu avait perdu ou non la nationalité roumaine ? Ou bien les juges ont-ils le droit comme auparavant, de trancher la question ? Je crois qu'il faut leur reconnaître ce droit. Sans cela, la loi qui avait précisément pour but de rendre la peine plus effective dans la majorité des cas, aboutirait au résultat contraire.

Pour que la loi atteigne son but, elle doit combiner la constatation du Conseil des Ministres *qui doit avoir lieu* « *proprio motu* » et devancer si possible tout litige, avec la constatation judiciaire *qui ne peut être que for-*

tuite, à l'occasion d'un litige. Allons plus loin encore : ne doit-on pas admettre la persistance de la compétence judiciaire même après la constatation du pouvoir exécutif ? Je crois que oui, sans cela on aurait accordé au gouvernement un pouvoir juridictionnel complet, ce qui serait inadmissible. En effet nous avons déjà dit que cette constatation de l'article 40 ne pouvait pas être une *décision* comme le retrait de la nationalité des articles 42, 43, 48 ², puisque la peine est encourue de plein droit. Qu'est-ce donc ?

Nous l'avons comparée plus haut à un acte juridictionnel. Elle en aurait en effet tous les caractères si l'on supprimait complètement le contrôle judiciaire car elle aurait ainsi pratiquement une *autorité de chose jugée*, un caractère *de définitif*. Nous répétons qu'il est inadmissible de confier à un organe exécutif une fonction de *contrôle définitif de légalité*.

Quelle est alors la nature de cette constatation ? M. Juvara dit : c'est un simple *acte de publicité*, disons aussi un acte de propulsion, de *centralisation de l'initiative* (attributions essentiellement exécutives), avec cette conséquence logique, que les autorités judiciaires doivent garder non seulement un contrôle parallèle, mais même un contrôle ultérieur. Nous croyons que telle doit être la solution en technique juridique correcte, mais ce n'est là qu'une opinion personnelle, l'application de la loi étant trop récente pour fournir des exemples concrets, et des solutions jurisprudentielles.

Passons au troisième système de perte de la nationalité. — *Le retrait par journal du Conseil des Ministres*.

Il s'agit de la perte de la nationalité à titre de peine

2. Un tout autre problème se pose à propos du retrait de la nationalité : la décision du Conseil des Ministres peut-elle être attaquée en contentieux ?

(sauf pour l'art. 40 dont nous venons de nous occuper) et de la perte pour cause d'absence.

Art. 44. — « *La nationalité roumaine se perd à titre de peine* à la date de la publication au *Moniteur Officiel* du journal des Ministres par lequel a été retirée la nationalité roumaine. » Et l'article 50 : « *La nationalité roumaine se perd par absence* à la date de la publication au *Moniteur Officiel* du journal du Conseil des Ministres par lequel a été retirée la nationalité roumaine. »

Enfin l'article 52 vient préciser la procédure :

« *La nationalité roumaine se retire par journal du Conseil des Ministres sur proposition du Ministre de la Justice.* »

Dans les cas prévus aux articles 41, 42 et 48, le retrait ne *pourra se faire que sur la base du rapport* de la Commission pour la constatation des conditions de naturalisation et de reconnaissance. »

La loi charge donc la haute commission que nous avons vue fonctionner à propos de la naturalisation, d'émettre un rapport dans les cas des articles 41, 42 et 48, c'est-à-dire dans les cas de fuite clandestine ou de manquement au service militaire (art. 41) de naturalisation frauduleuse (art. 42) et d'absence (art. 48). Est-ce à dessein que l'article 52 a laissé de côté les cas de l'article 43, c'est-à-dire le retrait par défaut de loyalisme ? Sans doute pour donner au gouvernement un pouvoir plus large en temps de guerre, sans l'encombrer de la garantie qu'apporte cet avis de la Commission.

Est-ce à dire aussi que le législateur a voulu prendre à la lettre l'expression : « Le retrait ne pourra se faire que *sur la base* du rapport de la Commission. » Nous avons déjà discuté le sens de cette expression à propos de l'article 25 sur la procédure de la naturalisation, et nous avons émis l'opinion qu'il ne fallait pas la prendre

à la lettre et laisser mains libres au gouvernement. Je ne sais pas si l'on peut étendre cette solution au cas de retrait de la nationalité : d'abord parce que dans le cas de l'article 25 il s'agit d'une *faveur* qu'on accorde à un individu tandis que dans le cas de l'article 52 il s'agit d'une *peine* qui est infligée, et qu'il faut donc interpréter le texte restrictivement. Ensuite parce que la naturalisation est accordée par le gouvernement et les Corps législatifs, tandis que le retrait est effectué, malheureusement, par le pouvoir exécutif seul. Remarquons que cette discussion est oiseuse, si l'on n'a pas préalablement élucidé le point de savoir si la décision de retrait peut ou non être attaquée au Contentieux. Si elle ne peut pas l'être, personne ne pourra contrôler si le retrait a été réellement prononcé « sur la base du rapport de la Commission ». Or, la fin de l'article 52 apporte un argument en faveur du contrôle contentieux : il dit en effet : « La commission indiquera dans son rapport si les conditions prévues par la loi pour le retrait de la nationalité sont réunies. » Nous avons donc une Commission formée des plus hauts magistrats du pays, chargée de contrôler si dans tel cas concret la loi est respectée. Si la décision du gouvernement va contre cet avis de la Commission, elle va contre la loi, elle doit pouvoir être attaquée au Contentieux.

Après l'article 52, l'article 53 vient apporter une innovation, destinée elle aussi à rendre plus efficace la perte de la nationalité. On a voulu empêcher le déchu de continuer à profiter de ses biens immeubles en Roumanie. « Dans les cas prévus aux articles 41, 42 et 43 le Ministère public, sur l'invitation du Ministre de la Justice, pourra demander au Tribunal du dernier domicile de l'ancien citoyen dans le pays la *mise sous administration forcée des biens immeubles urbains et ruraux* que l'an-

cien citoyen a en Roumanie. » Les biens sont liquidés judiciairement, et les sommes récoltées, déposées à la caisse des Dépôts et Consignations au nom du propriétaire. La loi du 27 juillet 1939 est venue ajouter que l'Etat a un droit de préemption sur ces biens, et que la disposition peut être étendue à l'article 46 (à la femme et aux enfants du déchu).

Il y a là une disposition intéressante, mais rarement efficace du moment qu'elle n'équivaut pas à une véritable confiscation. — Ce n'est une punition que dans la mesure où le déchu tenait à ses immeubles pour des motifs sentimentaux, ou dans la mesure où ces immeubles ont été vendus dans de mauvaises conditions.

Sans cela, rien n'empêche l'ancien citoyen, de racheter immédiatement d'autres biens, en sa qualité d'étranger.

TITRE III

LA REACQUISITION DE LA NATIONALITE ROUMAINE

(Réintégration)

La réintégration est de plus en plus rare depuis que la femme a le droit de garder sa nationalité d'origine au moment du mariage. Car la réintégration, dans toutes les législations profite surtout aux femmes qui ont changé de nationalité en épousant un étranger.

Les naturalisés à l'étranger qui redemandent leur ancienne nationalité sont assez rares. La loi roumaine a été très sévère pour eux et les a exclus du bénéfice de la réintégration, pour ne l'accorder qu'à ceux qui ont perdu la nationalité pour cause d'absence.

La réintégration présente donc beaucoup moins d'intérêt en droit roumain qu'en droit français, et nous voyons qu'elle ne s'applique que dans deux hypothèses :

1° Dans le cas de la femme qui veut reprendre sa nationalité roumaine après la dissolution de son mariage avec un étranger (art. 54) ;

2° En cas de perte de la nationalité pour cause d'absence (art. 55).

Art. 54, al. 1^{er}. — « La Roumaine devenue étrangère par mariage, recouvre la nationalité roumaine, si, conformément à la loi nationale du mari, elle perd la nationalité qu'elle avait, par la dissolution du mariage. »

La loi pose donc comme condition à cette réacquisition, que la femme perde la nationalité acquise par son mariage, et de toute façon la femme ne peut pas redevenir Roumaine pendant la durée de ce mariage (comme le permet la loi française, article 11, 1).

Il est regrettable que la loi n'ait pas précisé par quelle procédure la femme allait réacquérir la nationalité roumaine, à défaut de texte explicite, il faut interpréter le terme « reconvrer » dans le sens qu'elle obtient la nationalité roumaine *de plein droit*.

La loi ne pose au cas précédent aucune autre condition, notamment aucune condition *de résidence*, il n'en est pas de même du cas de l'alinéa 2, lorsque « conformément à la loi du mari, la femme ne perd pas de plein droit la nationalité de celui-ci. » Dans ce cas elle recouvrera la nationalité roumaine si, « *s'établissant dans le pays* » elle manifeste par une déclaration la volonté de reprendre sa nationalité.

Même exigence que pour l'article 28. Elle exclut donc sans raison sérieuse, la femme veuve ou divorcée, obligée pour une raison ou pour une autre d'habiter à l'étranger.

La loi du 27 juillet 1939 est venue préciser que la déclaration doit être remise au Ministre de la Justice « qui *prendra acte de cette déclaration par une décision* ».

Ce n'est pas un décret (comme en droit français), ni même un acte de contrôle, mais un *simple enregistrement*.

La loi exige expressément que le mariage ait été dissous, sans préciser pour quelles raisons : il faut compléter par analogie avec la perte de la nationalité, dissolution du mariage par décès du mari, par divorce, par annulation du mariage.

Mais là surgit une difficulté : la femme peut être séparée de corps dans un pays étranger qui connaît cette institution (que notre loi ne connaît pas), faut-il l'admettre au bénéfice de la loi ?

Il faut croire que oui, du moment que la loi ne spécifie rien, à la condition bien entendu que selon la loi de son mari il y ait eu effectivement « dissolution du mariage ».

Voilà pour la femme. Pour l'absent, la procédure est différente, beaucoup plus sévère :

Art. 55. — « Celui qui a perdu la nationalité roumaine par absence, pourra la recouvrer par reconnaissance, s'il s'établit effectivement dans le pays et s'il est *Roumain d'origine* ». Cette dernière expression doit vouloir dire : s'il est Roumain du point de vue ethnique, comme dans le cas de reconnaissance. On a d'ailleurs remarqué que l'article renvoie à la reconnaissance et il est même étonnant que cette disposition ait été insérée au chapitre de la réintégration, car il y a entre l'article 54 et 55 une différence de nature : Le premier étant une véritable réintégration de plein droit, ou de par la seule volonté du sollicitant, la seconde étant au contraire une véritable naturalisation facilitée, exigeant donc une décision discrétionnaire du gouvernement. Encore une fois la place logique de cette disposition était à l'article 28 et non pas après l'article 54. Le cas de l'article 55 n'a de la réintégration que le nom. Ceci étant, on se demande dans la pratique s'il ne faut pas appliquer toutes les conditions de la reconnaissance : car le texte dit clairement : « pourra la recouvrer *par reconnaissance* », et les deux conditions qu'il pose : « s'il s'établit effectivement dans le pays » et « s'il est Roumain d'origine », ne sont rien d'autre que les conditions posées par l'article 28 qui ajoute encore

les conditions 1, 2, 3 et 5 de l'article 10. Comme ces quatre dernières conditions, communes à la reconnaissance et à la naturalisation (âge, capacité, déclaration de renonciation, bonnes mœurs) sont moindres que les deux premières il peut paraître absurde qu'on exige celles-ci et pas celles-là. Sans doute l'article 55 a-t-il voulu renvoyer à toutes les conditions de la reconnaissance, mais il a insisté sur le domicile et l'origine ethnique pour mieux marquer l'importance de ces deux conditions, mais les autres conditions de la reconnaissance doivent être évidemment exigées aussi, telle est du moins la solution de M. Juvara et elle nous semble bonne ¹.

Enfin, il faut déplorer le manque complet de précisions en ce qui concerne les effets de la réintégration ; on peut croire, étant donné ce que nous venons de dire, qu'il faut appliquer les effets de la reconnaissance. Mais ces effets sont très spéciaux : ainsi la reconnaissance est rétroactive, peut-on étendre une pareille solution à la réintégration ? Il ne faut pas oublier que l'article 55 s'applique à l'absent, c'est-à-dire à un individu qu'on a cru une première fois punir, comment effacer rétroactivement cette punition ? Ce serait trop facile.

D'ailleurs, en ce qui concerne la femme et les enfants du reconnu, l'article 31 renvoie aux effets de la naturalisation. C'est donc aux articles 12 et suivants qu'il faut nous reporter. Mais là aussi surgit un grand nombre de difficultés : Ainsi faut-il appliquer au réintégré les incapacités que l'article 13 impose au naturalisé ? Il est impossible de lui étendre sans texte de pareilles dispositions restrictives, d'autant plus qu'il s'agit toujours d'un individu d'origine ethnique roumaine.

1. *Pandectele Române*, 1939, cahier 4-5.

On ne peut donc appliquer par analogie que les effets sur la femme et les enfants (art 14 et 15).

Déplorons encore une fois cette grave lacune de la loi ¹.

Il serait regrettable que nous finissions sur une remarque pessimiste l'étude de cette loi, qui dans l'ensemble est bonne : assez courte, claire, concise, peut-être trop concise, puisque la plupart des critiques que nous lui avons adressées viennent de ce qu'elle a laissé dans l'ombre plusieurs problèmes qu'elle aurait dû résoudre dans le détail.

Nous avons déjà esquissé dans notre introduction les traits généraux de la législation roumaine sur la nationalité. Nous n'y reviendrons pas. Remarquons seulement une dernière fois, qu'à l'exception des dispositions sur la perte de la nationalité à titre de peine (que nous avons suffisamment critiquées) la loi roumaine a fait de très louables efforts pour éviter les conflits de lois, et qu'elle a de ce fait bien mérité du droit international.

Et si le législateur comble encore à l'avenir, quelques lacunes déjà signalées, la loi roumaine sur la nationalité pourra soutenir la comparaison avec les meilleures lois étrangères.

1. Après la réintégration, suit le titre des dispositions finales et transitoires. Nous les avons étudiées soit à l'occasion des articles qu'elles complétaient, soit dans notre chapitre sur l'acquisition de la nationalité roumaine par annexion à la suite des traités de 1919-1920. Il est donc superflu de les commenter ici à nouveau.

ANNEXE

TEXTE INTÉGRAL

DE

LA LOI CONCERNANT L'ACQUISITION ET LA PERTE DE LA NATIONALITE ROUMAINE

(Publiée dans le *Moniteur Officiel* du 20 janvier 1939.)

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article premier. — La nationalité roumaine s'acquiert et se perd conformément aux dispositions de cette loi.

Art. 2. — Aucun Roumain ne peut être citoyen d'un autre Etat.

TITRE PREMIER

L'ACQUISITION DE LA NATIONALITE ROUMAINE

Art. 3. — La nationalité roumaine s'acquiert par :

1° Filiation, 2° mariage, 3° naturalisation, 4° reconnaissance.

CHAPITRE PREMIER

L'acquisition de la nationalité par filiation.

Art. 4. — Sont Roumains par filiation :

1° Les enfants légitimes dont le père est Roumain, même s'ils sont nés sur le territoire d'un autre Etat ;

2° Les enfants illégitimes d'un roumain, si la paternité a été établie avec effets d'état civil, avant qu'ils aient accom-

II

pli vingt et un ans, même s'ils sont nés sur le territoire d'un autre Etat ;

3° Les enfants illégitimes dont la mère est roumaine, même s'ils sont nés sur le territoire d'un autre Etat ;

4° Les enfants légitimés avant qu'ils aient accompli vingt et un ans, par un Roumain, même si la mère garde la nationalité qu'elle a au moment du mariage.

Ils sont considérés avoir toujours été Roumains ;

5° Les enfants nés sur le territoire de la Roumanie de père et mère inconnus.

Les enfants trouvés sur le territoire de la Roumanie sont présumés nés en Roumanie, jusqu'à preuve du contraire.

Les dispositions des alinéas 2 et 4 s'appliquent aussi aux enfants âgés de moins de vingt et un ans, mariés à l'époque de l'établissement de la paternité ou de la légitimation.

Art. 5. — L'adoption ne produit pas d'effets sur la nationalité.

Art. 6. — Le mariage nul ou annulé, s'il est putatif, n'empêche pas l'enfant légitime ou légitimé de garder la nationalité roumaine de son père.

CHAPITRE II

L'acquisition de la nationalité par mariage.

Art. 7. — L'étrangère qui épouse un Roumain, devient roumaine. Mais, si conformément à sa loi nationale, la femme par son mariage avec un étranger ne perd pas sa nationalité, ou si cette même loi lui permettant de la garder, la femme réserve la nationalité qu'elle avait en faisant une déclaration écrite jusqu'au moment de la célébration du mariage ou en faisant cette déclaration à l'office de l'état civil au moment de cette célébration, elle garde sa nationalité.

Art. 8. — Le mariage nul ou annulé même s'il est putatif, mais dont il n'y a pas eu d'enfants, ou s'il y en a eu ceux-ci ne se trouvent plus en vie, n'a aucun effet sur la nationalité de la femme. Celle-ci est considérée n'avoir jamais eu la nationalité roumaine de son mari.

Mais, s'il y a eu des enfants du mariage et que ceux-ci se trouvent en vie, elle garde la nationalité roumaine de son mari, sauf dans le cas où, par une déclaration authentique, elle manifeste sa volonté de la perdre.

CHAPITRE III

L'acquisition de la nationalité par naturalisation.

§ 1. — Conditions de la naturalisation.

Art. 9. — La naturalisation s'accorde sur demande, seulement par une loi, et individuellement.

Art. 10. — Celui qui demande la naturalisation doit accomplir les conditions suivantes :

1° Qu'il ait vingt et un ans accomplis ;

2° Qu'il ne soit pas incapable, aussi bien selon sa loi nationale que selon la loi roumaine ;

3° Qu'il renonce par une déclaration authentique à la citoyenneté étrangère. Cette déclaration sera donnée, à la demande de la commission instituée par les articles 17 et 18 de la présente loi, seulement après qu'on aura constaté que le sollicitant réunit toutes les autres conditions légales.

4° Qu'il habite sur le territoire de la Roumanie pendant dix ans, ininterrompus, calculés du jour où il a demandé la naturalisation ;

5° Qu'il ait et qu'il ait eu de bonnes mœurs, notamment qu'il n'ait pas été condamné dans le pays ou à l'étranger, pour crime ou délit de droit commun, qu'il n'ait pas été déclaré failli, qu'il ne se soit pas rendu coupable d'un geste qui puisse être considéré comme contraire aux intérêts roumains ;

6° Qu'il ne soit pas atteint d'une maladie incurable ;

7° Qu'il ait les moyens nécessaires pour son entretien et celui de sa famille, ou qu'il ait une profession ou un métier, à l'aide duquel il puisse gagner sa vie ;

8° Qu'il ait perdu sa nationalité étrangère, ou qu'il la perde de plein droit selon les lois de son pays, par le seul effet de l'acquisition de la nationalité roumaine. (Loi du 27 juillet 1939.) « Ceux qui n'ont aucune nationalité, les apatrides, de même que ceux qui ont été les citoyens

d'Etats qui ont cessé d'exister, ne présenteront plus, lorsqu'ils sollicitent la naturalisation roumaine, la preuve qu'ils ont abandonné la nationalité de leurs parents, ni le certificat prévu au n° 2 de cet article en ce qui concerne leur loi nationale. »

9° Qu'il sache lire et écrire le roumain.

Art. 11. — Celui qui demande la naturalisation peut être dispensé de remplir les conditions de l'article 10, n°s 4 et 7, si :

1° (Modifié par la loi du 27 juillet 1939) « s'il a été mobilisé dans l'armée roumaine et s'est distingué par des actes de bravoure, ou si cinq ans au moins ont passé depuis l'accomplissement effectif du service militaire dans l'armée roumaine » ;

2° S'il est utile à la nation roumaine ;

3° S'il est marié à une Roumaine ;

4° (Modifié par la loi du 27 juillet 1939) « s'il possède un diplôme délivré par une des Universités ou des Ecoles supérieures de grade universitaire du pays, ou un diplôme délivré par une école similaire de l'étranger qui a obtenu l'équivalence dans le pays » ;

5° S'il est né et élevé dans le pays jusqu'à l'âge de vingt et un ans accomplis, lorsque la naturalisation est demandée au cours de l'année qui suit la majorité ;

6° Si l'on a établi sa paternité avec effets d'état civil, ou s'il a été légitimé par un Roumain après avoir accompli vingt et un ans, ou même avant, s'il est déjà marié ;

7° S'il est l'enfant d'un naturalisé roumain et qu'il n'a pas pu suivre la nationalité roumaine acquise par ce dernier ;

8° Si elle est la femme d'un naturalisé roumain et n'a pas suivi la nationalité de celui-ci.

§ 2. — *Effets de la naturalisation.*

Art 12. — La naturalisation n'a pas d'effet rétroactif. Elle produit ses effets à partir de la prestation du serment de fidélité.

Art. 13. — La naturalisation assimile entièrement l'étranger au Roumain en ce qui concerne les droits civils.

En ce qui concerne les droits politiques, le naturalisé les acquiert avec les restrictions suivantes :

1° Il ne peut devenir ministre, ni président du Comité permanent du service social, ni commandant de la « Straja Târii », ni sous-secrétaire d'Etat, ni résident royal ;

2° Il ne peut être ni électeur ni élu ; ni nommé dans les Assemblées Législatives, dans les conseils communaux ou régionaux que six après l'acquisition de la nationalité roumaine ;

3° Il ne peut être fonctionnaire public ou membre du Barreau des Avocats que cinq ans après l'acquisition de la nationalité roumaine.

(Loi du 27 juillet 1939). — « On excepte des restrictions prévues à l'alinéa précédent, les pensionnaires, les veuves et les orphelins de guerre, et les fonctionnaires publics à qui l'on servait une pension au 1^{er} février 1939 ou qui à la même date occupaient des fonctions publiques.

Art. 14. — La femme profite de la naturalisation du mari, à moins que dans le délai d'un mois à partir de la prestation de serment de son mari, elle ne manifeste par une déclaration authentique la volonté de maintenir sa nationalité d'origine.

La déclaration prend effet rétroactivement au jour de la prestation de serment du mari.

Art. 15. — La femme et les enfants mineurs du naturalisé, qui deviennent roumains par la naturalisation de celui-ci, acquièrent l'exercice des droits civils et politiques dans les mêmes conditions que celui-ci.

Art. 16. — Les enfants légitimes âgés de moins de vingt et un ans, de même que les enfants illégitimes âgés de moins de vingt et un ans et dont la paternité est établie avec effets d'état civil, profitent de la naturalisation du père ; tandis que les enfants illégitimes de la mère, âgés de moins de vingt et un ans, profitent de la naturalisation de la mère.

1. Littéralement : La Garde du pays, organisation paramilitaire de la jeunesse roumaine.

Procédure de la naturalisation.

Art. 17. — La demande de naturalisation s'adresse à la commission pour la constatation des conditions de naturalisation et de reconnaissance, qui fonctionne auprès du Ministère de la Justice.

La demande se fait personnellement ou par procureur avec procuration spéciale et authentique et sera accompagnée des actes prouvant l'accomplissement des conditions légales.

Art. 18. — La Commission pour la constatation des conditions de naturalisation et de reconnaissance, est composée d'un Président de section et de cinq Conseillers de la Haute Cour de Cassation et Justice, nommés pour quatre ans par décret royal, sur proposition du Ministre de la Justice.

La Commission est présidée par le Président de section de la Haute Cour de Cassation et Justice, et en son absence par le plus ancien en grade et fonction, parmi les quatre membres.

Les autres membres de la Commission seront remplacés en cas d'absence par leurs suppléants, désignés de la même façon que les titulaires.

La fonction de secrétaire de la Commission est remplie par le directeur des affaires judiciaires du Ministère de la Justice.

(Loi du 27 juillet 1939). — « Les membres de la Commission bénéficieront des dispositions de la loi sur l'organisation judiciaire concernant les congés des magistrats pendant les grandes vacances.

Ils pourront néanmoins être convoqués par le Ministre de la Justice dans l'intervalle du 15 juillet au 15 septembre toutes les fois qu'il sera nécessaire. »

Art. 19. — La Commission disposera, aux frais du pétitionnaire, la publication en extrait de la demande au *Moniteur Officiel*, dans une des publications périodiques les plus répandues dans le pays, de même que dans un des journaux qui paraissent dans la localité du domicile du pétitionnaire.

La Commission n'examinera la demande qu'après que

le pétitionnaire aura présenté le *Moniteur Officiel* et les journaux dans lesquels on a fait la publication, et après que trente jours auront passé depuis la dernière publication.

Art. 20. — Les autorités publiques qui sont en état de savoir que le sollicitant ne remplit pas les conditions légales pour être naturalisé sont obligées de faire connaître cela à la Commission.

Toute personne peut faire des objections à la demande de naturalisation.

Art. 21. — La Commission peut disposer :

1° Que le pétitionnaire complète les actes, ou donne des explications orales ou écrites ;

2° Que l'on recueille des informations ou que l'on fasse les recherches nécessaires, par des délégations données aux membres du Parquet de tout grade, ou aux autorités administratives ;

3° Que l'on cite devant elle toute personne qui serait susceptible de fournir des renseignements utiles.

Art. 22. — Les demandes de dispense pour l'accomplissement des conditions prévues par l'article 10, alinéas 4 et 7, sont adressées au Ministère de la Justice. Elles seront accompagnées des actes probants.

Le Ministère de la Justice les enverra à la Commission qui examinera si le pétitionnaire réunit les conditions légales pour que la dispense lui soit accordée.

La Commission pourra entreprendre les recherches qu'elle jugera nécessaires, conformément à l'article 21 de cette loi.

Lorsque les recherches seront achevées, la Commission rédigera un rapport qu'elle fera parvenir au Ministre de la Justice, en même temps que la demande de dispense.

Le rapport montrera si le pétitionnaire réunit ou non les conditions légales nécessaires pour lui accorder la dispense.

Les actes qui accompagnent les demandes de dispense restent à l'archive de la Commission.

Art. 23. — (Modifié par la loi du 27 juillet 1939.) « Les demandes de dispense seront soumises par le Ministre de la Justice au Conseil des Ministres qui décidera souverainement et sans motiver, si l'on accorde ou si l'on refuse la dispense.

VIII

Une copie du journal du Conseil des Ministres sera envoyée à la Commission. »

Art. 24. — Après l'expiration du terme du stage, ou après avoir accordé la dispense de stage, la Commission rédigera un rapport qu'elle présentera au Ministre de la Justice en même temps que la demande de naturalisation.

Le rapport indiquera si le pétitionnaire réunit ou non les conditions légales pour la naturalisation.

Les actes présentés par le pétitionnaire restent à l'archive de la Commission.

Art 25. — Le Ministre de la Justice, sur la base du rapport de la Commission, et avec l'approbation du Conseil des Ministres, rédigera le projet de loi pour la naturalisation et après avoir pris l'avis du Conseil Législatif, il le présentera, avec un message royal, aux Assemblée Législatives.

Art. 26. — Si les Assemblées Législatives ont adopté le projet et si la loi a été promulguée, le pétitionnaire est obligé, sous peine de perdre le bénéfice de la naturalisation, de prêter serment dans les soixante jours qui suivent l'invitation du Ministère de la Justice. Après avoir payé la taxe de diplôme il prêtera le serment de fidélité devant le Ministre de la Justice ou son délégué, qui peut être le juge de paix du lieu de résidence du pétitionnaire, dans les termes suivants :

« Sur mon honneur et conscience, je jure fidélité à Sa Majesté le Roi de Roumanie et à la Dynastie, à la Constitution et aux lois du pays, aux droits et aux intérêts nationaux du peuple roumain. »

Le Ministre de la Justice pourra, pour des motifs sérieux accorder la prolongation du terme.

Art. 27. — Le Ministère de la Justice délivrera au nationalisé un diplôme de naturalisation qui fera la preuve de la nationalité de ce dernier.

CHAPITRE IV

L'acquisition de la nationalité par reconnaissance.

§ 1. — *Conditions de la reconnaissance.*

Art. 28. — Les Roumains d'origine, sujets d'un autre

Etat, ayant leur domicile dans le pays, peuvent être reconnus citoyens roumains quel que soit l'endroit de leur naissance.

Celui qui demande la reconnaissance doit remplir les conditions prévues à l'article 10, n° 1, 2, 3 et 5.

(Modif. Loi du 27 juillet 1939). — « Pour établir la qualité roumaine d'origine, il suffit que l'un des parents soit d'origine ethnique roumaine. »

Art 29. — La reconnaissance s'accorde sur demande, par décret royal, individuellement ou par plusieurs sollicitants à la fois, d'après la proposition du Ministre de la Justice, qui sera fondée sur le rapport de la Commission pour la constatation des conditions de naturalisation et de reconnaissance, conformément aux dispositions des articles 32 et 33 de cette loi.

§ 2. — *Effets de la reconnaissance.*

Art. 30. — La reconnaissance a un effet rétroactif. Celui qui a été reconnu est considéré avoir toujours été roumain. Il acquiert l'exercice de tous les droits civils et politiques.

Art. 31. — La reconnaissance produit les mêmes effets que la naturalisation en ce qui concerne la nationalité de la femme et des enfants du reconnu, avec cette différence que ceux-ci sont considérés avoir toujours été Roumains.

§ 3. — *Procédure de la reconnaissance.*

Art. 32. — La demande de reconnaissance s'adresse au Ministre de la Justice, et sera accompagnée des actes qui prouvent l'accomplissement des conditions légales. Elle se fait personnellement ou par procureur muni d'une procuration spéciale et authentique.

Le Ministre de la Justice envoie la demande à la Commission pour la constatation des conditions de naturalisation et de reconnaissance, qui doit examiner si le sollicitant réunit les conditions légales.

Art. 33. — (Modif. Loi du 27 juillet 1939). « La Commission procédera conformément aux dispositions de l'article 21 de la présente loi. »

La Commission rédigera un rapport qu'elle présentera au Ministre de la Justice.

Art. 34. — Le reconnu est obligé de prêter le serment de fidélité dans les conditions prévues à l'article 26 de la présente loi.

TITRE II

LA PERTE DE LA NATIONALITE ROUMAINE

Art. 35. — La nationalité roumaine se perd :

- a) Par l'acquisition d'une nationalité étrangère ;
- b) A titre de peine ;
- c) Par absence.

Art. 36. — Perd la nationalité roumaine :

1° Celui qui acquiert une nationalité étrangère par suite d'une naturalisation en pays étranger ou de l'exercice d'un droit d'option ;

2° La roumaine mariée à un étranger, excepté les cas : ou d'après la loi du mari elle n'acquiert pas la nationalité de celui-ci ; ou bien lorsqu'elle a réservé sa nationalité roumaine par le contrat de mariage ou à défaut de celui-ci, par une déclaration faite antérieurement ou à l'occasion du mariage ; ou bien lorsque l'étranger n'a aucune nationalité ;

3° L'étrangère qui a acquis la nationalité roumaine par mariage avec un Roumain, lorsque le mariage a été putatif ou s'est dissous par divorce, par la faute de la femme ou par décès du mari et que du mariage il n'y ait pas eu d'enfants ou s'il y en a eu, ils ne se trouvent plus en vie.

Si du mariage il y a eu des enfants et qu'ils se trouvent en vie, de même que si le mariage ne s'est pas défait par la faute de la femme, la femme ne perd sa nationalité roumaine qu'en cas où elle manifeste la volonté de la perdre en faisant dans ce but une déclaration authentique ;

4° Les enfants illégitimes de nationalité roumaine âgés de moins de vingt et un ans, légitimés par un étranger, si la loi de l'étranger leur accorde cette nationalité. Lorsque cet

enfant est marié, ou lorsque la fille est mariée à un Roumain ou quoique mariée à un étranger elle a gardé la nationalité roumaine au moment du mariage, la légitimation ne produit aucun effet sur la nationalité de l'enfant ;

5° Les enfants illégitimes âgés de moins de vingt et un ans et dont la paternité a été établie avec effets d'état civil vis-à-vis d'un étranger, si conformément à la loi du père ils acquièrent la nationalité de celui-ci.

Lorsque l'enfant est marié, ou lorsque la fille est mariée à un Roumain, ou quoique mariée à un étranger elle a gardé la nationalité roumaine au moment du mariage, l'établissement de la paternité n'a aucun effet sur la nationalité de l'enfant ;

6° Les enfants du naturalisé roumain qui ont suivi la condition de leur père, s'ils déclarent dans le terme d'un an après avoir accompli vingt ans, qu'ils renoncent à la nationalité roumaine obtenue par la naturalisation de leur père, et si suivant leur ancienne loi nationale ils recouvrent par cette renonciation leur ancienne nationalité .

Art. 37. — La perte de la nationalité roumaine dans les conditions de l'article 3 a lieu de plein droit.

CHAPITRE PREMIER

Effets de la perte de la nationalité roumaine par acquisition d'une nationalité étrangère.

Art. 38. — La perte de la nationalité roumaine par l'acquisition d'une nationalité étrangère, dans les conditions de l'article 36 alinéa 1, entraîne la perte de plein droit de la nationalité roumaine pour la femme et les enfants mineurs de vingt et un ans, excepté si d'après la loi qui réglemente la nouvelle nationalité de l'époux ou du père, ils ne suivent pas la nationalité de celui-ci.

Mais lorsque, suivant la loi qui réglemente la nouvelle nationalité du mari ou du père, la femme et les enfants mineurs de vingt et un ans suivent la nationalité de celui-ci, — si la femme déclare dans le terme d'un mois à partir de la naturalisation étrangère de son mari, et les

enfants dans le terme d'un an de l'accomplissement de leur vingt ans qu'ils renoncent à la nationalité de leur père — ils réacquièrent par cette renonciation la nationalité roumaine.

Les dispositions de cet article ne s'appliquent pas aux enfants âgés de moins de vingt et un ans mariés.

Art. 39. — Les enfants illégitimes âgés de moins de vingt et un ans, dont la mère devient étrangère par mariage avec un étranger, gardent la nationalité roumaine.

CHAPITRE II

La perte de la nationalité roumaine à titre de peine.

§ 1. — *Conditions de la perte de nationalité roumaine à titre de peine.*

Art. 40. — Perdent de plein droit la nationalité roumaine :

1° Celui qui est entré sans autorisation préalable du gouvernement roumain dans n'importe quel service d'un Etat étranger ;

2° Celui qui sans autorisation préalable du gouvernement roumain a pris du service militaire chez l'étranger ou s'est affilié à une corporation militaire étrangère ;

3° Celui qui s'est soumis à une protection étrangère, quel que soit le fait dont celle-ci résulte, et pour aussi peu de temps que ce soit.

La constatation des cas prévus dans cet article se fera par journal du Conseil des Ministres.

Art. 41. — La nationalité roumaine peut être retirée :

1° A celui qui a quitté volontairement le service militaire, se réfugiant à l'étranger ou en territoire occupé par l'ennemi ;

2° (Modif. Loi du 27 juillet 1939.) « A celui qui est parti du pays de façon clandestine et frauduleuse pour quelque raison que ce soit, ou bien qui a quitté le pays pour se soustraire à l'accomplissement du service militaire

ou de toute autre obligation en rapport avec la défense nationale. »

3° A celui qui habitant l'étranger, ne donne pas suite dans les trois mois à l'appel qui lui a été fait par la légation ou le consulat roumain, pour satisfaire aux obligations de la loi du recrutement ;

4° A celui qui habitant l'étranger, et faisant partie d'un élément de l'armée, ne se présente pas à son unité dans le terme de trois mois de la réception de l'ordre de rappel. En cas de mobilisation, le terme court à la date où le décret de mobilisation de la classe dont il fait partie a été publié au *Moniteur Officiel* ;

5° A celui qui habitant à l'étranger, se rend coupable comme auteur ou complice, d'un fait qui pourrait avoir pour effet de troubler l'ordre public de l'Etat — ou qui par une conduite contraire au devoir de fidélité envers le pays, lèse les intérêts roumains ou diminue le bon renom ou le prestige de la Roumanie. On considère comme conduite contraire au devoir de fidélité envers le pays le fait d'avoir facilité la propagande hostile à la Roumanie.

Art. 42. — La nationalité roumaine peut être retirée au naturalisé roumain ou au « reconnu » s'il a obtenu la naturalisation par de fausses déclarations ou des moyens frauduleux, ou qu'il a caché certains faits d'une importance décisive pour l'obtention de la naturalisation.

La nationalité roumaine peut être également retirée au naturalisé roumain s'il a subi dans les cinq premières années de la naturalisation une condamnation à un an de prison au moins.

Art. 43. — La nationalité roumaine peut être retirée à tout naturalisé roumain, originaire d'un Etat avec lequel la Roumanie se trouverait en état de guerre :

1° Lorsqu'on constatera qu'il a accompli des actes contraires à l'ordre public et à la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat ;

2° Lorsqu'on constatera qu'au service de son pays d'origine ou de tout autre pays, il s'adonne à des actes d'espionnage ou favorise des actions contraires aux droits et intérêts nationaux de l'Etat et de la Nation Roumaine.

§ 2. — *Effets de la perte de la nationalité roumaine à titre de peine.*

Art. 44. — La nationalité roumaine se perd à titre de peine à la date de la publication au *Moniteur Officiel* du Journal du Conseil des Ministres par lequel on a retiré la nationalité roumaine.

Art. 45. — En cas de perte de plein droit de la nationalité roumaine à titre de peine, la femme et les enfants, âgés de moins de vingt et un ans, de celui qui a perdu de cette manière la nationalité, ne perdent la nationalité roumaine que s'il en est ainsi décidé par journal du Conseil des Ministres.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux mineurs de vingt et un ans, mariés.

Art. 46. — En cas de retrait de la nationalité roumaine, le Conseil des Ministres décidera si la femme et les enfants roumains, âgés de moins de vingt et un ans, de celui à qui on a retiré la nationalité roumaine, perdent la nationalité en même temps que celui-ci.

Art. 47. — Dans tous les cas, la nationalité roumaine se perd ou se retire indépendamment des sanctions prévues par les lois pénales pour les infractions qui ont provoqué la perte ou le retrait de la nationalité.

CHAPITRE III

La perte de la nationalité par absence.

§ 1. *Conditions de la perte de la nationalité roumaine par absence.*

Art. 48. — Perdent la nationalité roumaine par absence, ceux qui, sans acquérir une nationalité étrangère, habitent sans interruption pendant dix ans en dehors du territoire de l'Etat roumain.

On excepte ceux qui accomplissent au delà des frontières une mission officielle au service du pays.

Art. 49. — Le terme de l'absence se calcule, pour celui qui a passé la frontière avec un passeport, à partir de l'expiration de la valabilité du passeport ; et pour celui qui a passé la frontière sans passeport, à partir du moment où il a franchi la frontière.

Le terme s'interrompt par l'obtention d'un passeport ou la prolongation de la valabilité de l'ancien passeport.

§ 2. — *Effets de la perte de la nationalité roumaine par absence.*

Art. 50. — La nationalité roumaine se perd par absence au jour de la publication au *Moniteur Officiel* du journal du Conseil des Ministres, par lequel a été retirée la nationalité roumaine.

Art. 51. — La femme de celui qui a perdu la nationalité roumaine par absence, ainsi que ses enfants âgés de moins de vingt et un ans, perdent de plein droit la nationalité en même temps que celui-ci.

On excepte la femme et les enfants de moins de vingt et un ans qui au moment où le père ou mari, perd sa nationalité, sont établis effectivement dans le pays, de même que les enfants de moins de vingt et un ans, mariés.

CHAPITRE IV

Procédure du retrait de la nationalité roumaine.

Art. 52. — La nationalité roumaine se retire par journal du Conseil des Ministres sur proposition du Ministre de la Justice.

Dans les cas prévus aux articles 41, 42 et 48, le retrait ne pourra se faire que sur la base du rapport de la Commission pour la Constatation des conditions de naturalisation et de reconnaissance.

La Commission indiquera dans son rapport si les conditions prévues par la loi pour le retrait de la nationalité sont réunies.

Art. 53. — Dans les cas prévus aux articles 41, 42 et 43

de la présente loi, le Ministère public, à l'invitation du Ministre de la Justice pourra demander au tribunal du dernier domicile de l'ancien citoyen dans le pays, la mise sous administration forcée des biens immeubles urbains et ruraux que l'ancien citoyen a en Roumanie.

L'administration aura lieu selon les règles concernant l'administration des biens d'une personne absente.

La conclusion qui ordonne la mise sous administration forcée, identifiera les biens soumis à l'administration et sera inscrite dans le « livre fonduaire », et dans les provinces où il n'y a pas de « livres fonduaires », dans le registre de transcription du Tribunal.

A la date de l'inscription ou de la transcription, les biens deviennent indisponibles ; ils seront liquidés judiciairement, et les sommes qui en résulteront seront déposées à la Caisse des Dépôts et Consignations au nom du propriétaire.

(Loi du 27 juillet 1939). — L'Etat a un droit de préemption sur les biens liquidés de cette façon.

L'exercice de ce droit est obligatoire, pour l'Etat.

Le terme dans lequel s'exercera ce droit de préemption est de deux mois de la date de l'ordonnance d'adjudication définitive.

La procédure prévue dans cet article pourra s'appliquer aussi aux biens appartenant aux personnes, dont le Conseil des Ministres aura décidé qu'elles perdent la nationalité roumaine conformément à l'article 46.

TITRE III

LA REACQUISITION DE LA NATIONALITE ROUMAINE (Réintégration.)

Art. 54. — La Roumaine devenue étrangère par mariage, recouvre la nationalité roumaine, si, conformément à la loi nationale du mari elle perd la nationalité qu'elle avait, par la dissolution du mariage.

Mais lorsque conformément à la loi du mari, la femme ne perd pas de plein droit la nationalité de celui-ci, elle réacquerra la nationalité roumaine si, s'établissant dans le pays, elle manifeste par une déclaration la volonté de la réacquérir.

(Loi du 27 juillet 1939). -- « Cette déclaration sera présentée par la partie intéressée au Ministère de la Justice, qui prendra acte de cette déclaration par une décision. »

Art. 55. — Celui qui a perdu la nationalité roumaine par absence, pourra la recouvrer par reconnaissance, s'il s'est établi effectivement dans le pays et s'il est roumain d'origine.

TITRE IV

DISPOSITIONS FINALES ET TRANSITOIRES

Art. 56. — En dehors des conditions forcées par les articles 9 et 10 de cette loi, la citoyenneté roumaine, au titre de citoyenneté d'honneur pour services rendus au pays et à la nation, peut être accordée à la proposition du gouvernement ou sur initiative parlementaire, sans aucune autre formalité préalable, par les Assemblées législatives à la majorité des deux tiers du nombre des votants.

Art. 57. — L'exercice des droits politiques, en se fondant sur la citoyenneté d'honneur, ne peut s'acquérir que par haut décret royal, sur la proposition du Conseil des Ministres, après que le bénéficiaire eût prouvé qu'il n'occupe plus en pays étranger aucune fonction publique et qu'il a renoncé à la nationalité de l'Etat dont il était le national.

Art. 58. — La citoyenneté d'honneur accordée à des étrangers par les départements ou la commune, n'a aucun effet sur la nationalité.

En tout cas elle ne peut être accordée que dans les conditions établies par la loi administrative et uniquement pour services exceptionnels rendus au département ou à la commune.

Art. 59. — Lorsque pour la conservation, la perte ou la réacquisition de la nationalité roumaine, cette loi pose l'obligation de faire une déclaration, celle-ci doit être faite en forme authentique.

Art. 60. — (*Modif. Loi du 27 juillet 1939*). — « Le diplôme de naturalisation est soumis à une taxe envers l'Etat de 3.000 Lei, et à un timbre judiciaire de 2.000 Lei. »

Le diplôme de reconnaissance n'est soumis à aucune taxe.

Art. 61. — Les ambassades, légations et consulats roumains sont obligés de communiquer au Ministère de la Justice le nom de ceux qui se trouvent en état d'absence, conformément à la présente loi.

Art. 62. — (*Modif. Loi du 20 octobre 1939*). — « Les habitants des provinces annexées sont citoyens roumains par annexion dans les conditions prévues aux traités de paix, tels que ceux-ci ont été interprétés et appliqués par la loi sur l'acquisition de la nationalité roumaine du 24 février 1924.

Ceux d'entre eux, qui pour différents motifs n'ont pas accompli à temps les exigences de la loi de 1924, pourront solliciter jusqu'au 1^{er} février 1940, leur inscription dans les listes de nationalité.

Les enfants mineurs, orphelins, ou de parents inconnus, des provinces annexées qui à la date de l'élaboration des listes de nationalité n'ont pas été inscrits d'office, les institutions ou les personnes à qui ils étaient confiés n'ayant pas non plus exigé leur inscription dans les listes de nationalité, pourront être inscrits dans ces listes jusqu'au 1^{er} février 1940.

Dans le même terme pourront aussi être inscrits dans les listes de nationalité les enfants mineurs, qui indifféremment du lieu et de la date de leur naissance, ont été adoptés par des citoyens roumains des territoires annexés jusqu'au 1^{er} octobre 1939.

L'inscription dans les listes de nationalité, pour les personnes prévues aux alinéas 2, 3 et 4 de cet article se feront par la mairie des communes où ces personnes habitaient au moment de l'élaboration des listes, ou par les mairies des communes où ils habitent au moment de la publication de cette loi.

Les intéressés adresseront par écrit leurs demandes aux mairies prévues par l'alinéa précédent, en les accompagnant de la preuve qu'au 1^{er} décembre 1918, date de l'Union, ou au 26 juillet 1921, date de la ratification du traité de Trianon, ils habitaient dans une commune quelconque des provinces annexées ou de l'ancien royaume, et que ces dates et jusqu'à ces jours ils ne se sont prévalus d'aucune autre nationalité.

Les habitants de Bessarabie apporteront la preuve qu'au 27 mars 1918, ancien style, date de l'Union, ils habitaient dans cette province, et que depuis lors et jusqu'à ce jour ils ne se sont prévalus d'aucune autre nationalité.

Les mairies des communes respectives établiront à la fin de chaque mois et jusqu'à l'expiration du terme d'inscription prévu par la présente loi, des listes dans lesquelles ils inscriront toutes les demandes qu'on leur a adressées, mentionnant, pour chacune séparément les preuves présentées par le demandeur, mais sans se prononcer sur leur admissibilité.

Les listes ainsi établies seront adressées dans un terme de cinq jours au maximum, au Ministère de la Justice qui les vérifiera et les résoudra.

Sur la base de la résolution du Ministre de la Justice, qui se donnera par décision ministérielle, les listes deviennent définitives.

Elles seront publiées dans le *Moniteur Officiel*, et envoyées en même temps aux mairies respectives pour être insérées dans les registres de nationalité.

Ceux qui sont passés dans ces listes seront considérés avoir acquis la nationalité par annexion, sans qu'on leur applique aucune des restrictions prévues par la présente loi.

Les demandes d'inscription dans les listes sont exemptes de timbre.

Ceux des habitants des provinces annexées, qui n'auront pas demandé l'inscription dans les listes de nationalité seront considérés avoir renoncé à la citoyenneté roumaine.

Les inscriptions dans les textes effectuées avant la publication de cette loi, seront refaites par le maire des com-

munes respectives conformément aux dispositions de cet article, et présentées directement au Ministère de la Justice, au plus tard jusqu'au 10 novembre 1939.

Les dispositions de cet article ne s'appliquent pas aux habitants des provinces annexées ou de l'ancien royaume qui ont été visés par le Décret-loi n° 169 du 22 janvier 1938 concernant la révision des nationalités, étant donné qu'ils ont fait l'objet d'une réglementation spéciale.

Art. 63. — Les personnes qui à l'entrée en vigueur de la présente loi, habitent à l'étranger depuis au moins dix ans sans actes de voyage (passeport ou autre acte similaire) ou quoiqu'ayant eu des actes de voyage, leur terme de valabilité a expiré depuis plus de dix ans, seront considérés avoir perdu la nationalité roumaine, si, jusqu'au 1^{er} février 1940 ils ne se seront pas fait immatriculer à un office diplomatique ou consulaire roumain.

Les effets de la perte de la nationalité roumaine, en ce qui concerne la femme et les enfants, sont ceux indiqués par l'article 51.

La constatation de la perte de la nationalité roumaine se fera par décision du Ministre de la Justice. La nationalité sera considérée perdue au 1^{er} février 1940.

Un an après la date prévue à l'alinéa précédent la décision ministérielle ne pourra plus intervenir.

Art. 64. — Les personnes qui à la date de l'entrée en vigueur de cette loi habitent à l'étranger, ont vingt-cinq ans accomplis et n'ont pas satisfait aux obligations de la loi du recrutement militaire, seront considérées avoir perdu de plein droit la citoyenneté roumaine, si jusqu'au 1^{er} février 1940, elles n'auront pas satisfait à ces obligations.

Les effets de la perte de la nationalité roumaine de cette manière, en ce qui concerne la femme et les enfants, sont ceux prévus par l'article 51 de cette loi.

Art. 65. (Modif. Loi du 27 juillet 1939). — « Les demandes de naturalisation existant au Ministère de la Justice avant la loi du 24 février 1924, de même que celle introduite depuis, mais que la Commission prévue par l'article II de la dite loi n'a pas examinées, ainsi que celles qu'elle a examinées et s'est prononcée favorablement à

leur sujet, seront soumises à l'examen de la Commission pour la constatation des conditions de naturalisation et de reconnaissance, instituée par la présente loi.

L'examen de ces demandes sera fait par la Commission conformément aux dispositions de la présente loi.

Les demandes de naturalisation votées par les deux Corps législatifs avant le 29 mars 1923 et restées non-promulguées jusqu'à publication de cette loi, seront promulguées sans être encore renvoyées à la Commission.

Les demandes votées par un seul des Corps législatifs seront envoyées à la Commission, qui les examinera et statuera à leur sujet conformément aux dispositions de la présente loi.

Art. 66. — Les demandes de naturalisation des Roumains d'origine, qui se trouvaient au Ministère de la Justice au moment de l'entrée en vigueur de cette loi seront résolues comme les demandes de reconnaissance.

(Modif. Loi du 27 juillet 1939). — « Ces demandes, de même que celles votées par la Chambre et le Sénat avant le 29 mars 1923, ne seront plus soumises à la Commission pour la constatation des conditions de naturalisation et de reconnaissance. Elles seront résolues par le Ministre de la Justice, conformément aux autres dispositions concernant la reconnaissance des Roumains d'origine, prévues par la présente loi. »

Les demandes de reconnaissance qui seront introduites après l'entrée en vigueur de la présente loi, seront envoyées à la Commission pour la constatation des conditions de naturalisation et de reconnaissance, pour qu'il soit procédé conformément aux dispositions des articles respectifs.

Art. 67. — Les demandes de naturalisation qui ont été rejetées par la Commission prévue à l'article 11 de la loi du 24 février 1924, pour non-accomplissement de l'âge ou du stage, pourront être réintroduites après l'accomplissement de ces conditions sans qu'il soit encore besoin d'une nouvelle manifestation de volonté.

Art. 68. — Jusqu'à la convocation des Assemblées législatives, les naturalisations se feront par décrets ayant force de loi, dans les conditions de l'article 98 de la Constitution. *(Loi du 27 juillet 1939.)* « Dans l'intervalle des ses-

sions parlementaires, les naturalisations se feront par décrets ayant force de loi, conformément aux dispositions de l'article 46 de la Constitution.

Art 69. — La présente loi entre en vigueur le 1^{er} février 1939

Art. 70. — Toutes les dispositions de la loi concernant l'acquisition et la perte de la nationalité roumaine, publiées dans le *Moniteur Officiel* n° 41 du 24 février 1924, ainsi que toutes autres dispositions des lois et des règlements et qui sont contraires à la présente loi, sont abrogées.

VU :

Le Doyen,
G. RIPERT.

VU :

Le Président de la thèse,
L. LE FUR.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
G. ROUSSY.

BIBLIOGRAPHIE

- ALEXANDRESCO (D). — *Explication théorique et pratique du droit civil roumain*, Bucarest, 1926 (en roumain).
- ALEXANDRESCO (D). — *Les principes du droit civil roumain* (en roumain).
- ANTONESCO (Emil). — *Curs de drept Civil*, Bucuresti, 1931.
- ANTONESCO (Erwin). — *Tratat teoretic si practic de drept international privat*, Bucuresti, 1934.
- ANTONESCO (M). — *Curs de drept international*.
- BASILESCO (N). — *Contributions à l'interprétation de l'art. 7 de la Constitution*, Bucarest, 1897 (en roumain).
- BASILESCO (N). — *Condition des étrangers en Roumanie*.
- BUZDUGAN (N. C.) — *Du mariage des Roumains à l'étranger et des étrangers en Roumanie*.
- CONSTANTINESCO (J. N.). — *La loi sur la nationalité*. Bucarest, 1936.
- DJUVARA (T. G.) — *Les Juifs de la Roumanie*, Paris, 1880 (avec une bibliographie très détaillée).
- HAMANGIU, ROSETTI-BALANESCO, BAICOIANU. *Tratat de Drept Civil*.
- IOTA (G.) — *Guide de la naturalisation* (en roumain) Pitesti, 1939.
- JUVARA (Alfred). — *Curs de Drept international privat Nationalitatea Românească*, Bucuresti, 1932.
- MAXIM (Dimitrie G.) — *La nationalité roumaine et la condition des étrangers*, Bucarest 1929 (en roumain).
- MEITANI (G.) — *Curs de Drept international* (Bucuresti, 1931).
- PETRESCO (Const.) et TEISANU (Th.) — *Codul naționalității Române*, Bucuresti, 1940.
- PLASTARA. — *Drept civil*, Bucuresti.

- PETRESCO-COMNEN. — *Etudes sur la condition des Israélites de Roumanies*. Thèse de Doctorat, Paris, 1905.
- PERETZ (Ion). — *Pravilele Românești din Sec. XVII* (les ordonnances roumaines du XVII^e siècle), Buc., 1930.
- PERETZ (Ion). — *Cours d'histoire du Droit Roumain* (en roumain).
- RARINCESCU. — *Notiuni de Drept Civil*, 1930.
- URSEANU (Valerian). — *Curs de Drept international privat*, 1898-1899.
-

TABLE DES MATIERES

Introduction historique.	1
Coup d'œil sur le droit ancien	6
La question de la naturalisation des Juifs.	21
Problèmes posés par les traités de paix (1919-1920).	26
Le droit actuel.	39
La loi du 20 janvier 1939	44
TITRE PREMIER. — L'acquisition de la nationalité rou- maine.	47
CHAPITRE PREMIER. — <i>Acquisition de la nationalité roumaine</i> <i>par filiation</i>	48
CHAPITRE II. — <i>Acquisition de la nationalité roumaine par</i> <i>mariage</i>	55
CHAPITRE III. — <i>La naturalisation</i>	57
CHAPITRE IV. — <i>La reconnaissance</i>	77
TITRE II. — La perte de la nationalité roumaine.	85
CHAPITRE PREMIER. — <i>Perte de la nationalité roumaine par</i> <i>l'acquisition d'une nationalité étrangère</i>	86
CHAPITRE II. — <i>Perte de la nationalité roumaine à titre de</i> <i>peine</i>	96
CHAPITRE III. — <i>Perte de la nationalité roumaine par absence</i>	117
CHAPITRE IV. — <i>Procédure de la perte de la nationalité</i>	122
TITRE III. — La réacquisition de la nationalité roumaine (réintégration)	129
ANNEXE. — Texte intégral de la loi du 20 janvier 1939 concernant l'acquisition et la perte de la nationalité rou- maine	1
BIBLIOGRAPHIE	157

